



Global Center for
Good Governance
in Tobacco Control



A GLOBAL
TOBACCO
INDUSTRY
WATCHDOG



Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac 2025

CRÉDITS ET REMERCIEMENTS

Auteure : Mary Assunta

Rédacteurs : E. Ulysses Dorotheo, Yodhim Dela Rosa, Deborah Sy, Erin Sandberg

Contributions à la rédaction : Centre global pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac et Vital Strategies

L'Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac (Indice mondial) est une enquête mondiale sur la réponse des gouvernements face à l'ingérence de l'industrie du tabac et la façon dont ils protègent leurs politiques de santé publique des intérêts commerciaux et autres de l'industrie, comme l'exige la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac (la CCLAT de l'OMS). À l'origine, en 2014, le rapport était une initiative régionale menée par l'Alliance pour la lutte antitabac en Asie du Sud-Est (SEATCA). L'Indice mondial 2025 est produit par le Centre global pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac (GGTC), et le rapport est publié et diffusé en partenariat avec STOP. Le GGTC remercie Bloomberg Philanthropies et la Fondation Bill et Melinda Gates pour leur soutien.

Conception visuelle : sophieeverett.com.au

Traduction en français : Pierre-Yves Serinet

Citation suggérée : Assunta M. Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac 2025. Centre global pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac (GGTC). Bangkok, Thaïlande. Novembre 2025.

Clause de non-responsabilité : cet indice a été élaboré uniquement à partir des informations accessibles au public colligées par les collaborateurs et collaboratrices dans leurs pays respectifs. Si vous disposez d'informations susceptibles de renforcer ce rapport, contactez-nous à l'adresse suivante : info@ggtc.world

Pour plus d'informations, consultez les sites :

www.globaltobaccoindex.org
www.exposetobacco.org

CONTENU

02

Introduction

06

Les principaux constats

08

01. L'industrie du tabac a interféré dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques

16

02. Les activités de RSE liées au tabac ont facilité l'accès à des hauts fonctionnaires

21

03. Des gouvernements ont offert plusieurs mesures incitatives à l'industrie du tabac qui ont profité à ses activités

27

04. Les gouvernements ont interagi impunément avec l'industrie

32

05. La transparence et la reddition de compte continuent de faire défaut

36

06. Des fonctionnaires impliqués dans des conflits d'intérêts

40

07. Les gouvernements peuvent se protéger face à l'ingérence de l'industrie

46

Conclusion

48

Recommandations

50

Tableau sommaire

64

Annexes

77

Collaborateurs

79

Notes

INTRODUCTION

Au cours des deux dernières années, les gouvernements du monde entier ont fait face à une industrie du tabac (IT) qui a exploité de plus en plus agressivement les failles et lacunes des politiques publiques pour interférer dans la lutte antitabac. L'industrie du tabac a dissuadé, séduit, frustré ou simplement submergé les gouvernements afin de contrecarrer leurs efforts pour protéger la santé publique.

L'ingérence de l'IT s'est intensifiée dans de nombreux pays, et beaucoup de gouvernements n'ont pas su résister efficacement aux tactiques de l'IT ni remplir leur mandat de renforcer et de faire progresser la lutte antitabac. Les États Parties à la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la lutte antitabac (CCLAT) ont l'obligation de protéger leurs politiques publiques de santé contre les intérêts commerciaux et autres intérêts particuliers en appliquant l'article 5.3 et ses directives d'application.ⁱ

L'Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac (l'Indice) a évalué 100 pays et constaté que les parlementaires, chefs d'État et ministres de plusieurs d'entre eux n'ont pas rempli leur devoir de protéger le droit humain à la santé conformément à l'article 5.3. L'IT les a convaincus de remettre en cause ou de retarder les mesures de lutte antitabac, de déposer des projets de loi favorables à l'industrie, ou encore de promouvoir cette dernière au lieu de soutenir des mesures fondées sur des données probantes et sauver des vies en réduisant la consommation de tabac sous toutes ses formes.

L'IT a ciblé et influencé plus spécifiquement les secteurs non sanitaires des gouvernements, surtout parce que ceux-ci sont peu conscientisés à l'importance de limiter les interactions avec l'industrie à ce qui est strictement nécessaire à la réglementation. Le manque de transparence quant aux interactions avec l'industrie et la tendance à ne pas refuser les faveurs de l'IT ont aggravé cette ingérence et neutralisé les efforts pour protéger la santé publique, mettre en œuvre la CCLAT de l'OMS et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

L'Indice est une évaluation par la société civile de la manière dont les gouvernements mettent en œuvre les mesures de l'article 5.3 de la CCLAT de l'OMS. L'édition 2025 de l'Indice montre une aggravation de l'ingérence, et aucun pays n'a été épargné. Sur les 90 pays qui ont mis à jour leurs rapports, plus de la moitié (46 pays) ont vu leur pointage se dégrader tandis que plus d'un tiers (34 pays) ont amélioré la protection de leurs politiques de santé, notamment en adoptant une plus grande transparence, en refusant toute collaboration avec l'industrie et

en appliquant des procédures pour encadrer les interactions avec celle-ci. Le pointage de 10 pays est resté inchangé.

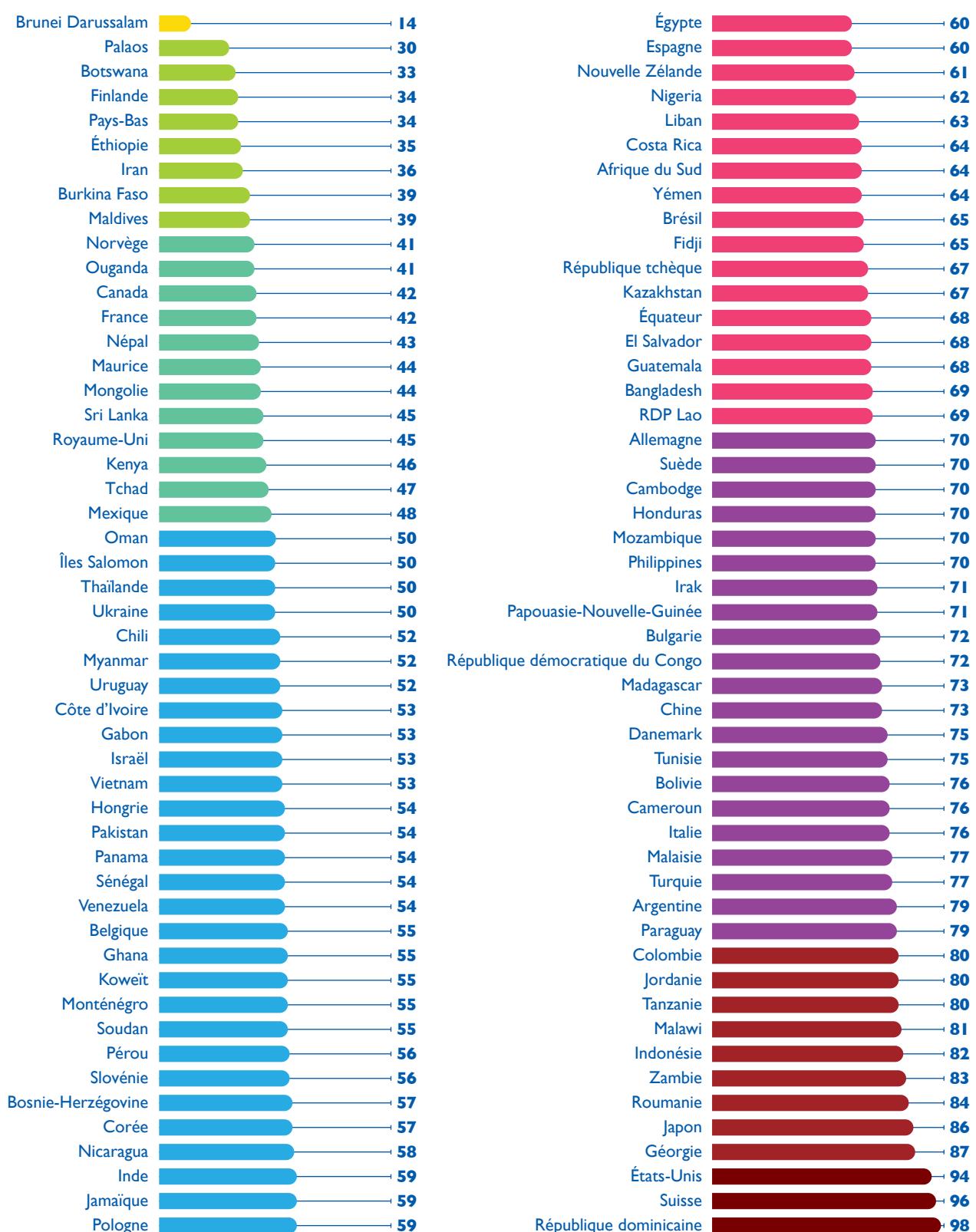
Le premier indice de 2019 s'est penché sur la situation dans 33 pays,² le deuxième dans 57 pays,³ le troisième dans 80 pays,⁴ et le quatrième dans 90 pays.⁵ L'Indice de cette année a évalué la performance de 100 pays d'Afrique, de la région de la Méditerranée orientale, des Amériques, d'Europe, d'Asie du Sud et du Sud-Est, et de la région du Pacifique occidental. Il classe les pays à la lumière d'une série précise de questions et en suivant un cadre de pointage défini, développés en 2014 lors de l'initiative au niveau régional de l'Alliance pour le contrôle du tabac en Asie du Sud-Est qui a mené à l'*ASEAN Tobacco Industry Interference Index*.⁶ Le questionnaire a depuis été révisé.

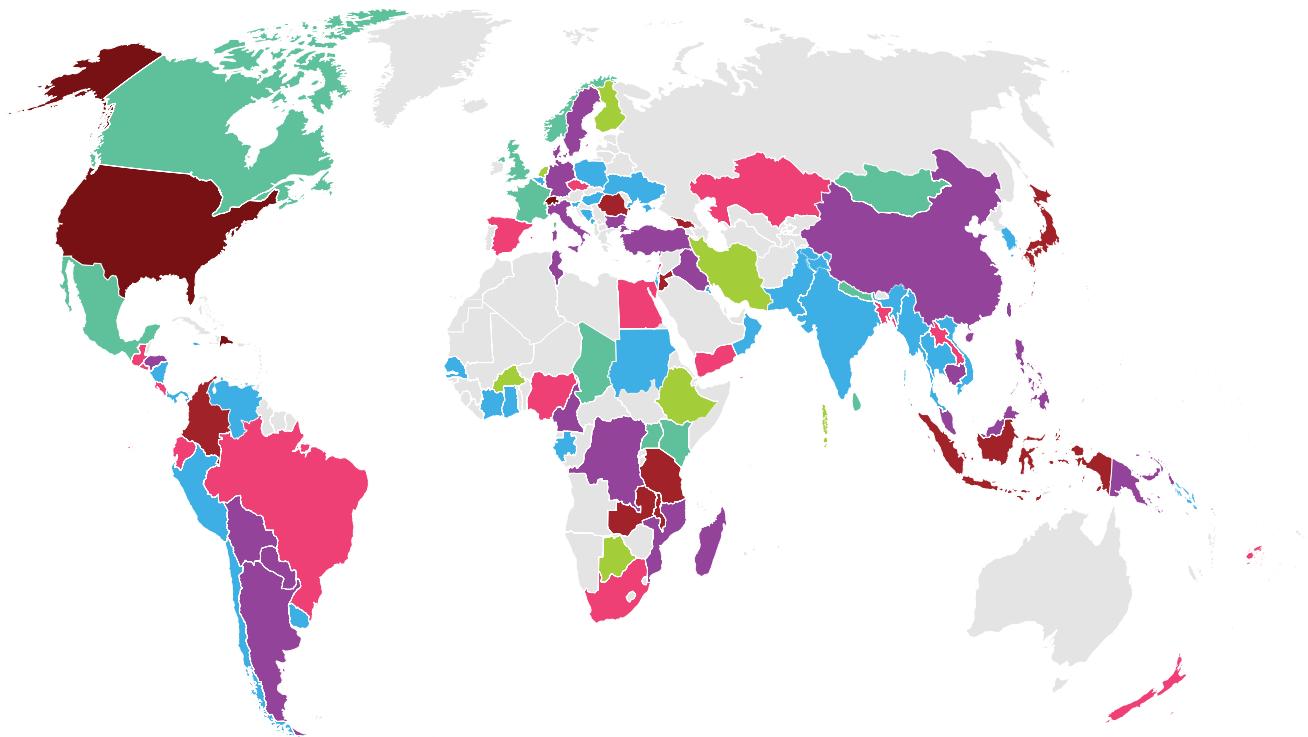
L'Indice est élaboré à partir des informations publiques sur l'ingérence de l'industrie du tabac disponibles dans les pays et sur les réponses respectives des gouvernements pour y faire face. Pour les pays dont l'enquête a été à nouveau mise à jour, l'ingérence et les actions gouvernementales ont été examinées pour la période allant d'avril 2023 à mars 2025. Concernant les 10 nouveaux pays qui s'ajoutent à l'Indice, l'ingérence et les réponses des gouvernements ont été évaluées de janvier 2020 à mars 2025 afin de bien saisir le contexte. Les pays sont classés (figure 1) en fonction du total des pointages fournis par les groupes de la société civile qui ont préparé leurs indices nationaux respectifs. Plus le pointage d'un pays est bas, plus le niveau général d'ingérence est faible, ce qui est de bon augure pour le pays. Le tableau sommaire (p. 50) fournit les pointages désagrégés pour chaque pays.

De nombreux pays ont pris des mesures concrètes pour protéger leurs politiques de lutte antitabac, soit en intégrant l'article 5.3 dans leur législation, soit en adoptant des mesures administratives comme un code ou une circulaire de directives visant à limiter les interactions avec l'industrie à ce qui est strictement nécessaire pour permettre de la réglementer. Ce faisant, ces gouvernements ont fixé un standard des bonnes pratiques et démontré leur volonté de protéger la santé de leur population.

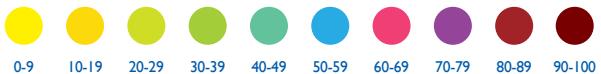
i . L'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule : en définissant et en appliquant leurs politiques de santé publique en matière de lutte antitabac, les Parties doivent veiller à ce que ces politiques ne soient pas influencées par les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, conformément à la législation nationale.

FIGURE 1 : CLASSEMENT GÉNÉRAL DES PAYS EN FONCTION DU NIVEAU D'INGÉRENCE DE L'INDUSTRIE DU TABAC





Plus le pointage est bas, meilleur est le classement



AVEC LE MOINS D'INGÉRENCE



AVEC LE PLUS D'INGÉRENCE



LES PRINCIPAUX CONSTATS

18 pays ont réalisé des progrès en adoptant de nouvelles mesures ou en mettant en œuvre dans l'ensemble des secteurs les orientations existantes relatives à l'article 5.3.

Le **Pérou** est le dernier pays en date à avoir intégré l'article 5.3 dans sa législation nationale de lutte antitabac, portant ainsi à neuf le nombre de pays à l'avoir fait, tandis que d'autres ont adopté un code ou d'autres lignes directrices pour protéger les politiques de santé contre l'ingérence de l'industrie.

Plus de 20 pays ont interdit les dons de l'IT.

Certains ont banni les dons aux campagnes politiques ou ont imposé des restrictions. Le **Botswana**, la **Bulgarie**, le **Canada**, l'**Éthiopie**, la **France**, **Israël**, le **Liban**, le **Nigéria**, l'**Ukraine**, l'**Uruguay** et le **Venezuela** ont interdit les dons politiques.

32 pays ont interdit les activités de Responsabilité sociale des entreprises (RSE) liées à l'industrie du tabac et cinq autres ont refusé ses contributions.

L'industrie a ciblé les organismes non liés à la santé pour déployer ses actions caritatives, s'alignant en fonction des priorités gouvernementales et en séduisant des ministres et parlementaires disposés à coopérer.

46 pays ont résisté à la rhétorique de l'industrie du tabac sur la « réduction des méfaits » et ont interdit les cigarettes électroniques et les produits de tabac chauffé, dénormalisant ainsi efficacement l'IT.

Des actions en justice ont été intentées au **Panama** et au **Mexique** pour annuler ces interdictions. Les efforts visant à interdire les arômes dans les produits du tabac et de la nicotine ont été compromis en **Belgique**, en **Finlande** et en **Israël**.

Des parlementaires dans 14 pays ont soutenu et promu l'IT.

Ils ont déposé plusieurs projets de loi favorables à l'industrie, accepté ses contributions, retardé l'adoption de lois antitabac voire tenté d'en empêcher l'adoption, ou encore promu des législations qui bénéficient à l'IT.

Au moins 10 gouvernements ont retardé ou n'ont pas augmenté les taxes.

L'**Argentine**, le **Bangladesh**, la **Bulgarie**, la **Géorgie**, **Israël**, le **Liban**, la **Pologne**, la **Suède**, la **Tunisie** et l'**Ukraine** ont cédé à la pression de l'industrie contre les augmentations de taxes. Plusieurs gouvernements ont toutefois utilisé la hausse des taxes comme une mesure efficace de lutte antitabac en résistant à la pression de l'industrie et son opposition.

Au moins 20 gouvernements ont collaboré avec l'IT.

Entre autres par l'entremise de protocoles d'entente, de séances de formation ou d'actions conjointes de contrôle pour lutter contre la contrebande. 17 de ces gouvernements ne sont pas parties au Protocole visant à éliminer le commerce illicite des produits du tabac.

Des parlementaires, des ministres et des gouverneurs ont accepté de participer à des visites et journées d'étude parrainées dans les installations de fabricants de tabac.

L'usine de Philip Morris International (PMI) en Suisse a été la plus visitée par des hauts fonctionnaires.

Six gouvernements ont autorisé leurs missions diplomatiques à soutenir l'IT.

Japan Tobacco International (JTI) a fait du lobby auprès de l'ambassade du **Japon** dans au moins sept pays (**Bolivie**, **Cambodge**, **Égypte**, **Indonésie**, **Liban**, **Nicaragua** et **Tanzanie**) afin de l'inciter à promouvoir ses activités commerciales.

La plupart des pays n'ont pas établi un registre des lobbyistes de l'industrie du tabac

ni un registre des entités qui lui sont liées ou de règles de divulgation des réunions avec l'industrie. **14 pays** disposent néanmoins d'un registre des lobbyistes.

L'article 5.3 a été très peu diffusé au sein des services gouvernementaux.

Bien que certains gouvernements affirment mener des actions de sensibilisation, peu d'information publique est disponible sur les efforts des pays pour conscientiser les divers organismes de l'administration publique sur l'article 5.3 et son importance.

O I

L'industrie du tabac
a interféré dans
l'élaboration et la mise
en œuvre des politiques

L'article 5.3 exige que les gouvernements protègent les politiques de santé publique des intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, notamment en refusant que l'industrie occupe une place à la table d'élaboration des politiques. Même dans les pays où l'industrie du tabac n'est pas officiellement représentée au sein des comités nationaux chargés d'élaborer les politiques de lutte antitabac, celle-ci a tout de même trouvé le moyen d'intervenir dans la formulation des politiques (figure 2).

DES PARLEMENTAIRES FAVORABLES À L'INDUSTRIE ONT ACTIVEMENT CONTESTÉ OU RETARDÉ DES LOIS DE LUTTE ANTITABAC

L'examen de la plupart des pays indique que l'industrie du tabac ne participe pas à l'élaboration des politiques. Mais là où l'industrie du tabac n'a pas réussi à empêcher le pouvoir exécutif des gouvernements de renforcer les mesures de lutte antitabac, notamment les ministères de la santé, elle a utilisé le pouvoir législatif pour saper et faire échouer l'adoption de politiques solides. On a documenté dans de nombreux pays à travers le monde la manière dont l'industrie du tabac déploie son lobbying à l'endroit des députés et utilise le processus parlementaire pour influencer le résultat des délibérations politiques antitabac et s'assurer qu'elles soient avantageuses pour l'industrie. Bien que les politiques de l'article 5.3 concernent aussi les parlementaires, leur application peut être inégale ou politiquement plus difficile, notamment dans plusieurs pays où les élus sont assujettis à des règles différentes.

a. Des parlementaires ont accepté les propositions de l'industrie, conduisant au report ou à un affaiblissement des lois

Au **Danemark**, au **Guatemala**, en **Malaisie**, au **Monténégro** et en **Slovénie**, des parlementaires ont agi de manière à retarder l'adoption de mesures strictes, ont affaibli la lutte antitabac ou ont carrément refusé de réglementer.

En mars 2023, le Parlement du **Danemark** a divulgué aux industries du tabac et de la nicotine le projet d'amendements à la Loi sur les produits du tabac, et la Commission de la santé les a invitées à soumettre leurs propositions,⁷⁸ aboutissant à un projet final teinté des intérêts de l'industrie. La Commission de la santé a été la cible du lobbying des fabricants de tabac, opposés à la proposition d'interdire les cigarettes de 100 mm et limiter la longueur des cigarettes à 80 mm maximum.⁹ À terme, la demande de l'industrie a été acceptée.

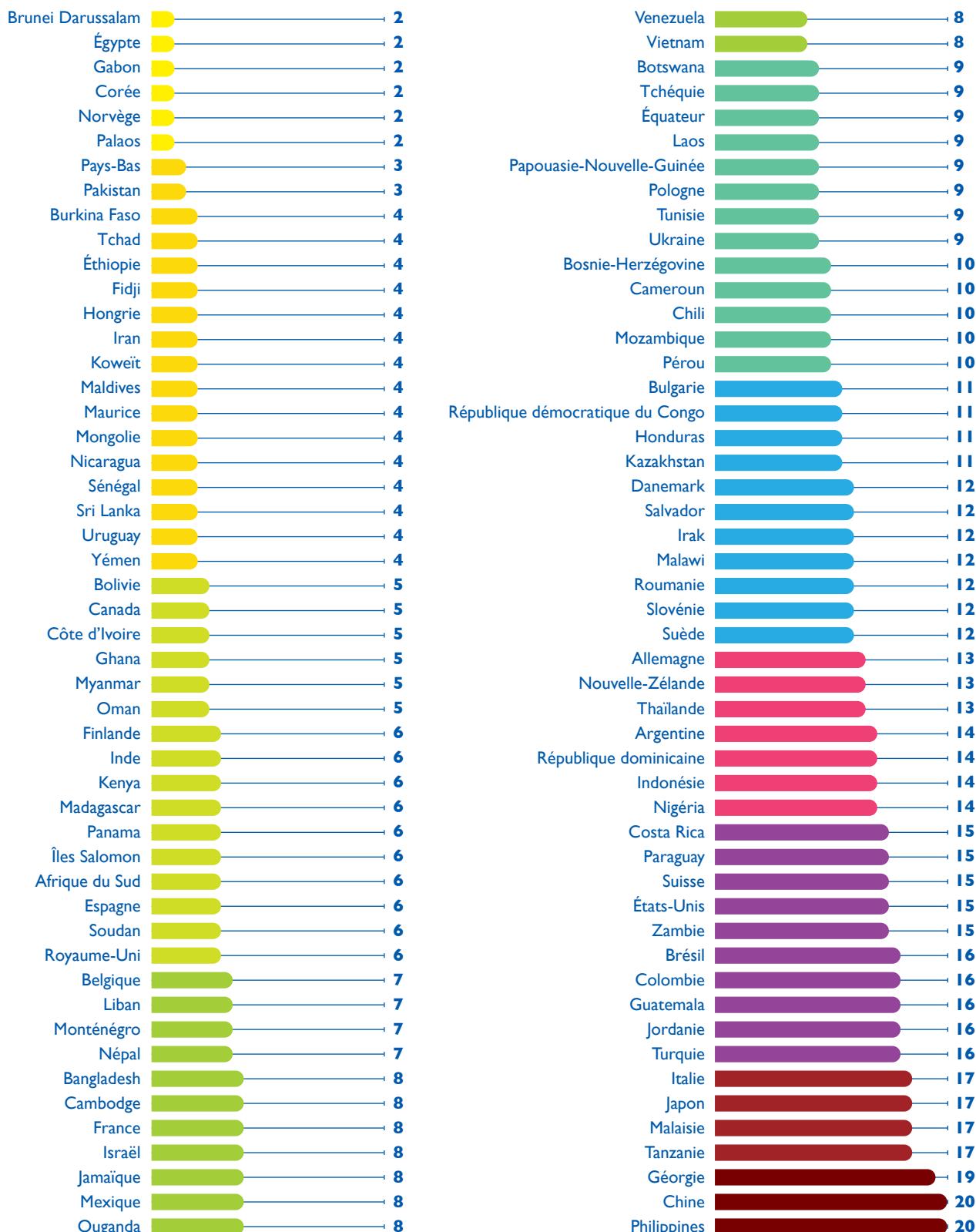
En **Malaisie**, c'est avec retard qu'en octobre 2023 le Parlement a adopté la Loi sur le contrôle des produits pour fumer pour le bien de la santé publique (loi 852 de 2024) et ce, sans inclure la clause d'ordre générationnel « fin de partie pour le tabac » (*generational endgame clause GEG*) qui était cruciale pour interdire que toute personne née après le 1er janvier 2007 puisse acheter des produits du tabac. Le vice-ministre de la Santé a admis devant le Parlement que le lobbying de l'industrie du tabac et du vapotage avait réussi¹⁰ à imposer l'abandon de la stratégie GEG et l'autorisation des dispositifs électroniques de vapotage, à l'encontre des recommandations du ministère de la Santé qui souhaitait les interdire.

Au **Guatemala**, le pouvoir exécutif a cherché à interdire les cigarettes électroniques, principalement pour protéger les personnes mineures. En janvier 2025, trois membres du Congrès ont présenté le projet de loi 6498 qui visait à restreindre les produits nicotiniques et à réglementer la publicité. En mars, les élus ont non seulement rencontré des représentants du secteur des cigarettes électroniques afin de trouver des solutions qui ne nuisent pas aux fabricants de tabac mais ont aussi réaffirmé leur ouverture à recevoir les propositions du monde des affaires et à travailler ensemble sur le projet de loi.¹¹

En **Slovénie**, un groupe de 38 députés a présenté un amendement visant à retarder de trois ans l'introduction d'un emballage standardisé pour les cigarettes, repoussant ainsi la date de mise en œuvre de 2020 à 2023.¹² La Commission pour la prévention de la corruption a publié des documents montrant que les lobbyistes de l'industrie avaient fourni aux députés des justifications écrites qu'ils ont directement copiées dans les notes explicatives du projet de loi.¹³ Les députés ont adopté des sections clé du texte de l'amendement rédigées par les lobbyistes de l'IT.¹⁴

Au **Monténégro**, les produits nicotiniques à consommation orale, le tabac à mâcher et le tabac à priser nasal sont vendus depuis 13 ans sans droits d'accise ni aucune restriction. Le ministère des Finances a approuvé l'interdiction de ces

FIGURE 2: L'INDUSTRIE DU TABAC S'INGÈRE DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES



produits dans le cadre des amendements à la Loi sur le tabac. Ces amendements ont été adoptés en mai 2023 mais n'ont pas été signés par le président de l'époque. En juillet 2024, deux parlementaires ont proposé des amendements à la loi sur le tabac qui, entre autres, interdiraient la vente de produits nicotiniques, mais ceux-ci n'ont toujours pas été débattus au Parlement.¹⁵

b. Des parlementaires ont déposé des projets de loi favorables à l'IT

En **Argentine**, au **Brésil** et en **Colombie**, des parlementaires ont déposé divers projets de loi visant à légaliser les dispositifs électroniques pour fumer (*Electronic Smoking Devices* en anglais ou ESD, dont font partie les systèmes électroniques d'administration de nicotine ou cigarettes électroniques) ou les produits de tabac chauffé (PTC), à abroger les interdictions existantes ou à affaiblir les réglementations en vigueur. L'**Argentine** a interdit les dispositifs électroniques pour fumer en mars 2023 (résolution 565/2003 du ministère de la Santé).¹⁶ Le lendemain, Massalin Particulares S.R.L., filiale de Philip Morris International (PMI) en Argentine, a annoncé que cette interdiction l'avait obligé à suspendre un investissement dans le pays de 300 millions de dollars américains pour développer des PTC.¹⁷ Le mois suivant, un député national a présenté un projet de loi visant à légaliser et à établir un cadre réglementaire pour les dispositifs électroniques pour fumer¹⁸ afin de contourner l'interdiction.

Le **Brésil** a interdit les dispositifs électroniques pour fumer en 2009. En octobre 2023, un sénateur (Podemos-MS) a présenté le projet de loi n° 5.008/2023 visant à légaliser la production, la commercialisation et la publicité des cigarettes électroniques¹⁹ et a reconnu le rôle de l'IT dans la rédaction du projet de loi.^{20,21} Le sénateur avait participé en mai 2023 à un voyage parrainé par PMI à son usine de PTC à Bologne, en Italie.²² Un directeur de British American Tobacco (BAT) Brésil avait accès au Congrès brésilien, entretenait des contacts directs avec les législateurs et suivait de près l'évolution du projet de loi ainsi que d'autres initiatives d'interdiction des cigarettes électroniques.²³

En **Colombie**, quatre membres du Congrès qui ont des liens avec des groupes de façade de l'industrie du tabac^{24,25} ont mis de l'avant en 2023 un amendement constitutionnel visant à établir un cadre réglementaire en faveur de la consommation du cannabis par les adultes (projet de loi n° 01/23 de la Chambre des représentants, projet de loi n° 17/23 du Sénat).²⁶ Bien que l'amendement constitutionnel n'ait pas été adopté, il aurait pu affaiblir considérablement les réglementations de lutte antitabac existantes.

c. L'IT s'est servi de parlementaires pour tenter de faire échouer des lois de lutte antitabac ou promouvoir des amendements qui lui soient favorables

Au **Ghana**, des alliés de l'industrie ont mobilisé plusieurs parlementaires pour empêcher, en vain, l'adoption du projet de loi qui modifiait les droits d'accise et augmentait les taxes sur le tabac. Selon un député membre de la Commission parlementaire de la santé, « ces organismes n'ont pas utilisé d'argent mais ont déployé des efforts importants pour convaincre individuellement des députés de considérer cette loi comme un recul et une mesure inutile. »²⁷ La loi a été adoptée en mai 2023.

En **République démocratique du Congo (RDC)**, des partenariats opaques entre des parlementaires et l'IT ont entravé l'adoption de politiques élémentaires de lutte antitabac.²⁸ L'ancien Premier ministre était sénateur et membre du conseil d'administration de BAT, et un député actuel est PDG de Shenimed (un distributeur de cigarettes).^{29,30,31} Ce type de relations fluides a contribué à retarder l'adoption de mesures de base de lutte antitabac.

Des législateurs favorables à l'IT qui siègent aux parlements de la **Suisse**, de l'**Ouganda** et du **Royaume-Uni** ont permis à des représentants de l'IT d'avoir accès à des sections parlementaires réservées aux députés, ce qui soulève des questions d'intégrité et de transparence. Des parlementaires **suisses** ont ouvertement représenté les intérêts de l'IT et ont prêté leurs badges à des lobbyistes pour qu'ils puissent accéder aux espaces réservés du bâtiment fédéral, notamment aux couloirs de la chambre.^{32,33} En guise d'exemple, un conseiller national du parti du Centre représentant Saint-Gall a remis l'un de ses badges d'accès parlementaire au secrétaire général de SwissTabac et son deuxième badge au vice-directeur de l'Union suisse des paysans, allié de l'IT.³⁴ Plusieurs législateurs qui siègent dans l'une ou l'autre des deux chambres du Parlement y représentent l'IT, ce qui explique la faiblesse des lois suisses en matière de lutte antitabac.

Au **Royaume-Uni**, la compagnie Greenbutts, qui produit des filtres de cigarette biodégradables et qui entretient de multiples liens avec l'IT³⁵ et la plateforme de nouvelles politiques parliamentnews.co.uk, a soutenu une campagne intitulée « Mégots sans plastique » (*Plastic Free Butt*) qui proposait une modification de la loi britannique sur le tabac et les cigarettes électroniques. En février 2025, soutenu par un groupe parlementaire multipartite, un député a déposé un amendement au projet de loi sur le tabac et les cigarettes électroniques qui obligerait les fabricants de cigarettes à utiliser des solutions de recharge biodégradables.^{36,37}

« La CCLAT de l'OMS, un traité mondial de santé publique, impose aux gouvernements des obligations spécifiques afin de protéger la santé publique contre les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac. Les gouvernements signalent constamment que l'ingérence de l'industrie du tabac constitue l'un des principaux obstacles à la lutte antitabac. L'Indice d'ingérence de l'industrie du tabac révèle l'ampleur du problème et son impact sur les pays du monde entier. »

Andrew Black,
Secrétariat de la CCLAT de l'OMS

Contrevenant à la loi de l'**Ouganda** pour la lutte antitabac, qui intègre l'article 5.3,³⁸ la Commission parlementaire des finances, de la planification et du développement économique a invité des représentants de l'industrie et leurs alliés afin d'entendre leur avis sur la taxation des produits du tabac pendant la phase finale en avril 2025 du projet de loi visant la modification de la fiscalité 2025. Parmi les invités, on comptait notamment BAT Uganda, Leaf Tobacco and Commodities Uganda Ltd, l'Association des manufacturiers de l'Ouganda, l'Alliance ougandaise sur la taxation du tabac et la Chambre de commerce américaine.³⁹

LÀ OÙ LES GOUVERNEMENTS ONT ÉTÉ COMPLAISANTS AVEC L'INDUSTRIE DU TABAC, LES LOIS DE LUTTE ANTITABAC N'ONT PAS PROGRESSÉ OU N'ONT PAS ÉTÉ APPLIQUÉES

Les législations omnibus pour la lutte antitabac ou leurs réglementations de mise en œuvre ont été paralysées dans **huit pays** en raison de la forte opposition de l'industrie.

En **Tanzanie**, les efforts déployés depuis 2017 pour promulguer une nouvelle loi de lutte antitabac ont échoué en raison d'une complaisance face aux préoccupations de l'industrie du tabac.⁴⁰ En **Zambie**, le projet de loi de 2018 pour la lutte antitabac a été soumis en 2020 à une évaluation d'impact au niveau réglementaire avant de pouvoir être approuvé, mais de nouvelles consultations interministérielles ont eu lieu en 2020 et 2021 et ont repoussé l'approbation du Cabinet à décembre 2022 en vue de son dépôt au Parlement.⁴¹ L'ingérence de l'industrie⁴² continue toutefois à entraver le processus et le projet de loi n'y a toujours pas été présenté.

En **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, la loi de 2016 pour la lutte antitabac⁴³ n'est toujours pas en vigueur; près de neuf ans plus tard faute de réglementations de mise en œuvre.⁴⁴ En **Bolivie**, le gouvernement considère l'IT comme positive et l'intègre dans ses programmes de relance économique.⁴⁵ Sa loi de lutte antitabac (loi 1280) n'est toujours pas appliquée malgré son adoption il y a cinq ans.⁴⁶ En **Bosnie-Herzégovine**, les amendements présentés par l'IT et les délais de procédure en découlant ont affaibli l'efficacité des règlements pour la lutte antitabac et les ont retardés d'un an.⁴⁷

DES GOUVERNEMENTS ONT CÉDÉ À LA PRESSION DE L'INDUSTRIE DE NE PAS AUGMENTER LES TAXES

Tl'IT a continué à mettre en échec les augmentations de taxes à travers le monde et au moins 10 gouvernements (**Argentine, Bangladesh, Bulgarie, Géorgie, Israël, Liban, Pologne, Suède, Tunisie et Ukraine**) ont cédé aux pressions de l'industrie. Mais de l'autre côté, trois gouvernements ont décidé d'utiliser la taxation comme mesure de lutte antitabac malgré la pression de l'industrie et son opposition à la hausse des taxes.

En **Argentine**, l'IT a fait du lobby⁴⁸ en 2024 auprès d'anciens dirigeants du gouvernement ayant occupé des postes de conseil ou de gestion, et a réussi à les convaincre du bien fondé de l'élimination de la taxe minimale sur les cigarettes, ce qui a profité à de grandes entreprises qui ont réduit davantage le prix de leurs marques les moins chères, comme Massalin Particulaires (Philip Morris) et BAT. Un ancien dirigeant de l'industrie, qui a travaillé près de 30 ans chez Massalin (Philip Morris), a été nommé président de la Maison de la Monnaie et a influencé la rédaction des critères de taxation du tabac.⁴⁹

En **Géorgie**, sous la pression des producteurs de tabac locaux tels que Tbilisi Tobacco,⁵⁰ le Parlement a approuvé en mai 2024 une réduction de 50 % de la taxe sur le tabac brut, le tabac à mâcher, le snus et le tabac à chicha.⁵¹ En **Bulgarie**, l'augmentation des droits d'accise sur les produits du tabac a été minime en 2023, conformément au nouveau calendrier fiscal adopté en 2022 après avoir consulté intimement les représentants de l'IT. Lors d'une consultation publique sur les modifications de la Loi sur les droits d'accise et les entrepôts fiscaux en 2023, trois propositions de l'Association bulgare de l'industrie du tabac (BATI) ont été acceptées, notamment celle de ne pas afficher le prix des cigarettes et des PTC sur les paquets.⁵²

En **Israël**, on a ralenti la mise en œuvre du Plan d'équilibre budgétaire de l'État pour 2024, qui révoquait l'exonération fiscale sur les produits du tabac et de la nicotine vendus dans les boutiques hors taxes, et décidé qu'il serait mis en place graduellement jusqu'en 2028.^{53,54} Depuis décembre 2022, l'Agence nationale du revenu de la **Pologne** a mis en place un programme de coopération avec les entreprises, incluant celles du secteur du tabac, ce qui a permis à l'IT de bénéficier de conditions plus favorables pour exercer ses activités en Pologne⁵⁵ et de profiter le report de nouvelles taxes sur le tabac.

En **Ukraine**, l'association des producteurs de tabac « Ukr tutun » s'est opposée à une nouvelle taxe d'accise et a déployé son lobby pour obtenir un taux d'imposition préférentiel pour les PTC, ce qui a finalement conduit à une augmentation de taxe de 20 % inférieure à celle des cigarettes.⁵⁶

Le **Liban** et la **Tunisie** ont tous deux réduit les taxes sur le tabac afin de soutenir leurs entreprises publiques respectives de tabac. Le ministre de l'Intérieur et des Municipalités du **Liban** a affirmé que la taxe a été réduite⁵⁷ parce que « l'État libanais fera tout en son pouvoir pour garantir le succès de la Régie »,⁵⁸ tandis que la **Tunisie** a diminué la taxe à la consommation sur les PTC de 135 % à 50 % et a encore abaissé la taxe sur le tabac à mélasse et le Jirac, la fixant à 10 %.⁵⁹

Au **Chili** et en **Turquie**, les gouvernements ont résisté à l'ingérence de l'industrie et ont augmenté les taxes. Entre mai 2023 et avril 2024, BAT a rendu visite aux responsables fiscaux **chiliens** pour leur faire part de son opposition à l'augmentation des taxes sur le tabac^{60,61,62} mais, le ministère des Finances a finalement proposé une réforme fiscale incluant des taxes correctives. La **Turquie** a augmenté la taxe spéciale sur la consommation de tabac en 2022⁶³ puis à nouveau en 2025⁶⁴ en fonction de l'inflation. Alors que certains gouvernements ont récompensé les fabricants de tabac pour être les meilleurs contribuables ou les plus respectueux de leurs obligations fiscales (annexe V), l'autorité fiscale turque a infligé en 2024 une amende de 6 milliards de livres turques (181,2 millions de dollars américains) à un fabricant de tabac pour revenus non déclarés.⁶⁵

Au **Bangladesh**, en avril 2024, l'association des travailleurs de l'usine Pabna Bidi a soumis un mémorandum au Premier ministre en faisant pression sur le commissaire adjoint du district de Pabna, exigeant de retirer les taxes sur les bidis et de prioriser l'allègement fiscal pour les fabricants plutôt que les droits des travailleurs.⁶⁶ Le gouvernement a maintenu le même niveau de taxation sans ajouter de nouvelle taxe sur les bidis dans le budget 2024-2025.⁶⁷

Au **Costa Rica**, le ministre de la Santé a critiqué la Commission des affaires sociales après qu'elle ait présenté une nouvelle version d'un projet de loi supprimant la taxe spécifique sur les dispositifs électroniques pour fumer,⁶⁸ accusant un législateur d'être un lobbyiste de l'IT et de promouvoir des positions favorables à celle-ci.⁶⁹

DES GOUVERNEMENTS ONT PERMIS DES RETARDS QUANT À LA STANDARDISATION DE L'EMBALLAGE DES PRODUITS DU TABAC

Les gouvernements d'**Oman** et du **Burkina Faso** ont mis en œuvre leurs lois sur l'emballage standardisé comme prévu. Les lois d'Oman sur la standardisation des emballages, adoptées en 2023 avec un délai de mise en œuvre de 6 mois, ont été exécutées sans aucun retard. Le **Tchad** a rejeté la demande d'un importateur de tabac qui voulait importer des cigarettes comportant des avertissements de santé obsolètes.

Cependant, les gouvernements de sept pays ont reporté la mise en œuvre de leurs lois sur l'emballage standardisé, à savoir la **Côte d'Ivoire**, le **Danemark**, la **Géorgie**, la **RDP Lao**, le **Myanmar**, la **Slovénie** et le **Sri Lanka**.

En **Géorgie**, la standardisation des emballages adoptée en janvier 2018 a été reportée à trois reprises, soit jusqu'au 1er avril 2025 pour un retard total de plus de sept ans. L'industrie du tabac et ses alliés ont fait du lobby auprès du Bureau du Protecteur des entreprises, du ministère de l'Économie et du Développement durable et du ministère des Finances pour qu'ils appuient leur demande de report.^{70,71,72}

Au **Myanmar**, la mise en œuvre de l'emballage standardisé était prévue pour avril 2022 mais a été reportée à quatre reprises, jusqu'à octobre 2025, donnant à l'industrie 42 mois de marge de manœuvre. La **Slovénie** a repoussé la mise en œuvre de l'emballage standardisé de de trois ans, de 2020 à 2023.⁷³ Au **Danemark**, le ministre de la Santé a accédé à la demande de l'IT qui souhaitait augmenter l'échéance de mise en œuvre à 17 mois à compter de la publication du décret jusqu'à ce que la vente de paquets de cigarettes électroniques non standardisés cesse complètement.⁷⁴ En **RDP Lao**, l'IT n'a pas respecté le délai de six mois (jusqu'à décembre 2024) pour se conformer à la réglementation sur les emballages standardisés, ce qui a entraîné le report de la date limite de mise en œuvre à août 2025.⁷⁵ De même, la mise en œuvre en **Côte d'Ivoire** a été reportée d'un an après l'expiration du délai en décembre 2023.

Au **Bangladesh**, au **Cameroun**, au **Costa Rica**, en **RDC**, au **Nigeria**, au **Soudan** et en **Tunisie**, les gouvernements ont cédé aux demandes de prolongation de l'industrie et ont autorisé de retarder l'application de mises en garde illustrées prépondérantes sur les paquets de tabac.

Au **Cameroun**, les mises en garde illustrées sur les produits du tabac ont été approuvés en janvier 2018 avec un délai d'un an pour s'y conformer; mais le délai a été prolongé jusqu'en juin 2023 suite aux demandes répétées de l'industrie. L'inclusion de mises en garde sur les paquets n'est toujours pas pleinement respectée.

Au **Soudan**, le ministère de la Justice a publié en mars 2021 une nouvelle réglementation qui augmente la dimension des mises en garde de 30 % à 75 % de la surface des paquets et interdit les mini-paquets (de 10 cigarettes) pour n'autoriser que ceux de 20 cigarettes. Cependant, trois représentants de l'IT siègent aux cinq comités de l'Organisation soudanaise de normalisation et de métrologie (SOSM), responsable de la formulation des normes, ce qui peut expliquer le retard dans l'application de ces mesures. Le Soudan doit encore, à ce jour, mettre en œuvre la décision d'augmenter la taille des avertissements de santé graphiques à 75 % des paquets et d'interdire les mini-paquets.

L'INDUSTRIE A FAIT PRESSION SUR LES PAYS POUR QU'ILS APPROUVENT LES CIGARETTES ÉLECTRONIQUES, LES DISPOSITIFS ET SACHETS DE NICOTINE, AINSI QUE LES PRODUITS AROMATISÉS

L'industrie du tabac s'est opposée avec vigueur à la réglementation des systèmes électroniques d'administration de nicotine (SEAN) et des PTC. Les ministères de la santé du monde entier ont fait face aux ingérences de l'industrie pour contrecarrer tout effort d'interdire ou de réglementer de façon stricte les SEAN et les PTC. L'industrie s'est ingérée en lançant des poursuites judiciaires pour révoquer les interdictions existantes, en tentant d'affaiblir les réglementations, en s'opposant aux mesures d'augmentation des taxes sur ces produits et en retardant leur mise en œuvre, et en déployant des stratégies de lobbying auprès des décideurs politiques afin qu'ils adoptent des lois favorables à l'industrie.

En mai 2025, au moins **46 pays** avaient interdit les cigarettes électroniques et les produits de tabac chauffé (PTC),⁷⁶ les **Maldives**, le **Venezuela** et le **Vietnam** étant les derniers en date, tandis que l'industrie continue de promouvoir ces produits. Le Premier ministre **cambodgien** a adopté une mesure audacieuse en mai 2025 en annonçant que les investissements dans le secteur des cigarettes électroniques n'étaient pas les bienvenus dans le pays et que ces investissements seraient placés sur la liste noire.⁷⁷

Les **Maldives** ont interdit l'importation de cigarettes électroniques en 2024,⁷⁸ ont accéléré la lutte globale contre le tabagisme en relevant de 18 à 21 ans l'âge minimum permis pour acheter des produits du tabac, et ont instauré en mai 2025 une mesure d'ordre générationnel qui interdit la vente et l'achat de produits du tabac à toute personne née après le 1er janvier 2007.⁷⁹

L'interdiction par le **Panama** de la consommation, de la vente et de l'importation de cigarettes électroniques et de tabac chauffé en 2021 (loi n° 315) a été révoquée au terme d'une poursuite judiciaire intentée en août 2023 par un particulier au nom de l'Association pour la réduction des méfaits du tabagisme au Panama (ARDTP), qui a allégué que cette prohibition privait 200 000 fumeurs adultes d'une alternative moins nocive. La Cour suprême a jugé que l'interdiction était inconstitutionnelle et contrevenait à la procédure législative du fait que le nombre de votes favorables à l'interdiction lors du troisième débat ne respectait pas le minimum requis par la Constitution.^{80,81}

Lorsque le gouvernement du **Mexique** a interdit les cigarettes électroniques en 2023, PMI Mexico a obtenu une injonction de la Cour suprême lui permettant de continuer à les vendre.⁸² Cela a amené le président de l'époque, Andrés Manuel López Obrador, à déclarer : « ... Imaginez l'intérêt économique, rien que cela, au détriment de la santé de la population et des jeunes... ces multinationales dépensent des sommes colossales en publicité et en lobbying... de l'argent pour le trafic d'influence et corrompre tous ceux qui sont prêts à se laisser faire. »⁸³ Le Mexique est allé de l'avant avec l'interdiction.

En **Suède**, les sachets de nicotine n'étaient pas réglementés jusqu'en 2022, année de l'entrée en vigueur de la réglementation, mais celle-ci a été édulcorée sous l'influence de l'IT⁸⁴ au point d'autoriser la publicité sur les réseaux sociaux et l'application d'une taxation minime, avec l'aval du Premier ministre.⁸⁵ Le ministre du Commerce a défendu le commerce du snus suédois auprès de l'UE en affirmant qu'il s'agissait de « notre mode de vie »,⁸⁶ tandis qu'un député suédois au Parlement européen a repris à son compte la rhétorique de l'industrie selon laquelle « le modèle suédois n'est pas un problème, c'est une solution ».⁸⁷

Les efforts visant à interdire les arômes dans les produits du tabac et de nicotine ont été compromis en **Belgique**, en **Finlande** et en **Israël**. En **Belgique**, le projet de décret royal sur la fabrication et la commercialisation des cigarettes électroniques prévoyait d'interdire la mention des arômes ou saveurs ajoutés sur l'emballage. Force a été de constater que le décret royal publié en novembre 2022 a toutefois tenu compte de l'argument de Perstablo (une fédération de kiosques à journaux) et autorisé la mention des arômes ou saveurs.⁸⁸ En **Finlande**, un ancien ministre de l'Éducation a appuyé l'inclusion de certains sachets de nicotine aromatisés dans la Loi sur le tabac, favorisant ainsi apparemment les intérêts d'un fabricant de sachets de nicotine basé à Jakobstad.⁸⁹ Les documents internes de Juul Lab accessibles au public ont révélé que l'interdiction des arômes dans les produits du tabac proposée dans l'amendement n° 7 de la loi d'**Israël** sur l'interdiction de la publicité a été rejetée suite à l'ingérence de Juul.⁹⁰

02

Les activités de rse
liées au tabac ont
amélioré l'accès aux
hauts fonctionnaires

Les Directives d'application de l'article 13 de la CCLAT de l'OMS exigent l'interdiction des activités de responsabilité sociale des entreprises (RSE) parce qu'elles constituent une forme de promotion⁹¹ tandis que les Directives de l'article 5.3 recommandent de dénormaliser ces activités. L'industrie du tabac utilise la RSE comme stratégie pour détourner l'attention des dommages qu'elle cause et redorer son image publique. Lorsque les gouvernements acceptent la charité de l'industrie du tabac, ils compromettent leur rôle de régulateurs de l'industrie.

Trente-deux des pays étudiés ont interdit les activités de RSE liées au tabac tandis que cinq autres désapprouvent ou refusent toute contribution de l'industrie. Dans le contexte où les gouvernements renforcent les mesures de lutte antitabac et où de plus en plus de rapports dénormalisent les activités d'éco-blanchiment de l'industrie, l'IT évite désormais d'associer ses activités à la RSE et préfère les appeler des activités de développement durable. L'Indice 2025 révèle que ces activités ont davantage ciblé les organismes de secteurs autres que celui de la santé, qu'elles étaient choisies avec soin et liées étroitement aux priorités gouvernementales, et qu'elles s'articulaient autour d'alliances avec des ministres et des parlementaires sympathisants.

Grâce à cette tactique, l'industrie piège les gouvernements afin d'obtenir leur approbation et leur soutien (tableau I).

Au moins 18 gouvernements ont établi un partenariat ou collaboré avec l'IT. Des ministres et des parlementaires d'au moins huit pays ont cautionné des activités de RSE, en **Bolivie**, au **Gabon**, en **Jamaïque**, au **Bangladesh**, aux **Fidji**, au **Salvador**, au **Royaume-Uni** et en **Zambie**, notamment en sanctionnant des programmes de plantation d'arbres, des dons d'eau potable et de semences aux agriculteurs pour cultiver des aliments, et des opérations de ramassage des mégots de cigarettes.

TABLEAU I : COMMENT LES GOUVERNEMENTS SE FONT PIÉGER PAR LES ACTIVITÉS CARITATIVES DE L'INDUSTRIE

Tactique de l'industrie	Activités parrainées par l'industrie et approuvées par les gouvernements	Conséquences de l'approbation des gouvernements à la RSE de l'industrie ⁹²
Profiter des personnes pauvres	Des gouvernements ont approuvé des programmes ad hoc de lutte contre la pauvreté mis en place par l'industrie dans les communautés rurales pauvres.	Lorsqu'un gouvernement accepte la charité de l'industrie, il compromet son rôle de régulateur de l'industrie.
Détourner l'attention des mégots de cigarettes toxiques	Des gouvernements ont participé à des programmes de ramassage des mégots de cigarettes financés par l'industrie ou ont approuvé ses programmes de responsabilité élargie des producteurs.	Au lieu de réglementer l'industrie et de lui faire payer les dommages qu'elle cause à l'environnement, le gouvernement approuve ses activités de RSE.
Détourner l'attention de la déforestation causée par la culture du tabac	Des institutions gouvernementales ont collaboré avec l'industrie dans le cadre de programmes de plantation d'arbres.	L'éco-blanchiment via des manœuvres publicitaires à court terme détourne l'attention des gouvernements alors qu'ils doivent assumer les coûts à long terme de la déforestation et de la restauration des écosystèmes terrestres et aquatiques; ils deviennent aussi plus enclins à approuver des solutions faites sur mesure par et pour l'industrie, comme la REP au lieu d'appliquer le principe du pollueur-payeur; et comme les filtres biodégradables qui sont nocifs pour la santé et contraires aux ODD.
S'immiscer dans les programmes gouvernementaux destinés aux agriculteurs	Des gouvernements ont approuvé l'aide aux agriculteurs parrainée par l'industrie, qui leur offre des semences pour l'agriculture vivrière par ex.	Tandis qu'aucune étude indépendante ne démontre que ces programmes augmentent l'approvisionnement alimentaire national, ils normalisent la culture du tabac dans le secteur agricole et affaiblissent les efforts gouvernementaux pour la substituer.

DES GOUVERNEMENTS ONT APPUYÉ LES CAMPAGNES DE NETTOYAGE INEFFICACES DE L'INDUSTRIE AU LIEU DE L'EMPÊCHER DE POLLUER

Les filtres de cigarettes sont des plastiques à usage unique (acétate de cellulose) qui sont nocifs pour la santé et polluent l'environnement. Environ 4,5 billions de mégots de cigarettes sont jetés chaque année, entraînant des coûts énormes non seulement au niveau de la gestion de déchets mais aussi à cause de la pollution des mégots dans l'environnement.⁹³ L'OMS a demandé d'interdire les filtres de cigarette⁹⁴ et lors de la dixième session de la Conférence des Parties de la CCLAT en 2024 (COP10), elle a exhorté les gouvernements de prendre des mesures réglementaires exhaustives sur les filtres dans les cigarettes et les autres produits connexes du tabac, y compris les dispositifs électroniques.⁹⁵ Selon des estimations conservatrices, les plastiques contenus dans les produits du tabac coûtent à eux seuls annuellement au moins 26 milliards de dollars américains en dommages causés aux écosystèmes, ce qui a suscité un mouvement mondial pour mettre fin à la pollution causée par l'IT et la sanctionner pour les préjudices de ses produits sur l'environnement.

Pour détourner l'attention de la toxicité de ses filtres et de l'impact des mégots sur l'environnement, l'IT a intensifié ses activités de RSE en s'associant aux quatre coins du monde avec des gouvernements nationaux et municipaux pour mener des opérations de ramassage des mégots de cigarettes et des campagnes anti-déchets, lesquelles sont inefficaces (annexe I).

Au **Royaume-Uni**, deux membres de la Chambre des Lords sont administrateurs de CleanStreets CIC, une compagnie à des fins communautaires qui est financée par l'industrie du tabac afin de mener des opérations de ramassage des mégots de cigarettes.⁹⁶

Au **Mexique**, dans le cadre de la Journée mondiale du nettoyage 2024, la Direction de l'environnement et de l'écologie et la Direction de la jeunesse d'Isla Mujeres ont approuvé le parrainage par Philip Morris Mexico d'une opération de nettoyage des plages.⁹⁷

En **Belgique**, bien que les fabricants de cigarettes soient tenus de verser une redevance au gouvernement afin d'assumer une part des coûts liés aux déchets jetés de façon sauvage et aux campagnes de sensibilisation,⁹⁸ l'Agence publique des déchets de Flandre (OVAM) a signé une entente séparée avec PMI et la Fédération des fabricants de cigarettes pour une campagne distincte contre les déchets sauvages.⁹⁹ Au **Danemark**, par l'intermédiaire de l'organisation environnementale Keep Denmark Clean, quatre municipalités ont collaboré avec les fabricants de tabac pour mettre au point de nouveaux cendriers/collecteurs de mégots de cigarettes.¹⁰⁰ En **Suisse**, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) collabore régulièrement avec l'industrie du tabac pour le nettoyage des déchets sauvages et a été critiqué pour son manque de neutralité, surtout à cause de la participation fréquente de représentants de l'IT aux tables rondes récurrentes qu'il organise.¹⁰¹

La décision de la COP a clairement averti les gouvernements que le système de responsabilité élargie des producteurs (REP) pouvait être déguisé en activités de RSE, permettant à l'industrie d'avoir accès aux décideurs politiques et de participer à la formulation et à la mise en œuvre des politiques.¹⁰² Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive de l'Union européenne sur les plastiques à usage unique, la **Finlande** a confié au départ un rôle central à l'IT dans la gestion des déchets de mégots de cigarettes.¹⁰³ Mais suite à une campagne de la société civile à l'endroit du Protecteur du citoyen où elle a invoqué l'article 5.3 de la CCLAT, l'approche a été révisée.¹⁰⁴ Les municipalités se chargent désormais de la collecte des déchets et des efforts de sensibilisation, tandis que l'IT est uniquement tenue d'en payer les coûts.

En Corée, le prix des cigarettes inclut déjà une taxe environnementale. Initialement, les gouvernements locaux ont cherché à transformer les mégots de cigarettes en compost, mais les initiatives ont échoué compte tenu que les mégots ne peuvent être recyclés en toute sécurité. Une étude coréenne a révélé que l'utilisation d'engrais provenant de mégots recyclés est liée à une augmentation de l'incidence du cancer. Les produits du tabac ne font plus partie du système général coréen de REP.¹⁰⁵

DES GOUVERNEMENTS ONT CÉDÉ À LA TENTATION D'ÊTRE PARTENAIRES DE L'INDUSTRIE DANS DES PROGRAMMES DE PLANTATION D'ARBRES ET DE REBOISEMENT

L'un des principaux axes du pilier « environnement » des activités ESG de l'industrie du tabac consiste à établir des partenariats avec les gouvernements et les ONG dans le cadre d'initiatives environnementales.¹⁰⁶ Dans les pays où il y a des politiques qui sont basées sur l'article 5.3, les gouvernements interdisent ce type d'alliances, mais ces partenariats persistent dans d'autres pays. Les gouvernements d'au moins **dix pays** ont collaboré avec l'IT ou soutenu des programmes de plantation d'arbres et de reboisement parrainés par celle-ci.

La collaboration à long terme entre les gouvernements et l'IT sur la conservation des forêts se poursuit à **Madagascar**, au **Pakistan** et au **Sri Lanka**. Au **Pakistan**, le ministère de l'Irrigation et le ministère des Forêts ont collaboré avec la Pakistan Tobacco Company (PTC) en 2024 pour planter 44 hectares d'essences forestières indigènes sur des sites de conservation. Le Programme national de soutien aux régions rurales a conclu un partenariat de 13 ans avec la PTC pour mener à bien des initiatives de reboisement dans les communautés rurales.¹⁰⁷ Le ministère de la Conservation des forêts du **Sri Lanka** a collaboré avec la Ceylon Tobacco Company (CTC) afin de restaurer des terres forestières dégradées à Dambulla,¹⁰⁸ tandis que le ministère de l'Environnement et du Développement durable de **Madagascar** a collaboré avec Imperial Brands au projet Madagasikarantsika.¹⁰⁹ Les deux projets sont toujours en cours.

Au **Brésil**, Philip Morris Brésil a développé le programme Floresta Viva en partenariat avec la Banque nationale pour le développement économique et social (BNDES) afin de restaurer la forêt atlantique dans la méso région sud-est du Paraná, couvrant 21 villes et 25 unités de conservation.¹¹⁰ Au **Nicaragua**, le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (MARENA) a approuvé les activités de reboisement de l'industrie du tabac à Esteli dans le cadre de la campagne nationale « Vert, que je t'aime vert ».¹¹¹

Le ministère de la Pêche et des Forêts des **Fidji** s'est associé à BAT pour promouvoir le reboisement de paysages forestiers, avec l'appui du ministre.¹¹²

En **Zambie**, un député de l'Assemblée nationale a cautionné un programme de plantation d'arbres impliquant plusieurs partenaires dont JTI dans la catégorie des partenaires argent.¹¹³

L'Agence des forêts du **Japon** a collaboré avec JT dans le cadre d'activités de reboisement et de gestion forestière, menant à la création de « forêts JT » partout au pays dans le cadre de sa politique de conservation de la nature.¹¹⁴

« À l'heure où les progrès mondiaux en matière de santé sont menacés, l'industrie du tabac continue de faire passer ses profits avant la santé. Ce rapport montre que l'industrie exploite les failles du système et tente d'influencer les gouvernements et autres décideurs à travers le monde. En 2025, l'ingérence s'est aggravée dans environ la moitié des pays et seuls 34 pays ont réalisé des progrès. Des dons politiques à la responsabilité sociale des entreprises, les tactiques de l'industrie sont tenaces. Les gouvernements ont toutefois la possibilité de contribuer à la santé publique en agissant de façon décisive contre l'industrie. »

Kelly Henning,
Bloomberg Philanthropies

DES GOUVERNEMENTS ONT APPROUVÉ LE PARRAINAGE DE L'INDUSTRIE DU TABAC AUX CULTURES VIVRIÈRES POUR LES AGRICULTEURS

La sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs étant une priorité pour de nombreux gouvernements, l'IT tire parti des programmes de distribution de semences vivrières aux agriculteurs pour inciter les gouvernements à appuyer ses activités caritatives, normaliser la culture du tabac dans le secteur agricole et affaiblir leurs efforts de transition pour la substituer.

Le ministre **fidgien** du Commerce, des Coopératives, des Petites et Moyennes Entreprises et des Communications a présidé la remise annuelle des prix Star Farmers Incentives de BAT¹¹⁵ tandis que le ministère de l'Agriculture a approuvé le parrainage par la compagnie BAT de serres et de semis pour les agriculteurs.¹¹⁶

En **Malaisie**, le vice-Premier ministre et aussi ministre du Développement rural et régional a annoncé en 2023 la prolongation du programme « Beyond Benih » de BAT, qui offre une assistance aux agriculteurs dans le cadre d'un programme national de culture vivrière.¹¹⁷ Mené en collaboration avec le ministère fédéral et régional de l'Agriculture, ce programme se poursuivra jusqu'en 2026.

Au **Népal**, où les activités de RSE liées au tabac sont interdites, les autorités locales ont collaboré avec le fabricant de tabac Surya Nepal à un projet destiné aux agriculteurs appelé « sous-solage » qui vise à augmenter la productivité des cultures.¹¹⁸

DES GOUVERNEMENTS ONT APPUYÉ LES ACTIVITÉS CARITATIVES DE L'INDUSTRIE DU TABAC AUPRÈS DE COMMUNAUTÉS VULNÉRABLES

Agir lorsque l'on transgresse l'interdiction de mener des activités de RSE liées au tabac non seulement permet de faire respecter la loi mais aussi de dénormaliser l'industrie du tabac. En 2024, des autorités régionales d'**Éthiopie** ont corrigé le tir en fermant la salle communautaire qui avait été construite dans la région de Sidama grâce au parrainage de JTI-National Tobacco Enterprise (NTE). Elles ont également adressé une lettre d'avertissement à NTE, invoquant qu'il est interdit pour l'industrie du tabac de développer des activités caritatives ou promotionnelles.¹¹⁹

Les gouvernements des pays à faible et moyen revenu sont vulnérables et souvent contraints d'accepter le parrainage et les activités de RSE de l'industrie du tabac, en particulier lorsqu'il s'agit d'offrir des équipements de base aux communautés pauvres, une éducation aux enfants, des secours en cas de catastrophe, et de soutenir le développement communautaire.

Aux **Philippines**, le ministre du Bien-être social et du Développement a accepté de PMI un don de quatre laboratoires mobiles pour « des opérations de bien-être social et de secours en cas de catastrophe »¹²⁰ dans le cadre du programme « Un laboratoire pour tous » de la Première dame. La livraison des laboratoires mobiles a eu lieu en mars 2025 dans l'enceinte du palais présidentiel, en présence de la Première dame et des ministres de la Santé et du Bien-être social. La Première dame a reçu une clé symbolique des mains du PDG de PMI, sous les applaudissements des ministres.^{121,122}

Au nom de la Labour Welfare Foundation, le ministre d'État du Travail et de l'Emploi du **Bangladesh** a reçu un don de la part de BAT Bangladesh.¹²³

La filiale de BAT en **Jamaïque**, Carreras Ltd, a envoyé des lettres aux députés pour leur demander d'inviter leurs électeurs à postuler aux bourses d'études 2023/2024 de l'entreprise. Le ministre de la Santé est intervenu pour exprimer son désaccord et dénoncer cette tentative d'instituer une collaboration entre l'industrie et les députés.¹²⁴

En **Zambie**, où le tabagisme chez les jeunes est bien documenté (22 %) ainsi que le travail des enfants dans les champs de tabac,¹²⁵ le ministre de la Province de l'Ouest a donné son aval pour que JTI parraine des salles de classe de la province.¹²⁶

Au **Cambodge**, le ministère de l'Environnement a signé en juin 2024 un protocole d'entente avec JTI sur la conservation de l'environnement et le développement durable, sous l'égide de l'ambassadeur du **Japon** au Cambodge.¹²⁷

Malgré la pollution causée par les mégots de cigarettes jetés dans les océans, les lacs et autres sources d'eau,¹²⁸ en juin 2024 en **Bolivie**, le vice-ministre de l'Eau a approuvé le projet YAKU parrainé par JTI, qui fournissait de l'eau potable et des installations sanitaires à des communautés des villes de La Paz, Cochabamba et Santa Cruz.¹²⁹

Bien que les activités de RSE liées au tabac soient interdites au **Yémen**, le directeur général de la Jeunesse et des Sports a remercié le groupe HSA, dont est membre une compagnie de tabac, pour son soutien au championnat de la deuxième division de la Ligue de football.¹³⁰

03

L'industrie du tabac a bénéficié de mesures incitatives gouvernementales qui ont profité à ses activités

Bien que les lignes directrices de l'article 5.3 stipulent que les Parties ne doivent pas offrir de mesures incitatives, de priviléges ou d'avantages à l'IT pour la mise en place ou le développement de ses activités, plusieurs gouvernements ont ignoré ces dispositions et ont accordé à l'industrie divers avantages et exemptions fiscales. L'IT a également profité du fait que des gouvernements ont tardé à adopter des mesures de lutte antitabac, ont reporté leur mise en œuvre, ou encore ont répondu favorablement aux demandes de l'industrie en accordant des délais additionnels pour s'y conformer.

DES GOUVERNEMENTS N'ONT PAS AUGMENTÉ LES TAXES SUR LE TABAC OU EN ONT RETARDÉ LA HAUSSE, ET ONT ACCORDÉ DES ALLÈGEMENTS FISCAUX À L'INDUSTRIE DU TABAC

Bien que l'augmentation des taxes compte parmi les mesures de lutte antitabac les plus efficaces, plus de 60 pays, souvent en raison de l'influence de l'industrie, n'ont pas augmenté les taxes, en ont retardé la hausse ou réduit les taux, ou ont accordé des allègements fiscaux lorsque les produits du tabac étaient fabriqués pour l'exportation. De plus en plus de responsables politiques plaident en faveur d'une taxation différenciée pour les produits de remplacement du tabac tels que les cigarettes électroniques, les PTC et les sachets de nicotine afin qu'ils soient moins lourdement que les cigarettes conventionnelles, une position qui correspond aux intérêts de l'industrie du tabac. Le vice-premier ministre italien en est un exemple.¹³¹

L'IT a pu tirer avantage des largesses fiscales de diverses manières, comme le montre le tableau 2. On peut clairement observer que les ministères autres que celui de la santé, en particulier les douanes et les ministères des finances et du commerce, traitent l'industrie du tabac comme n'importe quelle autre industrie et lui accordent des avantages.

Les gouvernements du Cameroun, de l'Irak, de Madagascar, du Malawi, du Mozambique, de la Tanzanie et de la Zambie ont accordé divers avantages pour appuyer l'essor de l'industrie locale du tabac. Certains ont autorisé la création de nouvelles usines tandis que d'autres ont offert des taux d'imposition réduits pour les cigarettes produites localement ou des exonérations fiscales pour les petits producteurs ou l'utilisation de feuilles cultivées au niveau local. Il est nécessaire de continuer à augmenter les taxes sur les produits du tabac afin que leur prix puisse demeurer prohibitif.

« C'est grâce à la désinformation que l'industrie du tabac a bâti son empire de destruction, bien avant l'apparition des «fausses nouvelles», et elle continue d'adapter ses tactiques pour nuire à la bonne gouvernance et à la santé publique. L'indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac 2025 montre que cette influence s'accentue, tous gouvernements et institutions confondus, à un moment où l'on s'éloigne de plus en plus de l'atteinte des objectifs de santé et de développement. Protéger l'élaboration des politiques ne peut reposer uniquement sur la bonne volonté, il doit s'ancre dans une gouvernance axée sur la loi, la transparence et la coordination multisectorielle. Ce n'est qu'ainsi que les systèmes pourront empêcher l'ingérence de l'industrie du tabac plutôt que de s'y accommoder. »

Roy Small, spécialiste des politiques en matière de gouvernance et de financement de la santé, PNUD

TABLEAU 2 : EXEMPLES D'AVANTAGES FISCAUX ACCORDÉS À L'INDUSTRIE DU TABAC ET DE LA NICOTINE

Aucune augmentation des droits d'accise sur le tabac	Bosnie-Herzégovine (depuis 2018); Colombie (depuis 2017); Gabon (depuis 2017); Jamaïque (depuis 2017); Koweït (depuis 2017); Malaisie (depuis 2015); Nigeria (annulation de la hausse de 20 % à 30 % en 2023); Paraguay (depuis 2022)
Taxation faible ou absence de taux minimum de taxation	Argentine; République tchèque; Guatemala (pas de politique fiscale sur les nouveaux produits du tabac); Israël (taxe sur les produits finaux mais pas sur les composants); RDP Lao (faible taxation en raison d'un accord d'investissement); Monténégro (en deçà des exigences de l'UE); Mozambique (faibles taxes); Royaume-Uni (pas de droits d'importation sur les cigares et les chéoots); Yémen (taux d'imposition de 57 % alors que la loi exige 90 %)
Exemption d'impôts	Bangladesh (nouvelle usine de transformation des feuilles); Belgique (pas de taxe sur les liquides pour cigarettes électroniques); Cameroun (utilisation de feuilles locales); Danemark (sachets de nicotine non taxés pendant 3 ans); Inde (exonération de taxes sur les bidis); Malawi (petits agriculteurs, abattement fiscal de 25 % pour les exportateurs); Sénégal (utilisation de tabac en vrac pour la fabrication); Îles Salomon (matières premières, machines); Uruguay (petits producteurs); Venezuela (pas de taxe à l'exportation); Vietnam (pas de droits de douane jusqu'à 71 835 tonnes de feuilles importées)
Taxe réduite sur les produits « sans fumée » et de la nicotine comparativement aux cigarettes	Italie (60 % plus basse pour les cigarettes électroniques et les PTC); Japon (30 % plus basse pour les PTC); Tunisie (réduction de la taxe à la consommation de 135 % à 10 % pour la mélasse et de 135 % à 50 % pour les PTC)
Mise en œuvre retardée des augmentations de taxes	Bulgarie (4 ans); Ghana (8 mois pour apposer les timbres fiscaux); Papouasie-Nouvelle-Guinée; Pérou (report du projet de loi visant à taxer les cigarettes électroniques); Roumanie; Slovénie; Sri Lanka (indexation des prix)
Baisse des taux de taxation	Équateur; Géorgie (réduction de 50 % pour le snus et le narguilé); Kazakhstan (PTC); Madagascar (2 % plus basse pour l'utilisation de feuilles locales); Nouvelle-Zélande (réduction de 50 % pour les PTC); Turquie; Ouganda (cigarettes produites localement)

LE RETARD DANS L'ADOPTION DE LOIS POUR LA LUTTE ANTITABAC A PROFITÉ À L'INDUSTRIE

Dans au moins huit pays, tous parties à la CCLAT de l'OMS, les lois omnibus pour la lutte antitabac ont été retardées, offrant à l'industrie un environnement faiblement ou aucunement réglementé pour développer ses activités.

En Afrique, les projets de loi pour la lutte antitabac n'ont pas été présentés au Parlement en **RDC**, au **Malawi**, au **Mozambique**, en **Tanzanie** et en **Zambie**. Le projet de loi de la **Zambie** pour la lutte antitabac stagne depuis 2018 alors qu'en 2022 a été adoptée une Loi sur le tabac qui protège l'industrie.¹³²

Le Parlement du **Chili** étudie le projet de loi pour la lutte antitabac depuis 2020, un retard qui a aussi eu des répercussions sur l'adoption par le pays de l'emballage standardisé pour les produits du tabac.

La promulgation du projet de loi de 2020 de la **Jamaïque** pour la lutte antitabac continue d'être retardée. Selon la filiale locale de BAT, Carreras, cette loi « nuit considérablement à la capacité du Groupe à communiquer avec les consommateurs, à différencier nos produits sur le marché ou à lancer de futurs produits, ce qui représente un risque pour la viabilité à long terme du Groupe ».¹³³ En **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, la Loi pour la lutte antitabac a été adoptée en 2016 mais les règlements d'application ont été retardés en raison de l'ingérence de l'IT qui a freiné le processus de finalisation.¹³⁴

DES GOUVERNEMENTS ONT RETARDÉ LES RÉGLEMENTATIONS SUR LES CIGARETTES ÉLECTRONIQUES ET LES PRODUITS DE TABAC CHAUFFÉ

Les gouvernements du monde entier ont agi pour interdire ou réglementer les nouveaux produits à base de nicotine mais l'industrie s'est ingérée en tentant de retarder l'application de la loi ou en legeant des poursuites contre les gouvernements.

En **Afrique du Sud**, le projet de loi pour le contrôle des produits du tabac et des systèmes d'administration électronique de nicotine a été continuellement retardé dû à l'ingérence de l'industrie et aux campagnes d'opposition depuis son dépôt à la mi-décembre 2022.^{135,136,137} Le Parlement a établi un processus de consultation et tenu 27 audiences publiques dans les neuf provinces, mais le débat sur le projet de loi se poursuit toujours. Au **Costa Rica**, à la suite d'un procès où l'IT contestait le décret sur les cigarettes électroniques et les PTC, la réglementation a finalement été publiée en août 2024 suite à l'ordonnance de la Cour constitutionnelle, soit deux ans après la date limite fixée par la loi.¹³⁸

En **Belgique**, lorsque les PTC ont été classés comme des produits du tabac, Philip Morris Benelux a contesté cette classification en prétextant que le tabac chauffé ne se caractérisait pas comme un « produit destiné à être fumé » et a porté l'affaire devant le Conseil d'État,¹³⁹ qui lui a donné gain de cause. En mai 2023, dans une autre affaire judiciaire, BAT et PMI ont contesté l'arrêté royal qui interdisait la vente de sachets de nicotine, prétendant que ce produit était moins nocif que les cigarettes et qu'une interdiction pourrait être contreproductive.¹⁴⁰ Ces poursuites en justice ont contribué à retarder la réglementation de ces produits.

En **Nouvelle-Zélande**, la nouvelle réglementation sur le vapotage devait entrer en vigueur le 21 mars 2024 mais quelques jours avant, le gouvernement a reporté de six mois sa mise en œuvre. La réglementation exigeait que les produits de vapotage répondent à des mesures de sécurité supplémentaires afin de protéger les enfants. Ce retard a permis à PMI de commercialiser ses dispositifs PTC qui, autrement, auraient été retirés du marché.¹⁴¹

DES GOUVERNEMENTS ONT RETARDÉ L'INTERDICTION DES ARÔMES

La directive de l'Union européenne de novembre 2022 qui interdit les arômes dans le tabac chauffé donnait aux États membres jusqu'au 23 juillet 2023 pour harmoniser leur législation nationale. Dans des cas précédents où l'UE a émis des directives, certains États membres ont réussi à aligner leur législation nationale dans les 12 mois ou moins suivant leur publication. Mais aux **Pays-Bas**, l'interdiction des arômes dans

les cigarettes électroniques est entrée en vigueur en janvier 2024, accordant six mois supplémentaires aux fabricants pour se conformer à la nouvelle norme.¹⁴²

L'IT aurait apparemment transgressé l'interdiction de vendre des cigarettes aromatisées au **Sri Lanka**, amenant l'Autorité nationale sur le tabac et l'alcool à porter plainte contre la Ceylon Tobacco Company dans les districts de Matara, Anuradhapura et Colombo.¹⁴³ En **Thaïlande**, le règlement ministériel visant à interdire les additifs du tabac, y compris les arômes, a été proposé pour la première fois en novembre 2022, a été approuvé en novembre 2024, et entrera en vigueur après un processus de quatre ans.^{144,145}

Aux **États-Unis**, l'interdiction des cigarettes mentholées et des cigares aromatisés proposée par la FDA était attendue en 2023 après avoir été reportée à plusieurs reprises sous la pression des lobbies, mais elle a finalement été abandonnée.¹⁴⁶ Le 4 janvier 2025, le gouvernement a officiellement jeté aux oubliettes les normes proposées par la FDA sur ces deux produits, une décision clairement favorable à l'industrie selon les militants de la lutte antitabac.¹⁴⁷

DES GOUVERNEMENTS ONT SUBVENTIONNÉ LA CULTURE DU TABAC POUR EN GARANTIR LA VIABILITÉ

La culture du tabac est non seulement à forte intensité en capital et en main-d'œuvre, nécessitant des investissements importants pour être viable, mais elle est également néfaste pour la santé des agriculteurs et l'environnement. Le traité pour la lutte antitabac exige que les gouvernements éliminent leur dépendance par rapport à la production de tabac (en faisant la promotion de moyens de subsistance de remplacement (art. 17) et en protégeant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que l'environnement). Dans cette optique, l'Union européenne cessé d'offrir des mesures incitatives à l'industrie du tabac pour développer ses activités, suspendant en 2013 ses subventions directes à la culture du tabac.¹⁴⁸ Toutefois, des subventions sont toujours accordées aux agriculteurs de tabac en **Bulgarie**, au **Monténégro** et en **Suisse** (tableau 3).

La production de tabac est en croissance en **Tanzanie** et le président a offert une subvention de 11,2 milliards de shillings tanzaniens au secteur du tabac (environ 5 millions de dollars américains)¹⁴⁹ ainsi que d'autres aides gouvernementales.¹⁵⁰ Aux **Philippines**, la loi prévoit le versement d'une aide financière aux producteurs de tabac, distribuée par l'intermédiaire de l'Administration nationale du tabac (NTA). Pour l'année agricole 2024-2025, la NTA a distribué 100 millions de pesos (1,7 million de dollars américains) sur le fonds total de 550,5 millions de pesos (9,4 millions de dollars américains)¹⁵¹ alloué par le gouvernement national.¹⁵² Les subventions au tabac peuvent prendre différentes formes (tableau 3).

TABLEAU 3 : LES SUBVENTIONS AU TABAC DANS CERTAINS PAYS

Argentine	Le Fonds spécial du tabac (FET), financé par une taxe sur les produits du tabac créée par la loi nationale n° 19.800 sur le tabac, fonctionne comme une subvention et accorde des avantages fiscaux à la chaîne d'approvisionnement de la production de tabac. ¹⁵³
Bulgarie	Les subventions nationales accordées aux producteurs de tabac sont trois fois supérieures à la valeur du tabac produit. ¹⁵⁴
Indonésie	Les producteurs de tabac reçoivent un soutien des gouvernements locaux financé par une taxe d'accise de 2 % sur le tabac, dont 50% des recettes servent à financer un programme universel d'assurance-maladie et l'autre 50% soutient les activités de culture du tabac. ¹⁵⁵
Liban	Les subventions sont accordées dans le cadre d'un système de quotas et de maintien des prix. ¹⁵⁶
Malawi	Les producteurs de tabac bénéficient de diverses subventions, notamment des incitations fiscales. ¹⁵⁷
Monténégro	24 producteurs de tabac ont reçu un total de 16 000 € de subventions. ¹⁵⁸
Philippines	15 % des recettes de la taxe d'accise sur le tabac sont allouées aux provinces productrices de tabac de Virginie ¹⁵⁹ et 15 % des recettes supplémentaires provenant de la taxe d'accise vont aux provinces productrices de tabac Burley et de tabac indigène. ¹⁶⁰
Pologne	BAT Polska a reçu trois subventions du Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau en 2023-2024, pour un montant total de 8 973 398,52 PLN. ^{161,162,163}
Roumanie	On accorde des subventions directes aux producteurs de tabac brut dans le cadre du régime d'aide nationale transitoire (ANT), dépassant les 1 600 € par hectare en 2024, ce qui fait du tabac l'une des cultures les plus subventionnées par hectare. ^{164,165}
Suisse	Une subvention de 40 000 CHF (44 990 USD) a été accordée par hectare de tabac planté. ¹⁶⁶ 114 agriculteurs ont reçu cette subvention pour cultiver du tabac sur environ 366 hectares. ¹⁶⁷
Tanzanie	Le président a offert une subvention de 11,2 milliards de TZS (5 millions de dollars américains) pour soutenir le secteur du tabac. ¹⁶⁸
États-Unis	Le Farm Bill 2024 (H.R. 8467), qui couvre les récoltes agricoles 2022-2024, a continué d'offrir des subventions A&O (administration et opérations) d'assurance-récolte pour les fermiers, y compris les producteurs de tabac, ce qui dans les faits subventionne la production de tabac. ¹⁶⁹
Uruguay	Les producteurs de tabac reçoivent des exonérations fiscales sur les cotisations patronales, ce qui bénéficie aux cultivateurs et aux producteurs familiaux. ^{170,171}

DES PRODUITS DU TABAC HORS-TAXES ÉTAIENT ENCORE AUTORISÉS DANS LA PLUPART DES PAYS

96 pays continuent d'autoriser certains types de produits du tabac hors-taxes pour les voyageurs internationaux (tableau 4). Seuls deux pays (les **Maldives** et **Brunei**) ont interdit les produits du tabac hors-taxes tandis que deux autres autorisent les voyageurs internationaux à apporter un paquet ouvert.

Les **Maldives** ont interdit l'importation et la vente de cigarettes électroniques à compter de décembre 2024¹⁷² et ont supprimé les exonérations de droits de douane pour les produits du tabac, mais les voyageurs internationaux peuvent toujours acheter du tabac hors-taxes dans la plupart des pays (tableau 4).¹⁷³ Parmi les 100 pays étudiés dans le présent Indice,

seul **Brunei** a complètement interdit les produits du tabac hors-taxes et chaque cigarette qui entre dans le pays est taxée à hauteur de 0,50 BND par unité.¹⁷⁴ Les **Palaos** ont imposé la plus basse limite d'achat hors-taxes, soit 20 cigarettes ou un cigare. De façon similaire, la **Nouvelle-Zélande** n'autorise que 50 cigarettes ou 50 grammes de cigares ou de tabac.

L'**Inde** autorise 100 cigarettes ou 25 cigares tandis que la plupart des pays autorisent 200 cigarettes ou 50 cigares.

Les voyageurs internationaux qui se déplacent entre les pays de l'UE ont droit, pour leur usage personnel, à une quantité généreuse de 800 cigarettes ou 200 cigares. Les voyageurs à destination de la **Turquie** peuvent entrer dans le pays, hors-taxes, avec 600 cigarettes ou 10 cigarettes électroniques à usage unique ou un dispositif de vapotage et 30 ml de liquide.¹⁷⁵

TABLEAU 4 : LES PRODUITS DU TABAC HORS-TAXES

	CIGARETTES	CIGARES	POIDS (G)
Palaos	20 unités	1	15 g
Nouvelle-Zélande	50 unités	s. o.	50 g
Inde	100 unités	25	125 g
Bolivie, Cameroun, Costa Rica, Équateur, Géorgie, Japon, Myanmar	400 unités	50	500 g
Koweït	500 unités	50	900 g
Turquie	600 unités	100	250 g
Pays de l'UE	800 unités	200	1000 g
La plupart des autres pays	200 unités	50	250 g

04

Des gouvernements ont
interagi impunément
avec l'industrie

Conformément aux Directives de l'article 5.3, les gouvernements ne devraient avoir d'interaction avec l'IT que lorsque cela est nécessaire et uniquement dans la mesure où cela leur permet de réglementer efficacement l'industrie et les produits du tabac. Des interactions indues se sont produites lorsque des représentants gouvernementaux de haut niveau ont rencontré l'industrie pour cultiver les relations, ont conclu des accords de collaboration, ont utilisé leurs missions diplomatiques pour promouvoir l'IT, ont pris la parole lors de conférences parrainées par l'industrie et ont décerné des prix triviaux à l'industrie (figure 3).

DES CHEFS D'ÉTAT ET DES MINISTRES ONT APPUYÉ L'INDUSTRIE

Il y a eu de nombreux exemples où des chefs d'État ont fait la promotion de l'IT, que ce soit en visitant ses installations, en participant à ses événements, en lui accordant une audience ou en appuyant ses investissements. Ces apparitions publiques ont suscité des critiques de la part des défenseurs de la santé publique pour avoir porté atteinte à l'article 5.3 de la CCLAT de l'OMS.

En mars 2025, le président du **Liban** a visité la Régie, l'entreprise publique de tabac, et a salué ses activités.¹⁷⁶ Le ministre des Finances¹⁷⁷ et le président de l'Assemblée nationale¹⁷⁸ ont rencontré la Régie à plusieurs reprises et ont fait l'éloge de son travail et de ses réalisations.

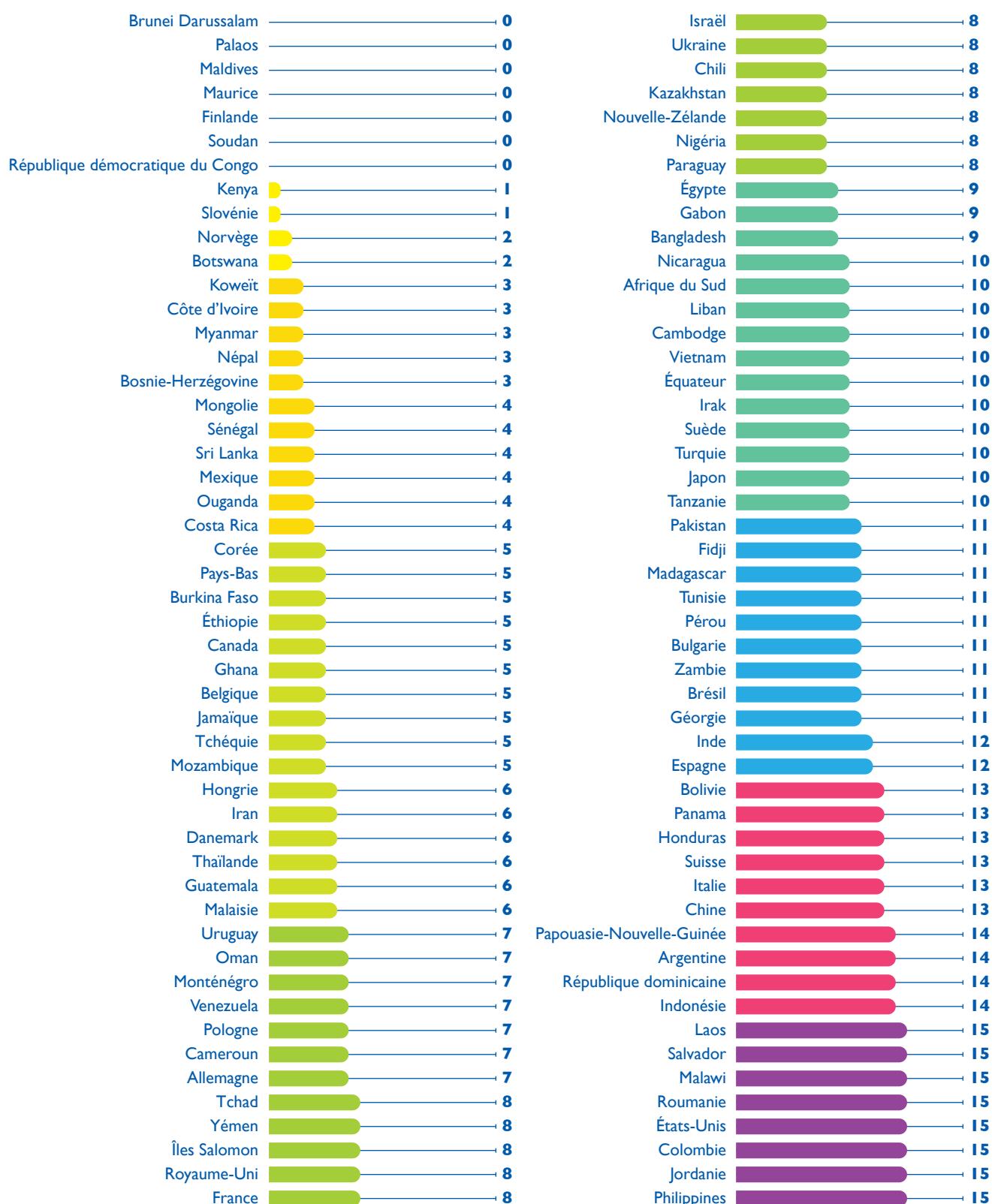
En **Tunisie**, qui possède également une entreprise publique de tabac, les membres de la Commission parlementaire des finances et du budget ont effectué une visite officielle en mai 2025 au siège de la RNTA (Régie nationale des Tabacs et des Allumettes).¹⁷⁹ Au **Yémen**, le ministre de l'Industrie et du Commerce a participé au lancement des produits de la compagnie Kamran et l'a félicitée pour sa contribution importante à l'économie nationale, réitérant le soutien du ministère.¹⁸⁰ Au **Nigeria**, l'ancien président et gouverneur exécutif de l'État d'Oyo a assisté au 20e anniversaire de BAT Nigeria célébré en février 2024.¹⁸¹ Lors de sa visite au Vatican en février 2024, la présidente de la **Tanzanie** a tenu une rencontre avec le vice-président senior de PMI où a été conclu un engagement d'approvisionnement pour 12 000 tonnes de tabac transformé à la Tanzanie au cours des cinq prochaines années.¹⁸²

En juin 2025, le président du **Kazakhstan** a rencontré le directeur de PMI Asie centrale pour discuter de ses projets d'investissement. La photo de leur « poignée de main » publiée sur le site web du président représente un soutien public à l'industrie.¹⁸³ Le Premier ministre de la **Roumanie** a prononcé le discours d'ouverture¹⁸⁴ lors de l'événement pour célébrer le 30e anniversaire de Philip Morris Roumanie en septembre 2023 dans l'usine de l'entreprise.¹⁸⁵ Il a déclaré être favorable à l'investissement prévu par PMI en soulignant son alignement avec la politique du gouvernement de soutenir ce type d'industries.

Aux **Philippines**, la Première dame et le ministre de l'Agriculture ont présidé l'inauguration en avril 2024 de l'usine de fabrication de PMI et de PMFTC, sa filiale philippine.¹⁸⁶ Des parlementaires de l'**Indonésie**¹⁸⁷ et de **Jordanie**¹⁸⁸ ont visité l'usine de la filiale locale de Philip Morris. Le ministre **indonésien** de l'Investissement et de l'Industrie et le gouverneur par intérim de Java oriental ont inauguré l'ouverture des usines de Blitar et Tegal qui fabriquent les cigarettes kretek roulées à la main de PT Sampoerna.¹⁸⁹

La filiale de BAT, Pakistan Tobacco Company a fait du lobbying auprès du Premier ministre du **Pakistan** pour qu'il modifie la loi nationale pour la lutte antitabac et autorise la fabrication de mini-paquets de 10 cigarettes destinés à l'exportation vers le Soudan, pays où la guerre civile a affecté ses manufactures.¹⁹⁰ Bien que le Premier ministre ait approuvé la demande, le ministère de la Santé s'est tenu debout et a refusé de modifier la loi qui interdit les mini-paquets.¹⁹¹

FIGURE 3: LES GOUVERNEMENTS ONT DES INTERACTIONS NON NÉCESSAIRES AVEC L'INDUSTRIE DU TABAC



Plus le pointage est bas, meilleur est le classement



DES SECTEURS AUTRES QUE CELUI DE LA SANTÉ ONT COLLABORÉ AVEC L'INDUSTRIE POUR LUTTER CONTRE LA CONTREBANDE

La lutte contre le commerce illicite des produits du tabac est un domaine où la vulnérabilité des gouvernements est palpable. La plupart des services douaniers font face à d'énormes défis dans leur combat contre le commerce illicite, ce qui donne à l'industrie l'occasion de proposer des solutions et des formations pour l'atténuer, et de persuader le gouvernement de ne pas augmenter les taxes. Au moins 20 gouvernements ont collaboré avec l'IT par le biais de protocoles d'entente, de sessions de formation et de déploiements conjoints pour faire respecter la loi, acceptant également de recevoir des ressources en nature (annexe II). La plupart des pays qui ont collaboré avec l'industrie ne sont pas parties au Protocole de la CCLAT visant à éliminer le commerce illicite des produits du tabac,¹⁹² une situation qui augmente les risques de conflits d'intérêts, comme le confirment les conclusions documentées par les tribunaux et les régulateurs de plusieurs juridictions concernant la complicité de l'industrie du tabac dans le commerce illicite.

La Commission douanière de l'**Éthiopie** a résilié son protocole d'entente avec JTI en 2024 afin que le gouvernement puisse se conformer avec l'article 5.3.¹⁹³

Plusieurs pays, dont la **RDP Lao**, le **Liban**, les **Pays-Bas** et les **États-Unis**, ont établi une collaboration à long terme avec l'industrie pour lutter contre la contrebande. La Régie libanaise est une entreprise publique de tabac qui dispose même de sa propre unité anti-contrebande. Le corps des Carabinieri de l'**Italie**, qui relève du ministère de la Défense, a renouvelé son accord avec Philip Morris Italie pour trois années supplémentaires afin de promouvoir la sécurité dans les boutiques de tabac italiens.¹⁹⁴ Aux **États-Unis**, PMI a parrainé une formation de plusieurs semaines destinée aux forces de police locales et des États, issue d'un partenariat entre le département de la Sécurité intérieure et PMI.¹⁹⁵

En **Géorgie**, l'Agence du revenu et l'Agence des douanes ont accepté le don de chiens de détection et de drones de la part de JTI qui permettent d'identifier les produits de contrebande, ainsi que des sessions de formation pour le personnel.¹⁹⁶ L'Agence du Revenu de l'**Ouganda** a accepté une machine de destruction de cigarettes offerte par BAT¹⁹⁷ tandis qu'au **Sri Lanka**, les douaniers ont confié à la Ceylon Tobacco Company les cigarettes illégales qu'ils ont saisies afin que la compagnie les détruise.¹⁹⁸

DES DÉCIDEURS POLITIQUES ONT PARTICIPÉ À DES VISITES D'ÉTUDE PARRAINÉES DANS LES INSTALLATIONS DE FABRICANTS DE TABAC

Des parlementaires, des ministres et des gouverneurs ont accepté de participer à des visites d'étude parrainées dans les installations de fabricants de tabac, la plus fréquemment visitée étant celle du centre de recherche sur les produits de tabac chauffé de PMI, le Cube, à Neuchâtel, Lausanne, en Suisse, qui mène des recherches sur les produits du tabac chauffé et à base de nicotine (annexe III). Ces visites ont été critiquées publiquement dans plusieurs pays.¹⁹⁹

En 2025, un membre actuel de la Chambre des Lords **britannique** a révélé qu'il s'était rendu dans les installations de PMI à Neuchâtel et que ses vols et son hébergement avaient été pris en charge par PMI.²⁰⁰

En mai 2022, PMI a parrainé des jeunes parlementaires du **Danemark** afin qu'ils visitent ses installations²⁰¹ et deux mois plus tard, plusieurs d'entre eux ont critiqué le projet de loi du gouvernement qui relevait l'âge d'achat des produits du tabac et de la nicotine de 21 à 25 ans, le qualifiant de « disproportionné » et « futile ».²⁰²

À la suite du voyage de deux députés **finlandais** aux installations de PMI à Neuchâtel en mai 2024, tous frais de voyage payés mais qu'ils n'ont pas déclarés dans le registre de transparence, le Bureau du vérificateur national de Finlande a ouvert une enquête sur le lobbying des compagnies de tabac.²⁰³

En **Colombie**, alors que se tenait en mars 2024 le débat final sur la loi 2354 qui visait à réglementer la consommation, la vente et la publicité des cigarettes électroniques, Philip Morris a invité 12 membres du Congrès à visiter son centre à Neuchâtel, ce qui a été considéré comme une tentative de bloquer l'adoption de la loi.^{204,205} Le voyage a toutefois été annulé et la loi a été adoptée le 9 mai 2024.

En mai 2024, trois sénateurs du **Brésil** ont été parrainés pour participer à un voyage d'étude à l'usine de PMI à Bologne, en Italie, où sont fabriqués ses PTC.²⁰⁶ Toujours en mai, un gouverneur d'État brésilien et ses fonctionnaires ont visité le siège social de JTI au Japon lors d'une mission internationale.²⁰⁷

Le dernier voyage d'étude en date est celui du ministre de l'Économie du **Mozambique**, qui a effectué une visite officielle dans les installations de PMI à Neuchâtel en juillet 2025, en marge de la réunion de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle à Genève.²⁰⁸

DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ONT FAIT LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE DU TABAC

L'utilisation de ressources publiques pour appuyer les affaires commerciales des entreprises de tabac confère à celles-ci un accès privilégié et des avantages qui devraient être interdits en vertu des lignes directrices de l'article 5.3. C'est pourquoi les missions diplomatiques (hauts commissariats, ambassades et consulats) sont spécifiquement couvertes par ces directives, comme l'ont clarifié les Parties à la CCLAT lors de leur décision en 2014²⁰⁹ qui stipule que les mesures de mise en œuvre de la convention doivent s'appliquer à l'ensemble du gouvernement. Le **Royaume-Uni**²¹⁰ et les **États-Unis**²¹¹ ont mis en place des politiques spécifiques pour empêcher leurs missions étrangères de promouvoir les produits et les entreprises du tabac dans les pays étrangers. Les missions diplomatiques de la plupart des pays restent cependant vulnérables à l'influence de l'industrie. L'Indice 2025 a recensé au moins cinq missions gouvernementales qui ont fait la promotion ou ont soutenu l'industrie du tabac (annexe IV).

La compagnie JTI a déployé son lobby auprès des ambassades du **Japon** dans au moins sept pays, à savoir en **Bolivie**, au **Cambodge**, en **Égypte**, en **Indonésie**, au **Liban**, au **Nicaragua** et en **Tanzanie**, afin de les inciter à promouvoir et soutenir ses activités commerciales. Les ambassades ont participé à des événements de JTI dont des activités de RSE, elles ont favorisé la conclusion de protocoles d'entente et ont exploré les opportunités d'investissement futures de JTI dans ces pays. Au **Cambodge**, l'ambassade a favorisé la conclusion d'un protocole d'entente entre JTI et le ministère de l'Environnement afin de renforcer la conservation de l'environnement et le développement durable²¹² tandis qu'en **Tanzanie**, un protocole d'entente a été conclu entre le gouvernement et JTI pour l'achat de feuilles de tabac locales.²¹³

En **Égypte**, l'ambassadeur du Japon a rencontré JTI en mars 2024 lors de l'inauguration de son nouveau bureau au Caire et a discuté des futures opportunités d'investissement afin que JTI consolide sa présence en Égypte.²¹⁴

Les ambassades de **Corée** en **Indonésie**, au **Kazakhstan** et en **Turquie** ont soutenu les activités de KT&G. Au **Kazakhstan**, l'ambassadeur de Corée s'est joint au gouverneur d'Almaty et au PDG de KT&G pour assister à l'inauguration de sa nouvelle usine.²¹⁵ En **Indonésie**, l'ambassadeur de Corée et l'ambassadeur de Corée du Sud auprès de l'ASEAN ont participé à l'événement organisé par KT&G à Jakarta pour célébrer le 50e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays.²¹⁶

Le chargé d'affaires de l'ambassade du **Bangladesh** à **Tokyo** a reçu une délégation de JTI en novembre 2024 et à cette occasion a approuvé les activités de JTI au Bangladesh et affirmé que ses activités dans ce pays se poursuivraient.²¹⁷

DES HAUTS RESPONSABLES GOUVERNEMENTAUX ONT DÉCERNÉ DES PRIX TRIVIAUX

Alors que les gouvernements de la plupart des pays ont évité de récompenser l'industrie du tabac, des hauts responsables gouvernementaux d'au moins dix pays ont accordé une reconnaissance spéciale aux fabricants de tabac simplement pour avoir rempli leurs obligations de routine (le paiement des impôts, par exemple, ou l'entretien des installations), présenté leurs rapports annuels ou pour avoir le statut d'exportateurs. Il s'agit là d'une interaction non nécessaire par laquelle les États accordent un accès privilégié et un prestige à l'industrie du tabac (c'est-à-dire un traitement préférentiel contraire aux directives de l'article 5.3) et normalisent ses activités de « RSE » malgré les atteintes avérées de l'IT aux droits humains et son incompatibilité avec les engagements des États face aux ODD (annexe V).

Le président ou le premier ministre d'au moins quatre pays, ou son représentant, a décerné des prix à des fabricants de tabac, en **Corée** pour « prévention de la criminalité », au **Pakistan** « au deuxième plus grand contribuable », en **Tanzanie** au « contribuable le plus respectueux des obligations fiscales », et en **Turquie** au « premier exportateur ». Le prix Médaille d'or du respect des obligations fiscales décerné par le gouvernement **cambodgien** à JTI en 2023 et 2024²¹⁸ s'accompagnait d'un bonus : une exemption d'audit pour l'entreprise pendant deux ans.

Le ministre du Commerce du **Bangladesh** a remis à BAT Bangladesh un prix pour la présentation du « meilleur rapport annuel »²¹⁹ tandis que le ministre des Finances de la **Thaïlande** a décerné une « mention d'excellence » à l'Autorité thaïlandaise du tabac parmi 51 entreprises publiques.²²⁰

05

La transparence et la
reddition de compte
continuent de faire défaut

Les lignes directrices de l'article 5.3 recommandent aux gouvernements de garantir la transparence en exigeant de l'industrie du tabac qu'elle divulgue ses activités et ses pratiques, et que les gouvernements eux-mêmes dévoilent leurs intérêts et interactions avec celle-ci. Là où des procédures existent, comme celles de tenir un registre des lobbyistes, divulguer les réunions avec l'industrie et obliger l'industrie du tabac à produire des rapports périodiques, les informations ainsi obtenues peuvent aider les fonctionnaires à prévenir l'ingérence de l'industrie du tabac.

LE REGISTRE DES LOBBYISTES CONTRIBUE À LA TRANSPARENCE

Au moins 14 pays, à savoir l'**Allemagne**, la **Belgique**, le **Canada**, les **États-Unis**, la **Finlande**, la **France**, la **Hongrie**, l'**Italie**, le **Panama**, le **Pérou**, la **Pologne**, le **Mexique**, les **Pays-Bas** et la **Slovénie**, ont adopté une loi sur le lobbying et mis en place un registre général de tous les lobbyistes, accessible au public. Toutefois, les registres des lobbyistes doivent être conformes à l'article 5.3.

Aux **États-Unis**, la loi fédérale sur la divulgation des activités de lobbying (LDA, 1995) oblige tous les lobbyistes, y compris ceux qui représentent les industries du tabac et du vapotage, à s'enregistrer et à déposer régulièrement des rapports avec des détails sur leurs clients et leurs dépenses. Ces documents sont accessibles au public, ce qui permet aux parties prenantes d'identifier les activités de lobbying de l'industrie du tabac au niveau fédéral.²²¹ Au total, 1 275 lobbyistes et cabinets de lobbying enregistrés au niveau des États étaient actifs en 2025, soit une augmentation de 24 % par rapport à 2024.²²²

Le registre fédéral des lobbyistes en **Allemagne**, en vigueur depuis janvier 2022 (modifié le 1er mars 2024), contient des informations sur l'identité des personnes directement impliquées dans le lobbying, leurs domaines d'intérêt, leurs budgets de lobbying et une liste de clients si le lobbying est effectué pour le compte de tiers. Les inscriptions incorrectes ou tardives dans le registre constituent des infractions administratives, passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à 50 000 euros (57 000 dollars américains).²²³

La loi sur le lobbying du **Canada** exige que tous les lobbyistes des fabricants de tabac s'enregistrent, y compris les lobbyistes-conseils, mais il n'existe aucune restriction particulière

concernant leurs activités de lobbying au-delà des restrictions générales énoncées dans la loi. Les organisations parrainées ou affiliées à l'industrie du tabac ne sont pas tenues de déclarer leurs sources de financement ou leurs alliances commerciales.²²⁴

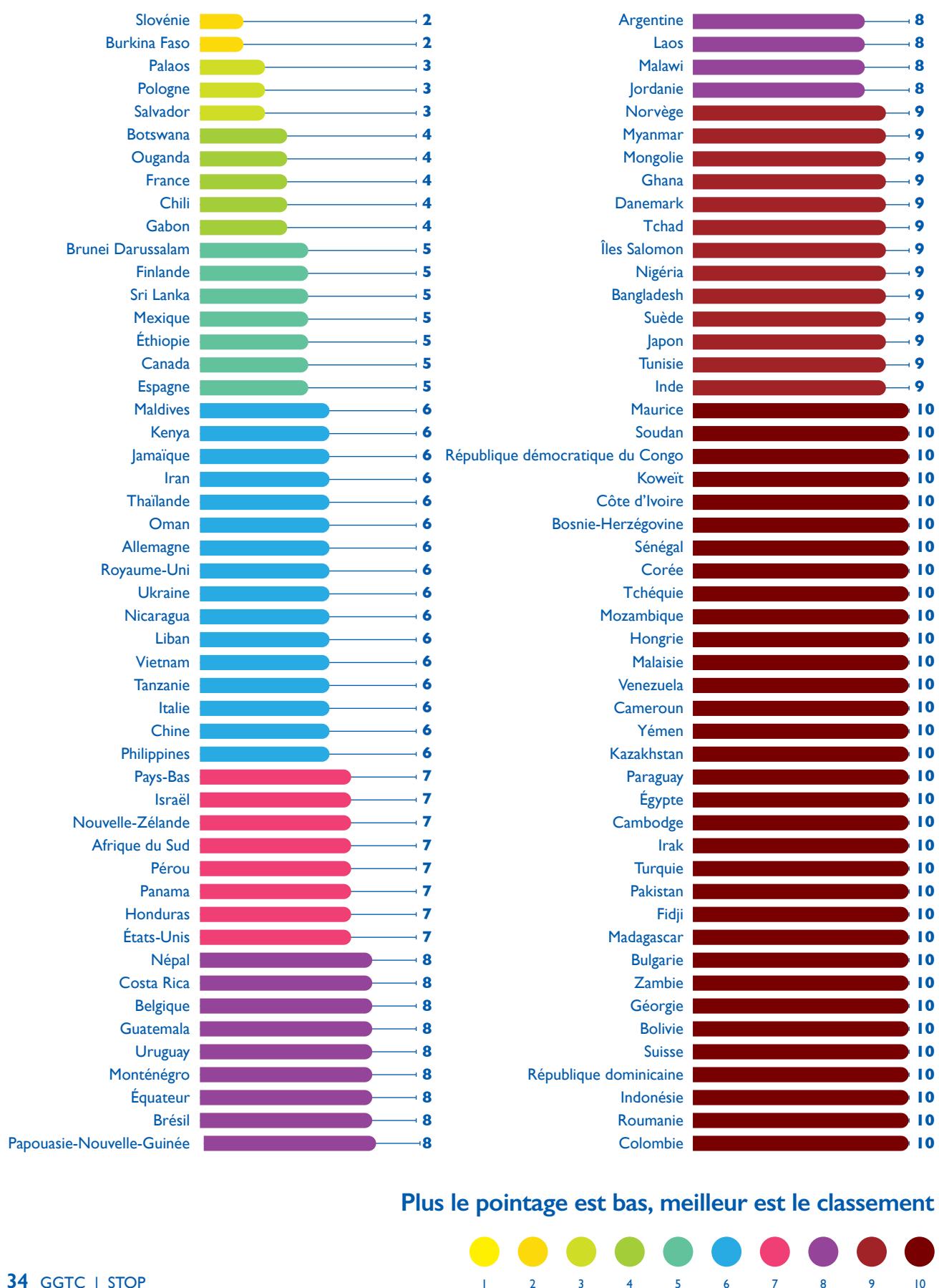
Le Congrès de l'Union du **Mexique** exige l'enregistrement des lobbyistes^{225,226} mais l'accréditation est facultative, comme l'illustre le fait que certains législateurs aient accueilli des lobbyistes non enregistrés. Le registre des lobbyistes accrédités auprès du Sénat mentionne leurs domaines d'intérêt, dont la « santé », mais ne précise pas si le lobbyiste appartient à l'IT.

La Chambre des représentants de **Colombie** dispose d'un registre des lobbyistes mais l'inscription est volontaire. Le registre des lobbyistes d'**Israël** est limité aux installations de la Knesset (corps législatif). La Commission pour la prévention de la corruption en **Slovénie** tient un registre public des lobbyistes dans lequel 84 lobbyistes professionnels étaient répertoriés jusqu'en 2023, y compris des personnes étrangères.²²⁷ Mais il n'existe pas de système spécifique pour identifier les organisations de l'IT ni d'obligation d'enregistrement explicite pour les organisations financées par l'industrie du tabac.

Les **Pays-Bas** disposent d'un registre des lobbyistes uniquement pour la Chambre des représentants.²²⁸ L'enregistrement n'y est pas obligatoire mais il présente l'avantage d'obtenir une carte d'accès qui permet aux lobbyistes d'accéder aux zones semi-publiques de la Chambre. Aucun lobbyiste de l'industrie du tabac n'apparaît au registre entre avril 2023 et mars 2025.²²⁹

En 2024, le **Monténégro** a adopté une nouvelle loi sur le lobbying qui met l'accent sur la transparence du processus, exigeant que la personne faisant l'objet d'un lobbying soumette à l'autorité désignée une note officielle concernant le lobbyiste.

FIGURE 4: MANQUE DE TRANSPARENCE



Au **Royaume-Uni**, l'inscription des lobbyistes est volontaire. Seule l'**Écosse** dispose d'un registre officiel où toutes les activités réglementées de lobbying (réalisées en face à face) doivent être enregistrées. Le gouvernement central est assujetti au Cadre d'engagements de transparence corporative qui exige que les ministères publient chaque trimestre des informations détaillées sur les cadeaux reçus par les ministres, les marques d'hospitalité, leurs voyages à l'étranger et les réunions tenues. De plus, les directives du ministère de la Santé et des Affaires sociales relatives à l'article 5.3 stipulent que tous les ministères ou organismes gouvernementaux britanniques doivent publier la correspondance reçue des représentants de l'industrie du tabac, les réponses envoyées à ces derniers et les procès-verbaux de toutes les réunions.

Au **Panama**, il existe un registre public général pour toutes les entreprises ou organisations, mais aucune règle ou loi spécifique n'oblige les organisations liées à l'IT à s'y inscrire. Les organismes qui défendent les intérêts de l'IT peuvent participer à des commissions comme celles de l'Assemblée nationale, mais chaque parti doit soumettre une liste de ses représentants afin qu'ils soient accrédités.

NE PAS DIVULGUER LES INTERACTIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET L'INDUSTRIE DU TABAC FAVORISE L'INGÉRENCE

Au **Pérou**, la transparence des réunions impliquant les autorités est réglementée par la loi n° 32159²³⁰ depuis novembre 2024. Avant la promulgation de celle-ci, les représentants de l'industrie pouvaient intervenir devant le Congrès, avec pour effet d'affaiblir les mesures de santé publique au cours du processus législatif. Des reculs importants ont eu lieu au niveau des dispositions du projet de loi n° 3437/2022-CR suite à ces interactions, entraînant notamment l'élimination de la réglementation des produits du tabac et de la nicotine, l'exclusion des emballages neutres et le rejet de l'interdiction des cigarettes aromatisées.

La loi pour la lutte antitabac du **Botswana** exige la divulgation publique des interactions avec l'IT, notamment les ordres du jour, les participants et les résultats des réunions. En 2025, le ministère de la Santé a rejeté une proposition d'African Global Health, un groupe affilié à l'industrie du tabac qui fait la promotion de produits du tabac qui en « réduisent les méfaits », dont les cigarettes électroniques et les vapoteuses.^{231,232} Bien que la loi favorise la transparence, elle ne prévoit pas de registre officiel des affiliés à l'industrie ou des lobbyistes.

En **Nouvelle-Zélande**, il n'existe aucune obligation pour l'IT et ses entités affiliées de s'enregistrer auprès du gouvernement, et il n'est pas clair comment les relations entre l'IT et le gouvernement sont encadrées. En novembre 2023, un lobbyiste de PMI a assisté à la cérémonie d'investiture des nouveaux ministres du gouvernement.²³³

L'Office des normes du **Nigeria** (SON) publie occasionnellement le résumé des réunions auxquelles participent des acteurs de l'industrie, mais la plupart des agences gouvernementales ne respectent pas les exigences obligatoires en matière de transparence. Les interactions sont souvent révélées grâce aux reportages des médias ou on les devine en lisant les textes dont les libellés sont favorables à l'industrie, plutôt que par une divulgation proactive de la part du gouvernement.

06

Des responsables gouvernementaux impliqués dans des conflits d'intérêts

Les Directives de l'article 5.3 offrent des orientations claires aux responsables gouvernementaux afin d'éviter les conflits d'intérêts, recommandant d'interdire toute contribution de l'IT et d'adopter des règles qui protègent les politiques de santé publique contre son ingérence. Toutefois, des législateurs dans de nombreux pays ont ouvert la porte à l'ingérence de l'industrie en acceptant des dons de l'IT pour leurs campagnes politiques ou d'autres contributions. Certains fonctionnaires ont entrepris de prendre part aux activités des compagnies de tabac en acceptant des postes au sein de l'IT (figure 5).

Plus de 20 pays ont interdit les dons de l'industrie du tabac aux campagnes politiques ou ont appliqué des restrictions. Le **Botswana**, la **Bulgarie**, le **Canada**, l'**Éthiopie**, la **France**, **Israël**, le **Liban**, le **Nigeria**, l'**Ukraine**, l'**Uruguay** et le **Venezuela** font partie des pays qui ont interdit les dons politiques.

La Loi pour la lutte antitabac du **Botswana** interdit expressément les contributions financières ou autre de l'industrie du tabac à un parti politique, un candidat ou une campagne électorale, mais aussi de solliciter ou d'accepter toute contribution de celle-ci, sous peine de sanctions.²³⁴ Cette disposition de la loi a préséance sur tout élément de l'actuel code électoral qui pourrait être plus permissif. La Loi nationale pour la lutte antitabac du **Nigeria** interdit explicitement que l'industrie du tabac finance des partis politiques, des candidats ou des campagnes électorales,²³⁵ mais le manque de transparence des processus de financement politique rend impossible d'en vérifier le respect.

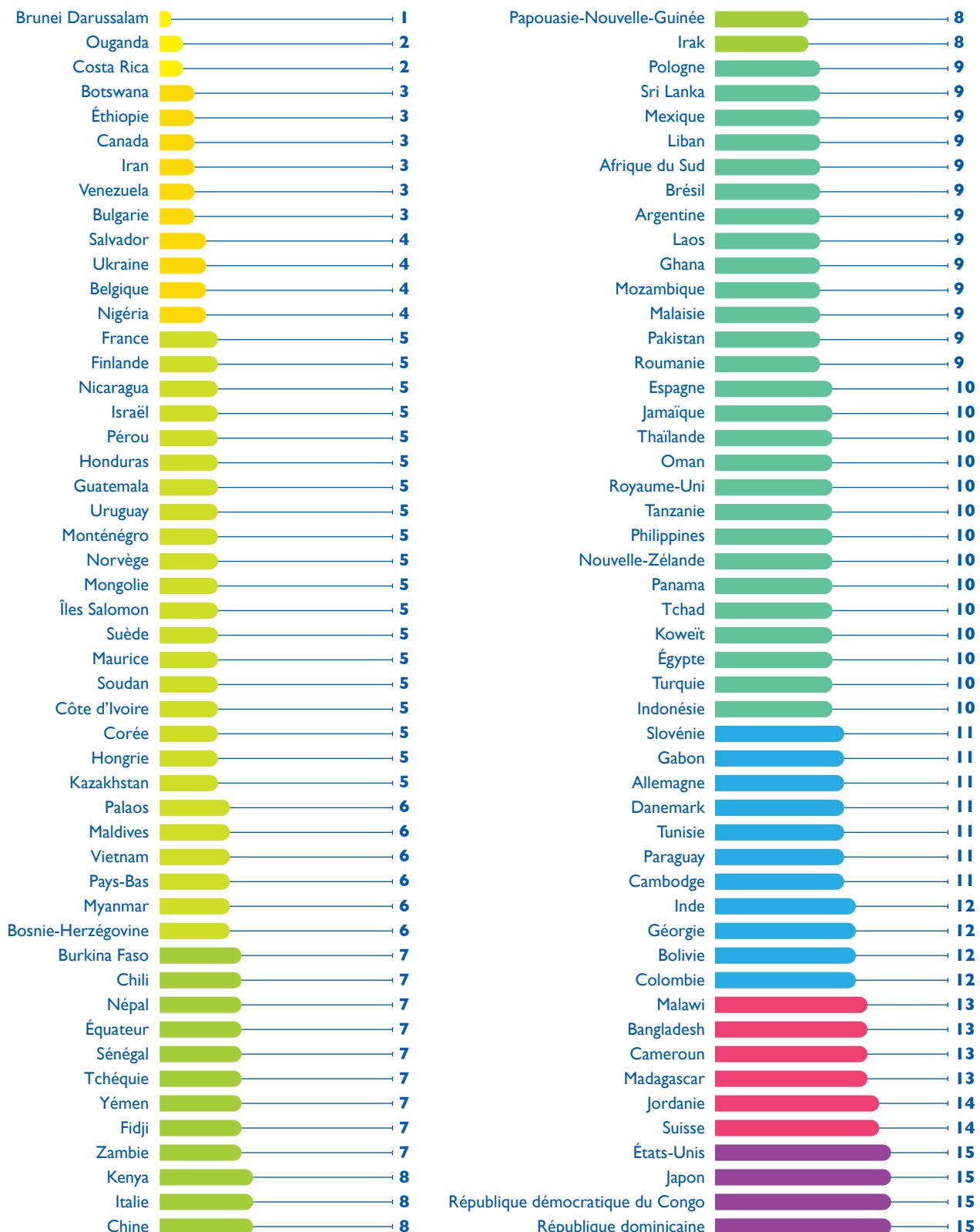
La loi de l'**Ukraine** interdit toute forme de soutien financier ou autre de la part de l'industrie du tabac à des événements, des individus ou des groupes, y compris les partis politiques ou les politiciens, les athlètes, les artistes et tous les établissements d'enseignement, que la contribution soit rendue publique ou non.²³⁶

Plusieurs pays, dont le **Brésil**, la **Bulgarie**, le **Canada**, le **Chili**, la **Colombie**, l'**Équateur** et le **Sri Lanka**, n'autorisent pas les contributions d'entreprises. En vertu de la loi n° 3 de

2023 sur les dépenses électorales, il est interdit au **Sri Lanka** d'accepter ou de recevoir un don ou une contribution de toute compagnie enregistrée en vertu de la loi n° 7 de 2007 sur les entreprises, dont les sociétés du tabac.²³⁷ Au **Canada**, il existe plusieurs mesures qui visent à réduire les conflits d'intérêts entre le gouvernement et les intérêts commerciaux, notamment la Loi fédérale sur les conflits d'intérêts ou les politiques du Conseil du Trésor sur les conflits d'intérêts et l'après-mandat, qui limitent considérablement l'acceptation de cadeaux, de marques d'hospitalité ou de tout autre avantage.

Les contributions politiques sont autorisées en **Afrique du Sud**, en **Allemagne**, au **Chili**, aux **États-Unis**, en **France**, aux îles **Salomon**, en **Nouvelle-Zélande**, au **Panama**, aux **Pays-Bas** et au **Royaume-Uni**, mais elles doivent être déclarées. Aux **États-Unis**, les fabricants de tabac et leurs comités d'action politique (PAC) ont fait des dons à des candidats et à des partis sur l'ensemble du spectre politique, sans être obligés de les divulguer publiquement en temps réel sauf de respecter les réglementations existantes en matière de financement des campagnes électorales. Le PAC d'Altria a versé un total de 821 000 dollars américains à des candidats fédéraux pendant la période électorale 2023-2024 tandis que PMI et ses filiales ont fait des dons d'au moins 426 000 dollars américains sur la même période.^{238,239} Entre 2023 et le 1er juillet 2025, les fabricants de tabac ont dépensé 8 375 000 dollars américains.

FIGURE 5: LE PROBLÈME DES CONFLITS D'INTÉRÊTS PERDURE



Plus le pointage est bas, meilleur est le classement



DES FONCTIONNAIRES ET DES DIRIGEANTS DE L'INDUSTRIE CONTINUENT DE PROFITER DE LA DYNAMIQUE DES PORTES TOURNANTES

La dynamique des portes tournantes, qui amène des hauts fonctionnaires à la retraite à se joindre aux compagnies de tabac ou des cadres de l'industrie à occuper des postes de haut niveau dans l'administration publique, continue à être un problème dans le monde entier (annexe VI) et offre à l'industrie l'occasion d'exercer une influence indue sur les politiques de lutte antitabac.

Les politiques de fin de mandat sont essentielles pour établir une période de transition suffisante qui atténue les risques de conflits d'intérêts. Au **Népal**, les fonctionnaires doivent attendre au moins cinq ans après leur départ à la retraite avant de pouvoir se joindre à l'industrie du tabac.

Au moins 17 pays ont recensé des cas de hauts fonctionnaires qui ont rejoint l'industrie après avoir quitté le gouvernement ou pris leur retraite.

Au **Pakistan**, un ancien secrétaire principal du premier ministre a été nommé président de la Pakistan Tobacco Company en avril 2025. L'ancien conseiller principal du ministère de la Santé de la **Roumanie** est devenu directeur des affaires scientifiques et médicales de Philip Morris România. L'ancien secrétaire d'État de la **Slovénie** est devenu un lobbyiste accrédité pour PMI.

En **Équateur**, l'ancien directeur des affaires générales de la filiale ITABSA de Philip Morris a été nommé nouvel ambassadeur de l'Équateur aux États-Unis en 2025. En **Nouvelle-Zélande**, un ancien directeur des affaires générales de PMINZ (2011-2014), qui « a activement œuvré contre les projets du gouvernement d'augmenter les droits d'accise sur le tabac et d'imposer l'emballage neutre »,²⁴⁰ est devenu ministre des Transports en 2023. Un ancien cadre de BAT au **Ghana** est devenu vice-ministre de l'Énergie du pays.

Dans au moins cinq pays, des fonctionnaires du gouvernement occupaient en même temps des postes dans l'industrie (annexe VI). Au **Bangladesh**, un secrétaire adjoint au ministère des Finances était également directeur non exécutif du conseil d'administration de BAT. Au **Sri Lanka**, le président de la Ceylon Tobacco Company était également, en septembre 2022, le chef de l'Unité de restructuration des entreprises publiques du ministère des Finances. Alors que l'article 5.3 exige que les gouvernements traitent les entreprises publiques du tabac de la même manière que toute autre industrie du tabac, en **Tunisie**, le président du conseil d'administration de l'entreprise publique RNTA était également ministre des Finances.

07

Les gouvernements
peuvent se protéger face
à l'ingérence de l'industrie

Les Directives de l'article 5.3 recommandent aux gouvernements une série de mesures pour éviter que les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac ne fassent échouer leurs politiques de lutte antitabac. Environ 18 pays ont fait des progrès en adoptant de nouvelles mesures, en appliquant dans tous les secteurs de gouvernement des codes de conduite, des orientations, des circulaires de directives, ou en mettant en œuvre des législations déjà existantes afin de protéger leurs politiques contre l'ingérence de l'industrie (figure 6).

En novembre 2024, le **Pérou** a adopté la Loi sur le contrôle de la consommation de produits de tabac, de nicotine ou de substituts (loi n° 32159)²⁴¹ qui comprend des dispositions interdisant à l'industrie de participer à la formulation et à la mise en œuvre de politiques liées au contrôle du tabac, de la nicotine ou de leurs substituts. Ce faisant, le Pérou rejoint plusieurs autres pays, dont le **Botswana**,²⁴² la **Bosnie-Herzégovine**, le **Tchad**,²⁴³ l'**Éthiopie**, le **Gabon**, la **RDP Lao**,²⁴⁴ le **Népal** et l'**Ouganda**,²⁴⁵ qui ont intégré l'article 5.3 dans leur législation nationale de lutte antitabac.

La proclamation 1112/2019 de l'**Éthiopie**²⁴⁶ exige la mise en place d'une procédure pour que tous les registres des interactions entre les agences gouvernementales et l'IT soient rendus publics. Afin de garantir la transparence et la reddition de compte, l'Autorité éthiopienne des aliments et des médicaments (EFDA) a élaboré un code de conduite à l'intention des membres du Comité directeur national multisectoriel de lutte antitabac. Ce code vise à établir des procédures claires pour documenter et rendre compte de toute réunion ou discussion avec des représentants de l'IT, et garantir que toutes les interactions soient enregistrées et rendues publiques.

Plusieurs pays, dont **Brunei**, l'**Éthiopie**, les **Pays-Bas**, les **Philippines** et le **Royaume-Uni**, mettent en place dans tous les secteurs de gouvernement leurs codes de conduite, orientations ou circulaires sur les Directives de l'article 5.3.

En décembre 2024, le **Canada** a adopté un guide interministériel sur l'ingérence de l'IT, conformément aux Directives de l'article 5.3.²⁴⁷ Ces lignes directrices s'appliquent à tous les représentants et employés de la fonction publique fédérale à travers le Canada, soit environ 350 000 fonctionnaires. Elles recommandent de ne pas accepter de cadeaux ni de contributions de l'IT. Les députés, les sénateurs, le personnel parlementaire et les sociétés d'État fédérales sont toutefois exemptés car ils ne sont pas considérés comme des représentants de la fonction publique.

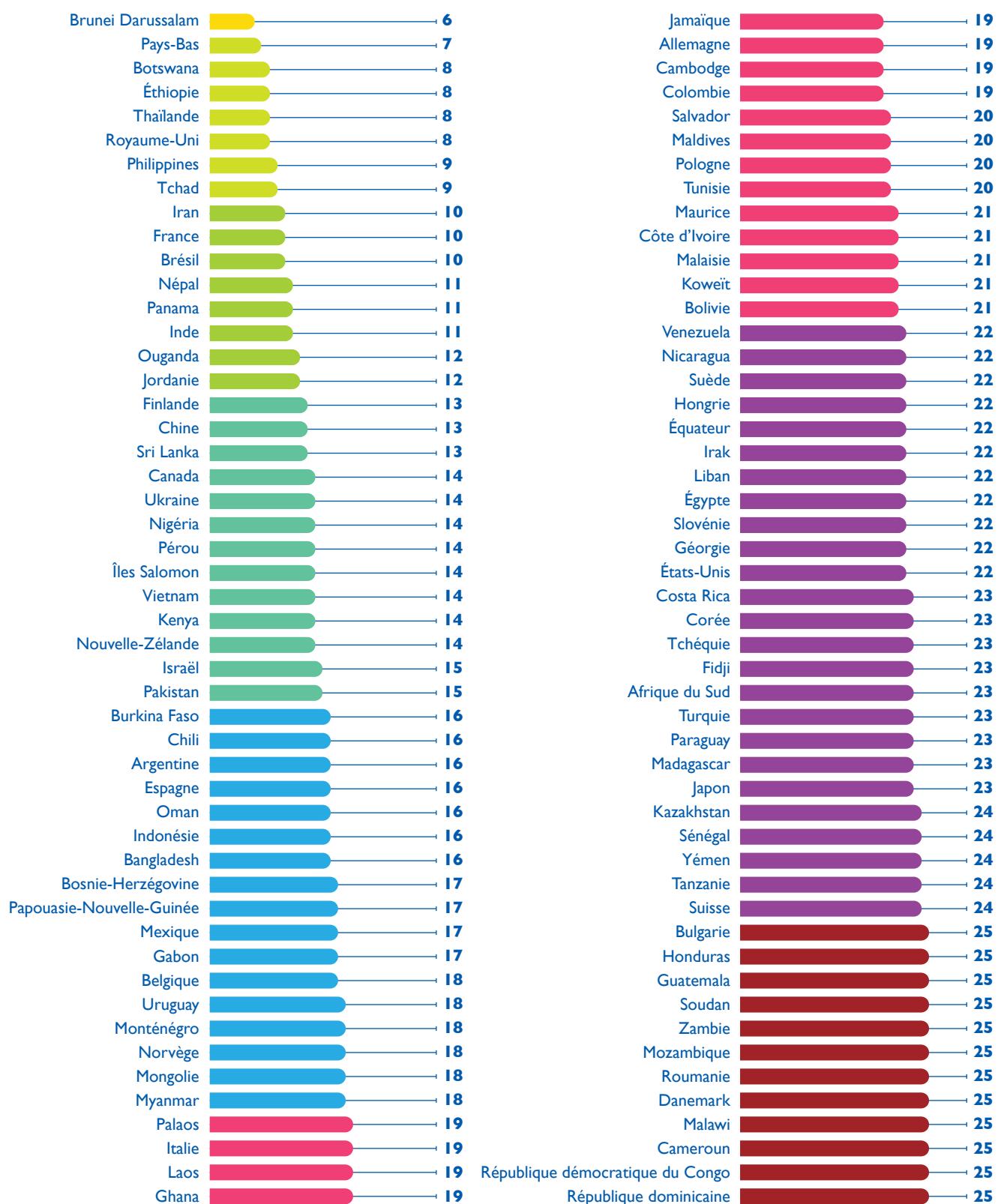
Le gouvernement des **Pays-Bas** a mis en place un protocole à l'intention des fonctionnaires qui interagissent avec l'IT et ses représentants. En outre, tous les fonctionnaires sont tenus de respecter le Code de conduite en matière d'intégrité (Gedragscode Integriteit Rijk), qui comprend des lignes directrices sur les interactions avec les lobbyistes de l'IT et font spécifiquement référence à l'article 5.3.²⁴⁸ Toutefois, le Parlement néerlandais n'est pas assujetti à ce code.

L'adoption de lignes directrices ou de règlements d'application de l'article 5.3 a été retardée dans plusieurs pays, notamment en **Jamaïque**, au **Sri Lanka** et en **Ouganda**. En **Ouganda**, les règlements d'application visant à limiter les interactions avec l'IT, comme l'exige la Loi pour la lutte antitabac du pays (partie VIII),²⁴⁹ sont à l'étape de rédaction depuis près de 10 ans. En **Jamaïque**, le projet de loi pour la lutte antitabac inclut des mesures préventives pour réglementer les interactions entre les fonctionnaires et l'IT²⁵⁰ mais a été retardé depuis 2020. L'Autorité nationale du **Sri Lanka** sur le tabac et l'alcool a élaboré en 2019 des lignes directrices nationales pour la mise en œuvre de l'article 5.3,²⁵¹ mais les arrêtés administratifs n'ont pas encore été formulés.

En 2010, les **Philippines** ont été le premier pays au monde à adopter une politique fondée sur l'article 5.3 (circulaire conjointe de la Commission de la fonction publique et du ministère de la Santé [JMC] qui limite au strict nécessaire toute interaction de fonctionnaires avec l'IT), mais celle-ci a été gravement compromise au cours des deux dernières années. Des ministères autres que celui de la santé ont ignoré la JMC, notamment le ministère du Bien-Être social et du Développement qui a accepté un don provenant de l'IT,^{252,253} et le ministère de l'Agriculture qui a donné son appui à l'IT.^{254,255} Bien que le ministère de la Santé ait participé à ce genre de façon de faire, il a depuis lors maintenu qu'il s'en tiendrait à son mandat de protéger le gouvernement de l'influence de l'IT.²⁵⁶

Les ministères de la santé de **Colombie**, d'**Éthiopie**, d'**Inde**, d'**Indonésie**, du **Myanmar** et de **Nouvelle-Zélande** ont adopté un code ou des lignes directrices pour le secteur

FIGURE 6 : LES GOUVERNEMENTS QUI ONT AGI ET PRIS DES MESURES PRÉVENTIVES POUR SE PROTÉGER



Plus le pointage est bas, meilleur est le classement



de la santé il y a plusieurs années, mais ces pays n'ont pas étendu leur code/leurs lignes directrices à l'ensemble du gouvernement, comme l'exige l'article 5.3.

La mise en place de programmes structurés de sensibilisation sur les exigences de l'article 5.3 est une obligation légale en vertu de la CCLAT de l'OMS, mais très peu couvrent l'ensemble des ministères. L'**Éthiopie**²⁵⁷ mène des campagnes médiatiques, des programmes de sensibilisation et des ateliers dans toutes les branches du gouvernement, tandis que l'**Iran**²⁵⁸ a mis en place une politique de divulgation et de gestion des conflits d'intérêts pour les personnes impliquées dans les politiques de lutte antitabac. L'absence d'efforts concertés pour faire connaître l'article 5.3 et informer tous les ministères de leurs obligations en vertu de ses lignes directrices a conduit l'industrie à cibler et à influencer les ministères autres que celui de la santé.

Être transparent quant aux interactions avec l'industrie et faire rapport de toute réunion avec celle-ci contribuent à la sensibilisation. Les ministères de la santé du **Canada**, de l'**Allemagne**, de la **Nouvelle-Zélande** et du **Royaume-Uni** publient sur leurs sites web le calendrier de leurs réunions avec l'IT, mais uniquement des réunions avec leur ministère respectif. Au **Royaume-Uni**, le Département des recettes et douanes de Sa Majesté (HMRC) rend compte de ses réunions avec les parties prenantes du secteur du tabac²⁵⁹ tandis que le ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales fait rapport de ses réunions avec le secteur privé.²⁶⁰

LES PAYS NON PARTIES À LA CCLAT DE L'OMS PRENNENT DU RETARD DANS LA PROTECTION DE LEURS POLITIQUES

Les cinq pays non signataires de la CCLAT de l'OMS (**Argentine**, **République dominicaine**, **Indonésie**, **Suisse** et **États-Unis**) ont fait face à un niveau élevé d'ingérence de l'industrie qui sape et met en échec leurs politiques de lutte antitabac. Les **États-Unis** et la **Suisse**, qui occupent déjà les deux dernières places du classement en étant la cible du plus fort niveau d'ingérence, ont vu leur pointage se détériorer davantage.

Plusieurs facteurs expliquent la détérioration du pointage des **États-Unis**, notamment le fait d'ignorer officiellement les propositions de la FDA d'interdire les cigarettes mentholées et les cigares aromatisés, une concession politique majeure face à la pression de l'industrie.

La **Suisse** accueille le siège des grandes multinationales du tabac qui bénéficient d'un accès politique sans précédent. Les parlementaires représentent ouvertement les intérêts du tabac tandis que des lobbyistes et des individus liés à l'industrie

occupent des postes politiques influents. L'industrie a participé à des consultations officielles et à des processus informels, allant même jusqu'à rédiger le texte des politiques adoptées par les autorités. L'industrie dispose donc d'une panoplie de moyens pour influencer directement la législation, en éducorant et en étouffant les mesures de lutte antitabac.

Les mesures antitabac en **République dominicaine** datent d'il y a 20 ans (2001, loi 42-01 et loi 48-00) et le gouvernement ne les a pas mises à jour depuis. En revanche, le gouvernement a une politique explicitement favorable aux produits du tabac²⁶¹ et il envisage de relancer l'industrie nationale du tabac. Le président de la République et le ministre de l'Industrie ont d'ailleurs présidé l'inauguration d'une usine de transformation du tabac²⁶² tandis que la Banque agricole a accordé un financement direct de 260 millions de pesos dominicains à la production de tabac (4,2 millions de dollars américains), ce qui témoigne de la volonté de l'État de soutenir l'expansion du secteur.²⁶³

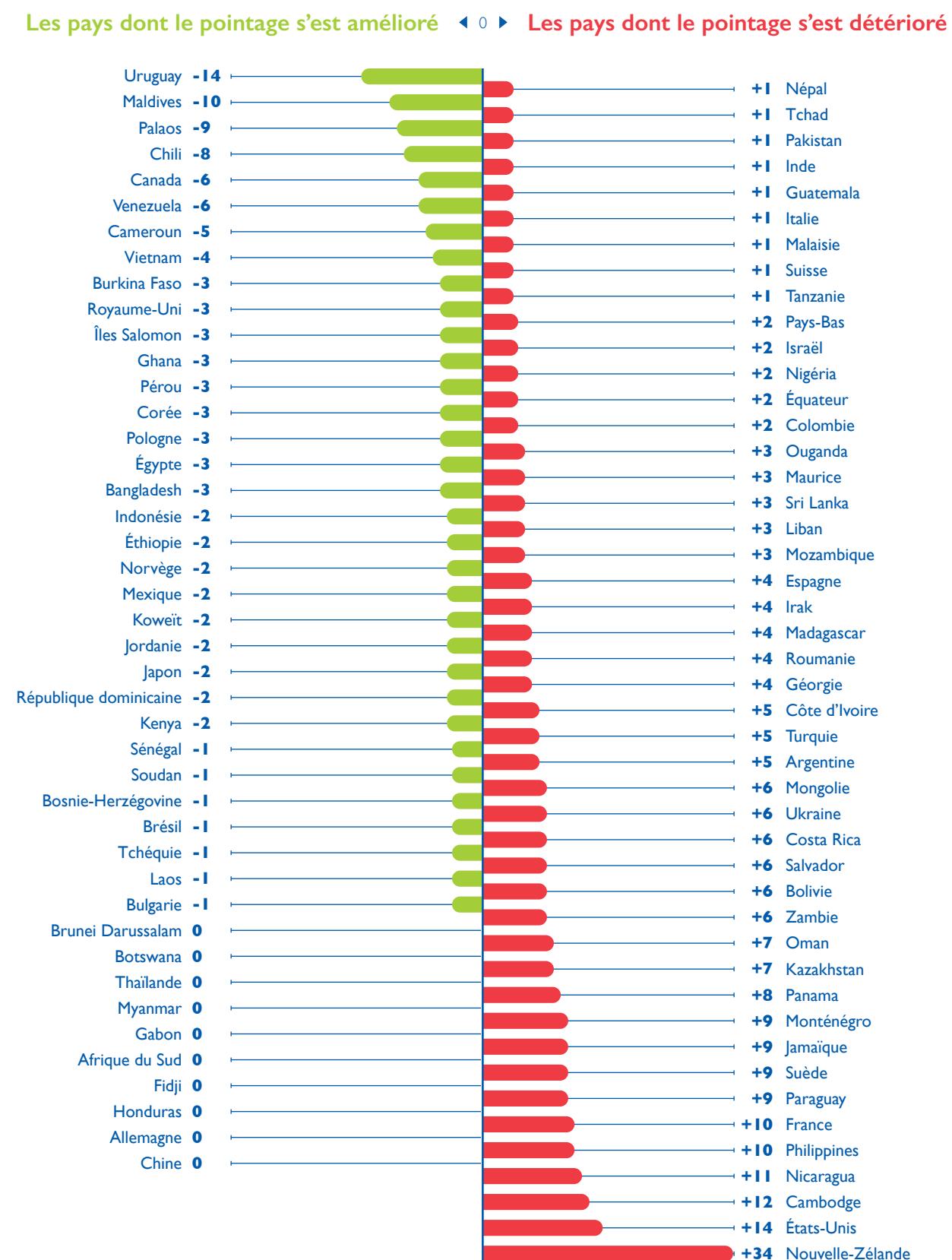
En **Indonésie**, de hauts fonctionnaires, allant des ministres aux directeurs d'organismes régionaux, ont participé à des activités dont l'IT a pu tirer profit, telles que des visites d'usines de cigarettes, des inaugurations d'installations de production et le soutien à l'exportation du tabac et à des initiatives de développement entrepreneurial. Le vice-ministre du Commerce a rencontré des dirigeants de PT HM Sampoerna (filiale de PMI) et a ouvertement appuyé son initiative « SMEs Go Global » qui pousse les PME sur le marché international.²⁶⁴

Le cas de l'**Argentine** montre une ingérence accrue de l'industrie dans deux domaines clés : la politique fiscale et l'ouverture du marché aux cigarettes électroniques et aux produits de tabac chauffé. Forte de son intense lobbying, l'IT est intervenue dans le débat parlementaire sur la réforme fiscale en 2024.^{265,266,267} Elle a également réussi à placer d'anciens dirigeants de l'industrie à des postes de conseil ou de direction au sein du gouvernement. Malgré que le ministère de la Santé ait interdit la vente de cigarettes électroniques et de dispositifs à base de nicotine, l'IT a tenu des réunions avec de hauts fonctionnaires afin de négocier l'entrée de ces produits sur le marché.^{268,269}

LES PAYS DONT LE POINTAGE S'EST LE PLUS AMÉLIORÉ OU DÉTÉRIORÉ

Sur les 90 pays analysés dans le rapport 2023, 34 pays ont connu une amélioration de leur pointage, 46 pays une détérioration, tandis que le pointage de 10 pays au sein de l'Indice est resté inchangé (figure 7). Le degré d'amélioration ou de détérioration d'un pays ne dépend pas de la région où il est situé ni de son niveau de revenu.

FIGURE 7 : COMPARAISON DE 90 PAYS DE 2023 À 2025



LES PAYS QUI SE SONT LE PLUS AMÉLIORÉS

L'**Uruguay**, qui affichait en 2023 la pire détérioration parmi tous les pays étudiés suite à la révocation de son interdiction de 2009 sur les PTC, est désormais celui qui s'est le plus amélioré. Certaines des ingérences virulentes de l'industrie constatées antérieurement n'ont pas été observées au cours de la période examinée. Aucune situation n'a été remarquée où le gouvernement aurait autorisé l'IT à participer à une instance gouvernementale interinstitutionnelle, à un comité multisectoriel ou à un groupe consultatif impliqué dans l'élaboration de la politique de santé publique, ni qu'il aurait plié face aux tentatives pour saper la lutte antitabac. Aucune réunion entre des représentants du gouvernement et l'industrie du tabac n'a été identifiée. Une décision du tribunal a suspendu l'application du décret 282/022, qui avait saboté la loi de 2019 sur l'emballage neutre des produits du tabac.

Les **Maldives** ont montré une amélioration en prenant plusieurs mesures importantes, notamment celles d'interdire les cigarettes électroniques, d'éliminer des exonérations fiscales sur les produits du tabac et d'adopter en mai 2025 une loi qui interdit l'importation, la production et la vente de produits du tabac aux personnes nées après le 1er janvier 2009, instaurant ainsi une interdiction d'ordre générationnel. Les Maldives sont l'un des premiers pays à avoir adopté ce type de mesure législative. Le gouvernement a maintenu une position ferme en refusant les offres d'aide, de collaboration ou de contribution politique de l'industrie ou de ses affiliés.

Les **Palaos** ont interdit l'importation, la distribution, la vente, la possession et la consommation de cigarettes électroniques. Entrée en vigueur en mai 2023,²⁷⁰ cette législation a été adoptée avec le soutien de la communauté en santé publique. Profitant du thème de la Journée mondiale sans tabac 2024, « Protéger les enfants de l'ingérence de l'industrie du tabac », le Président a déclaré mai comme le « Mois de la sensibilisation à l'ingérence de l'industrie du tabac ». Des progrès ont aussi été réalisés pour la création d'un code de conduite qui s'appuie sur l'article 5.3.

LES PAYS QUI SE SONT LE PLUS DÉTÉRIORÉS

La **Nouvelle-Zélande** a enregistré la détérioration la plus importante en ce qui a trait à l'ingérence de l'industrie. En plus de révoquer des politiques de lutte antitabac strictes et de le justifier en reprenant les arguments de l'industrie, le gouvernement actuel a mis en œuvre plusieurs politiques favorables à l'IT. En particulier, le gouvernement a appliqué en 2024 une réduction de 50 % de la taxe d'accise sur les produits de tabac chauffé, allant à l'encontre de l'avis officiel du ministère de la Santé et du Trésor.²⁷¹ Des fonctionnaires ont souligné qu'en tant que seul fournisseur de produits de tabac chauffé en Nouvelle-Zélande, PMINZ était susceptible d'être le principal bénéficiaire de ce changement de politique.²⁷² Plusieurs cas de portes tournantes entre le gouvernement actuel et l'industrie du tabac ont été signalés, dont celui d'un lobbyiste du tabac pour PMINZ qui a été photographié avec des députés lors de l'assermentation des membres du nouveau gouvernement.²⁷³

Au **Nicaragua**, aucun progrès n'a été réalisé dans la lutte contre l'ingérence. Le gouvernement, aux niveaux national et local, a fait la promotion des produits nationaux du tabac sur les sites de production les plus importants ainsi que dans les ambassades du pays situées sur les plus grands marchés nicaraguayens, tels que la Chine et l'Europe.²⁷⁴ Le ministère de l'Économie et du Commerce, le ministère du Travail et l'Institut du tourisme ont appuyé le festival Puro Sabor, qui fait la promotion de la marque de tabac du pays.^{275,276}

LES LIMITES DU RAPPORT

Ce rapport cite exclusivement les informations accessibles au public et il est possible, par conséquent, qu'il ne présente pas parfaitement tous les éléments de preuve sur les situations d'ingérence qui se sont produites. Les informations accessibles au public peuvent ne pas être les plus à jour. Le manque de transparence des gouvernements et de l'industrie rend difficile la collecte d'informations sur l'ingérence de l'industrie. Le classement des pays présenté dans cet Indice doit être considéré en tenant compte de ces contraintes.

CONCLUSION

Alors que les gouvernements mettent en œuvre des mesures de contrôle du tabac et que le tabagisme ne cesse de diminuer, l'industrie tente avec virulence de trouver des moyens pour rester en affaires dans le monde de la dépendance à la nicotine. Elle s'oppose à la réglementation ou la sabote, se réinvente en tant qu'actrice innovante et partie prenante de la solution, et vante ses investissements auprès des décideurs politiques. L'article 5.3 de la CCLAT de l'OMS donne aux gouvernements le pouvoir de dénormaliser l'industrie et de veiller à ce que leurs interactions avec celle-ci se limitent strictement à ce qui est nécessaire pour la réglementer.

Les constats de l'Indice 2025 montrent que l'ingérence s'est intensifiée et que l'industrie n'a pas été dénormalisée dans de nombreux pays, ce qui lui permet de créer et d'exploiter des failles réglementaires. Elle a coopté des décideurs politiques de haut niveau disposés à collaborer, en particulier des parlementaires, des chefs d'État et des ministres, afin qu'ils défendent les intérêts de l'industrie et agissent à sa guise en sapant ou en faisant échouer des mesures solides de lutte antitabac. Des fonctionnaires ont appuyé l'industrie et lui ont apporté leur soutien en acceptant ses activités de RSE, ses dons et autres contributions en nature.

Le manque de transparence dans les interactions des gouvernements avec l'industrie a favorisé l'ingérence. L'absence de registre des lobbyistes et de leurs activités ainsi que le manque d'information accessible au public quant aux réunions avec l'industrie, favorisent la perpétuation de l'ingérence.

L'absence de campagnes de sensibilisation régulières dans tous les secteurs de gouvernement sur l'importance des obligations des pays en vertu de l'article 5.3, ainsi que l'absence de codes de conduite ou de lignes directrices qui guident les fonctionnaires sur ces enjeux, ont rendu vulnérables les secteurs autres que celui de la santé face aux opérations de séduction, de lobbying et d'influence de l'industrie.

Seuls les gouvernements peuvent agir pour corriger la situation. Ils peuvent freiner l'ingérence de l'industrie du tabac et protéger la santé publique s'ils limitent leur interaction avec l'industrie à ce qui est strictement nécessaire et font preuve de transparence à ce niveau. Les expériences des pays qui ont mis en œuvre avec succès des mesures de bonne gouvernance constituent des exemples de bonnes pratiques pour les autres.

« Les conclusions de l'Indice de cette année rappellent de manière frappante que l'industrie du tabac continue d'interférer avec les politiques de santé aux quatre coins du monde en exploitant les failles en matière de gouvernance et de transparence. Les gouvernements doivent agir de manière décisive pour protéger la santé publique en appliquant pleinement l'article 5.3 de la CCLAT de l'OMS, en garantissant la transparence de l'ensemble des interactions et en rejetant toute forme d'influence de l'industrie. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons préserver les progrès accomplis et empêcher les tactiques de l'industrie de saboter les mesures de lutte antitabac qui sont fondées sur des données probantes. »

Vinayak Prasad,
Organisation mondiale de la santé

RECOMMANDATIONS

Impliquer l'ensemble du gouvernement pour contrer l'ingérence de l'IT.
Tous les niveaux du gouvernement doivent agir de concert pour mettre en œuvre l'article 5.3 et en finir avec l'ingérence de l'industrie du tabac, comme l'ont démontré les actions exemplaires du Pérou, du Botswana, de la Bosnie-Herzégovine et plusieurs autres pays.

1

Adopter des directives ou un code d'application de l'article 5.3 pour l'ensemble des agents de l'État, y compris les parlementaires, les chefs d'État et les ministres.

2

Assurer une plus grande transparence afin d'accroître la reddition de comptes. La transparence des interactions avec l'IT réduit les cas d'ingérence et favorise la reddition de compte tant des agents de l'État que de l'industrie. Toute interaction avec l'IT doit être enregistrée et rendue publique. L'industrie du tabac doit être tenue de divulguer ses dépenses de marketing et de lobbying.

3

Interdire toute contribution de l'industrie du tabac, y compris aux campagnes politiques. Les gouvernements deviennent vulnérables lorsqu'ils acceptent des dons de l'industrie du tabac, comme l'illustrent les pays qui ont fait des compromis dans leur lutte antitabac ou qui sont revenus sur des mesures législatives.

4

Considérer toute consommation de tabac comme nocive. Rejeter les demandes visant à autoriser de nouveaux produits nicotiniques parce qu'ils sont préjudiciables pour la population, en particulier pour les enfants.

5

Obliger l'industrie du tabac à payer une taxe pour réparer les dommages causés à l'environnement. Rejeter toutes les campagnes de nettoyage et les activités de reboisement menées par l'industrie. Exclure l'industrie du tabac des programmes standard de Responsabilité élargie des producteurs (REP).

6

Cesser d'accorder des avantages à l'industrie du tabac. L'IT ne devrait pas bénéficier d'un traitement préférentiel, de stimuli, d'exemptions ou de toute autre forme d'avantage pour exercer ses activités, qui sont en contradiction directe avec la politique de lutte antitabac.

7

Rejeter toute collaboration ou partenariat avec l'IT. Les gouvernements se retrouvent en position de faiblesse lorsqu'ils collaborent, s'associent ou coopèrent avec l'IT dans le cadre d'accords non contraignants. Il ne devrait y avoir aucune collaboration entre les gouvernements et l'IT.

8

Dénormaliser l'industrie du tabac. L'IT est différente et unique comparée à d'autres industries. Ses activités sont incompatibles avec la réalisation des droits humains et vont à l'encontre de plusieurs ODD. Il faut interdire toutes les activités de RSE liées au tabac et refuser toute visite des installations de l'industrie.

TABLEAU SOMMAIRE

	ARG	BGD	BEL	BOL	BIH	BWA	BRA	BRN	BGR	BFA	
PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	14	8	7	5	10	9	16	2	11	4	
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent toute offre d'aide faite par ou en collaboration avec l'industrie du tabac dans la définition ou la mise en œuvre de politiques de santé publique en matière de lutte antitabac. (Rec. 3.1)	5	4	3	1	4	1	4	0	4	1	
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent les politiques ou législations élaborées par/en collaboration avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.4)	5	2	2	2	4	2	3	0	5	1	
Les pouvoirs publics permettent/invitent un représentant de l'industrie du tabac à siéger au sein de son organisme inter-agences/comité multisectoriel/groupe consultatif qui élabore la politique de santé publique. (Rec. 4.8)	4	1	1	1	1	5	5	1	1	1	
Les pouvoirs publics nomment ou autorisent des représentants de l'industrie du tabac (y compris les entreprises publiques du tabac) à faire partie de la délégation à des réunions de la COP ou de ses organes subsidiaires ou acceptent qu'ils parrainent les délégués. (Rec. 4.9 et 8.3)	0	1	1	1	1	1	4	1	1	1	
ACTIVITÉS DE RSE DE L'INDUSTRIE DU TABAC	4	5	5	5	3	1	4	0	3	1	
Le gouvernement (ses agences et ses représentants) accepte des contributions (financières ou autres) de l'industrie du tabac (y compris des contributions au chapitre de la RSE). (Rec. 6.4) Les agences gouvernementales ou leurs représentants approuvent, soutiennent, constituent des partenariats ou participent à des activités de l'industrie du tabac dites socialement responsables. (Rec. 6.2)	4	5	5	5	3	1	4	0	3	1	
AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE DU TABAC	10	9	8	10	8	6	7	0	9	4	
Les pouvoirs publics accèdent aux demandes de l'industrie du tabac visant à obtenir un délai plus long pour la mise en œuvre ou le report de la loi sur la lutte antitabac. (Rec. 7.1)	5	4	4	5	5	2	3	0	4	2	
Les pouvoirs publics accordent des priviléges, des incitations, des exemptions fiscales ou avantages à l'industrie du tabac (Rec. 7.3)	5	5	4	5	3	4	4	0	5	2	
FORMES D'INTERACTION NON NÉCESSAIRES	14	9	5	13	3	2	11	0	11	5	
Les hauts fonctionnaires de l'État rencontrent/établissent des relations avec les compagnies de tabac, par exemple en participant à des activités sociales et autres événements parrainés ou organisés par les compagnies de tabac. (Rec. 2.1)	5	5	2	5	0	1	5	0	5	1	
Les pouvoirs publics acceptent l'aide/les offres d'aide de l'industrie du tabac en matière d'application de la loi. (Rec. 3.1 et 4.3)	5	0	3	4	3	1	3	0	5	3	
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou nouent des partenariats avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.1)	4	4	0	4	0	0	3	0	1	1	

	KHM	CMR	CAN	TCD	CHL	CHN	COL	COD	CRI	CZE	CIV	DNK	DOM	ECU	EGY	SLV	ETH	FJI	FIN	FRA	GAB
	8	10	5	4	10	20	16	11	15	9	5	12	14	9	2	12	4	4	6	8	2
	3	1	1	1	3	5	4	5	5	4	2	4	4	4	0	4	1	1	3	3	0
	1	3	2	1	3	5	5	5	4	3	1	5	5	3	0	4	1	1	1	3	0
	3	5	1	1	3	5	5	0	5	1	1	2	5	1	1	3	1	1	1	1	1
	1	1	1	1	1	5	2	1	1	1	1	1	0	1	1	1	1	1	1	1	1
	5	1	3	1	1	5	4	1	3	4	1	4	5	3	4	5	3	5	3	3	5
	5	1	3	1	1	5	4	1	3	4	1	4	5	3	4	5	3	5	3	3	5
	7	10	7	6	6	8	4	10	9	9	8	8	10	9	3	9	7	5	2	4	5
	2	5	4	1	3	5	0	5	5	5	5	4	5	4	0	4	3	1	0	1	3
	5	5	3	5	3	3	4	5	4	4	3	4	5	5	3	5	4	4	2	3	2
	10	7	5	8	8	13	15	0	4	5	3	6	14	10	9	15	5	11	0	8	9
	5	1	3	4	2	4	5	0	4	3	1	3	4	3	4	5	1	5	0	2	4
	1	3	0	4	5	5	5	0	0	0	1	0	5	4	0	5	3	1	0	3	0
	4	3	2	0	1	4	5	0	0	2	1	3	5	3	5	5	1	5	0	3	5

TABLEAU SOMMAIRE (Suite)

	ARG	BGD	BEL	BOL	BIH	BWA	BRA	BRN	BGR	BFA	
TRANSPARENCE	8	9	8	10	10	4	8	5	10	2	
Les pouvoirs publics ne divulguent pas publiquement les informations sur les réunions/ interactions avec l'industrie du tabac dans les cas où ces interactions sont strictement nécessaires à la réglementation. (Rec. 2.2)	3	4	5	5	5	2	5	0	5	1	
Les pouvoirs publics devraient exiger que des règles soient adoptées pour la communication d'informations ou l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression.	5	5	3	5	5	2	3	5	5	1	
CONFLITS D'INTÉRÊTS	9	13	4	12	6	3	9	1	3	7	
Les pouvoirs publics n'interdisent pas à l'industrie du tabac ou à toute entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts de verser des contributions aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes politiques et n'exigent pas la divulgation intégrale des détails de ces contributions. (Rec. 4.11)	5	5	1	5	5	1	5	1	1	5	
Les hauts fonctionnaires de l'État à la retraite travaillent au sein de l'industrie du tabac. (Rec. 4.4)	0	4	3	3	1	1	2	0	1	1	
Les responsables officiels en poste et leurs proches occupent des postes dans une entreprise du tabac, y compris des postes de consultants. (Rec. 4.5, 4.8 et 4.10)	4	4	0	4	0	1	2	0	1	1	
MESURES PRÉVENTIVES	16	16	18	21	17	8	10	6	25	16	
Les pouvoirs publics ont mis en place une procédure de divulgation des documents de l'interaction avec l'industrie du tabac et ses représentants. (Rec. 5.1)	2	5	5	5	5	1	2	2	5	3	
Les pouvoirs publics ont formulé, adopté ou mis en œuvre un code de conduite à l'intention des fonctionnaires, prescrivant les normes à respecter dans leurs interactions avec l'industrie du tabac. (Rec. 4.2)	5	2	4	3	2	1	1	1	5	4	
Les pouvoirs publics exigent que l'industrie du tabac soumette périodiquement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques. (Rec. 5.2)	2	2	3	4	2	2	2	0	5	2	
Les pouvoirs publics disposent d'un programme/système/plan visant à sensibiliser systématiquement ses services aux politiques relatives aux lignes directrices de l'Article 5.3 de la CCLAT. (Rec. 1.1, 1.2)	5	5	4	5	4	3	3	2	5	5	
Les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à interdire l'acceptation de toutes les formes de contributions/cadeaux de l'industrie du tabac (financières ou autres), y compris les offres d'aide, les projets de politique ou les invitations à des visites d'étude données ou offertes au gouvernement, à ses agences, aux fonctionnaires et à leurs proches. (Rec. 3.4)	2	2	2	4	4	1	2	1	5	2	
TOTAL	79	69	55	76	57	33	65	14	72	39	

	KHM	CMR	CAN	TCD	CHL	CHN	COL	COD	CRI	CZE	CIV	DNK	DOM	ECU	EGY	SLV	ETH	FJI	FIN	FRA	GAB
	10	10	5	9	4	6	10	10	8	10	10	9	10	8	10	3	5	10	5	4	4
	5	5	3	5	1	3	5	5	3	5	5	4	5	4	5	0	2	5	3	2	2
	5	5	2	4	3	3	5	5	5	5	5	5	5	4	5	3	3	5	2	2	2
	11	13	3	10	7	8	12	15	2	7	5	11	15	7	10	4	3	7	5	5	11
	5	5	1	5	5	1	5	5	1	5	1	5	5	5	5	4	1	5	5	1	3
	1	5	2	4	1	3	4	5	1	2	1	3	5	1	5	0	1	1	0	2	3
	5	3	0	1	1	4	3	5	0	0	3	3	5	1	0	0	1	1	0	2	5
	19	25	14	9	16		19	25	23	23	21	25	25	22	22	20	8	23	13	10	17
	5	5	3	2	1	2	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5	2	5	2	3	3
	3	5	3	1	2	2	5	5	5	5	4	5	5	4	5	5	3	5	3	2	3
	5	5	3	2	3	2	2	5	3	3	2	5	5	4	2	3	1	3	5	1	5
	4	5	3	3	5	4	4	5	5	5	5	5	5	5	5	4	1	5	1	2	4
	2	5	2	1	5	3	4	5	5	5	5	5	5	4	5	3	1	5	2	2	2
	70	76	42	47	52	60	80	72	64	67	53	75	98	68	60	68	35	65	34	42	53

TABLEAU SOMMAIRE (Suite)

	GEO	DEU	GHA	GTM	HND	HUN	IND	IDN	IRN	IRQ	
PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	19	13	5	16	11	4	6	14	4	12	
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent toute offre d'aide faite par ou en collaboration avec l'industrie du tabac dans la définition ou la mise en œuvre de politiques de santé publique en matière de lutte antitabac. (Rec. 3.1)	5	5	2	5	1	1	1	5	1	3	
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent les politiques ou législations élaborées par/en collaboration avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.4)	5	2	1	5	3	1	1	5	1	3	
Les pouvoirs publics permettent/invitent un représentant de l'industrie du tabac à siéger au sein de son organisme inter-agences/comité multisectoriel/groupe consultatif qui élabore la politique de santé publique. (Rec. 4.8)	5	5	1	1	3	1	3	4	1	5	
Les pouvoirs publics nomment ou autorisent des représentants de l'industrie du tabac (y compris les entreprises publiques du tabac) à faire partie de la délégation à des réunions de la COP ou de ses organes subsidiaires ou acceptent qu'ils parrainent les délégués. (Rec. 4.9 et 8.3)	4	1	1	5	4	1	1	0	1	1	
ACTIVITÉS DE RSE DE L'INDUSTRIE DU TABAC	3	5	2	1	3	1	5	4	1	1	
Le gouvernement (ses agences et ses représentants) accepte des contributions (financières ou autres) de l'industrie du tabac (y compris des contributions au chapitre de la RSE). (Rec. 6.4) Les agences gouvernementales ou leurs représentants approuvent, soutiennent, constituent des partenariats ou participent à des activités de l'industrie du tabac dites socialement responsables. (Rec. 6.2)	3	5	2	1	3	1	5	4	1	1	
AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE DU TABAC	10	9	6	7	6	6	4	10	6	8	
Les pouvoirs publics accèdent aux demandes de l'industrie du tabac visant à obtenir un délai plus long pour la mise en œuvre ou le report de la loi sur la lutte antitabac. (Rec. 7.1)	5	5	3	3	1	3	0	5	2	4	
Les pouvoirs publics accordent des priviléges, des incitations, des exemptions fiscales ou avantages à l'industrie du tabac (Rec. 7.3)	5	4	3	4	5	3	4	5	4	4	
FORMES D'INTERACTION NON NÉCESSAIRES	11	7	5	6	13	6	12	14	6	10	
Les hauts fonctionnaires de l'État rencontrent/établissent des relations avec les compagnies de tabac, par exemple en participant à des activités sociales et autres événements parrainés ou organisés par les compagnies de tabac. (Rec. 2.1)	5	5	1	5	5	3	5	5	4	5	
Les pouvoirs publics acceptent l'aide/les offres d'aide de l'industrie du tabac en matière d'application de la loi. (Rec. 3.1 et 4.3)	3	2	0	1	3	3	2	4	1	0	
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou nouent des partenariats avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.1)	3	0	4	0	5	0	5	5	1	5	

	ISR	ITA	JAM	JPN	JOR	KAZ	KEN	KOR	KWT	LAO	LBN	MDG	MWI	MYS	MDV	MUS	MEX	MNG	MNE	MOZ	MMR
	8	17	8	17	16	11	6	2	4	9	7	6	12	17	4	4	8	4	7	10	5
	4	4	3	4	5	3	0	0	1	5	2	0	3	5	1	1	1	4	3	1	
	2	4	1	5	5	4	4	0	1	2	1	0	4	5	1	0	3	1	1	3	2
	1	5	3	5	5	3	1	1	1	1	3	1	2	5	1	2	3	1	1	2	1
	1	4	1	3	1	1	1	1	1	1	1	5	3	2	1	1	1	1	1	2	1
	1	5	4	3	5	5	4	5	1	0	5	5	3	5	1	1	2	1	4	3	4
	1	5	4	3	5	5	4	5	1	0	5	5	3	5	1	1	2	1	4	3	4
	9	8	7	9	10	4	7	7	6	9	4	5	5	9	2	3	3	3	6	8	7
	5	3	4	4	5	1	4	3	3	4	1	0	0	5	1	0	1	2	3	4	4
	4	5	3	5	5	3	3	4	3	5	3	5	5	4	1	3	2	1	3	4	3
	8	13	5	10	15	8	1	5	3	15	10	11	15	6	0	0	4	4	7	5	3
	0	4	0	4	5	5	0	5	1	5	5	5	5	2	0	0	2	0	4	3	0
	4	4	2	3	5	0	1	0	1	5	5	1	5	4	0	0	1	4	0	1	0
	4	5	3	3	5	3	0	0	1	5	0	5	5	0	0	0	1	0	3	1	3

TABLEAU SOMMAIRE (Suite)

	GEO	DEU	GHA	GTM	HND	HUN	IND	IDN	IRN	IRQ	
TRANSPARENCE	10	6	9	8	7	10	9	10	6	10	
Les pouvoirs publics ne divulguent pas publiquement les informations sur les réunions/ interactions avec l'industrie du tabac dans les cas où ces interactions sont strictement nécessaires à la réglementation. (Rec. 2.2)	5	4	5	3	3	5	5	5	3	5	
Les pouvoirs publics devraient exiger que des règles soient adoptées pour la communication d'informations ou l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression.	5	2	4	5	4	5	4	5	3	5	
CONFLITS D'INTÉRÊTS	12	11	9	5	5	5	12	10	3	8	
Les pouvoirs publics n'interdisent pas à l'industrie du tabac ou à toute entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts de verser des contributions aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes politiques et n'exigent pas la divulgation intégrale des détails de ces contributions. (Rec. 4.11)	5	5	5	5	5	5	5	5	1	5	
Les hauts fonctionnaires de l'État à la retraite travaillent au sein de l'industrie du tabac. (Rec. 4.4)	4	5	0	0	0	0	5	4	1	2	
Les responsables officiels en poste et leurs proches occupent des postes dans une entreprise du tabac, y compris des postes de consultants. (Rec. 4.5, 4.8 et 4.10)	3	1	4	0	0	0	2	1	1	1	
MESURES PRÉVENTIVES	22	19	19	25	25	22	11	16	10	22	
Les pouvoirs publics ont mis en place une procédure de divulgation des documents de l'interaction avec l'industrie du tabac et ses représentants. (Rec. 5.1)	5	2	5	5	5	5	2	5	1	5	
Les pouvoirs publics ont formulé, adopté ou mis en œuvre un code de conduite à l'intention des fonctionnaires, prescrivant les normes à respecter dans leurs interactions avec l'industrie du tabac. (Rec. 4.2)	4	5	4	5	5	5	2	2	3	5	
Les pouvoirs publics exigent que l'industrie du tabac soumette périodiquement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques. (Rec. 5.2)	3	2	5	5	5	2	2	2	4	3	
Les pouvoirs publics disposent d'un programme/système/plan visant à sensibiliser systématiquement ses services aux politiques relatives aux lignes directrices de l'Article 5.3 de la CCLAT. (Rec. 1.1, 1.2)	5	5	4	5	5	5	3	5	1	4	
Les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à interdire l'acceptation de toutes les formes de contributions/cadeaux de l'industrie du tabac (financières ou autres), y compris les offres d'aide, les projets de politique ou les invitations à des visites d'étude données ou offertes au gouvernement, à ses agences, aux fonctionnaires et à leurs proches. (Rec. 3.4)	5	5	1	5	5	5	2	2	1	5	
TOTAL	87	70	55	68	70	54	59	82	36	71	

	ISR	ITA	JAM	JPN	JOR	KAZ	KEN	KOR	KWT	LAO	LBN	MDG	MWI	MYS	MDV	MUS	MEX	MNG	MNE	MOZ	MMR
	7	6	6	9	8	10	6	10	10	8	6	10	8	10	6	10	5	9	8	10	9
	4	3	1	4	5	5	3	5	5	4	5	5	4	5	3	5	3	4	4	5	4
	3	3	5	5	3	5	3	5	5	4	1	5	4	5	3	5	2	5	4	5	5
	5	8	10	15	14	5	8	5	10	9	9	13	13	9	6	5	9	5	5	9	6
	1	5	5	5	5	5	5	5	5	1	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	1
	3	1	0	5	4	0	0	0	5	3	0	3	4	3	1	0	1	0	0	1	3
	1	2	5	5	5	0	3	0	0	5	4	5	4	1	0	0	3	0	0	3	2
	15	19	19	23	12	24	14	23	21	19	22	23	25	21	20	21	17	18	18	25	18
	2	2	3	5	3	5	4	5	5	5	5	5	5	5	4	5	3	5	4	5	2
	2	5	5	5	2	5	4	4	2	2	5	5	5	4	4	5	3	2	5	5	2
	4	2	3	3	2	4	3	4	5	4	5	3	5	5	4	5	5	2	5	5	5
	5	5	4	5	3	5	2	5	4	3	5	5	5	4	3	5	4	5	5	5	5
	2	5	4	5	2	5	1	5	5	5	2	5	5	3	5	1	2	1	2	5	4
	53	76	59	86	80	67	46	57	55	69	63	73	81	77	39	44	48	44	55	70	52

TABLEAU SOMMAIRE (Suite)

	NPL	NLD	NZL	NIC	NGA	NOR	OMN	PAK	PLW	PAN	
PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	7	3	13	4	14	2	5	3	2	6	
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent toute offre d'aide faite par ou en collaboration avec l'industrie du tabac dans la définition ou la mise en œuvre de politiques de santé publique en matière de lutte antitabac. (Rec. 3.1)	2	1	2	1	5	0	1	1	0	1	
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent les politiques ou législations élaborées par/en collaboration avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.4)	1	0	5	1	3	0	2	0	0	3	
Les pouvoirs publics permettent/invitent un représentant de l'industrie du tabac à siéger au sein de son organisme inter-agences/comité multisectoriel/groupe consultatif qui élabore la politique de santé publique. (Rec. 4.8)	3	1	5	1	5	1	1	1	1	1	
Les pouvoirs publics nomment ou autorisent des représentants de l'industrie du tabac (y compris les entreprises publiques du tabac) à faire partie de la délégation à des réunions de la COP ou de ses organes subsidiaires ou acceptent qu'ils parrainent les délégués. (Rec. 4.9 et 8.3)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
ACTIVITÉS DE RSE DE L'INDUSTRIE DU TABAC	4	0	0	5	5	1	4	2	0	1	
Le gouvernement (ses agences et ses représentants) accepte des contributions (financières ou autres) de l'industrie du tabac (y compris des contributions au chapitre de la RSE). (Rec. 6.4) Les agences gouvernementales ou leurs représentants approuvent, soutiennent, constituent des partenariats ou participent à des activités de l'industrie du tabac dites socialement responsables. (Rec. 6.2)	4	0	0	5	5	1	4	2	0	1	
AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE DU TABAC	4	6	9	6	8	4	2	4	0	6	
Les pouvoirs publics accèdent aux demandes de l'industrie du tabac visant à obtenir un délai plus long pour la mise en œuvre ou le report de la loi sur la lutte antitabac. (Rec. 7.1)	2	3	4	3	4	2	1	2	0	2	
Les pouvoirs publics accordent des priviléges, des incitations, des exemptions fiscales ou avantages à l'industrie du tabac (Rec. 7.3)	2	3	5	3	4	2	1	2	0	4	
FORMES D'INTERACTION NON NÉCESSAIRES	3	5	8	10	8	2	7	11	0	13	
Les hauts fonctionnaires de l'État rencontrent/établissent des relations avec les compagnies de tabac, par exemple en participant à des activités sociales et autres événements parrainés ou organisés par les compagnies de tabac. (Rec. 2.1)	3	0	5	5	5	2	5	5	0	4	
Les pouvoirs publics acceptent l'aide/les offres d'aide de l'industrie du tabac en matière d'application de la loi. (Rec. 3.1 et 4.3)	0	5	0	0	3	0	1	3	0	4	
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou nouent des partenariats avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.1)	0	0	3	5	0	0	1	3	0	5	

	PNG	PRY	PER	PHL	POL	ROU	SEN	SVN	SLB	ZAF	ESP	LKA	SDN	SWE	CHE	TZA	THA	TUN	TUR	UGA	UKR
	9	15	10	20	9	12	4	12	6	6	6	4	6	12	15	17	13	9	16	8	9
	5	4	2	5	3	5	1	4	0	1	0	1	0	5	5	4	5	2	5	1	3
	3	5	4	5	4	5	1	4	2	1	0	1	0	5	5	5	2	1	5	1	3
	0	5	3	5	1	1	1	3	3	3	5	1	5	1	5	5	5	5	5	5	2
	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0	3	1	1	1	1	1	1
	5	4	0	5	3	4	1	0	3	3	4	5	0	2	5	5	1	5	3	4	2
	5	4	0	5	3	4	1	0	3	3	4	5	0	2	5	5	1	5	3	4	2
	5	4	0	5	3	4	1	0	3	3	4	5	0	2	5	5	1	5	3	4	2
	10	8	9	5	8	9	4	8	5	6	7	5	9	10	10	8	6	10	5	7	7
	5	4	4	0	4	4	1	5	2	3	3	4	5	5	5	5	4	5	0	2	3
	5	4	5	5	4	5	3	3	3	3	4	1	4	5	5	3	2	5	5	5	4
	14	8	11	15	7	15	4	1	8	10	12	4	0	10	13	10	6	11	10	4	8
	4	4	1	5	5	5	1	0	5	3	5	0	0	5	5	5	3	2	5	0	3
	5	1	5	5	1	5	1	0	0	4	3	4	0	0	4	0	2	4	5	3	3
	5	3	5	5	1	5	2	1	3	3	4	0	0	5	4	5	1	5	0	1	2

TABLEAU SOMMAIRE (Suite)

	NPL	NLD	NZL	NIC	NGA	NOR	OMN	PAK	PLW	PAN
TRANSPARENCE	8	7	7	6	9	9	6	10	3	7
Les pouvoirs publics ne divulguent pas publiquement les informations sur les réunions/ interactions avec l'industrie du tabac dans les cas où ces interactions sont strictement nécessaires à la réglementation. (Rec. 2.2)	3	2	2	3	5	4	1	5	2	3
Les pouvoirs publics devraient exiger que des règles soient adoptées pour la communication d'informations ou l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression.	5	5	5	3	4	5	5	5	1	4
CONFLITS D'INTÉRÊTS	7	6	10	5	4	5	10	9	6	10
Les pouvoirs publics n'interdisent pas à l'industrie du tabac ou à toute entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts de verser des contributions aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes politiques et n'exigent pas la divulgation intégrale des détails de ces contributions. (Rec. 4.11)	5	5	5	5	1	5	1	5	5	5
Les hauts fonctionnaires de l'État à la retraite travaillent au sein de l'industrie du tabac. (Rec. 4.4)	1	1	0	0	0	0	5	4	0	4
Les responsables officiels en poste et leurs proches occupent des postes dans une entreprise du tabac, y compris des postes de consultants. (Rec. 4.5, 4.8 et 4.10)	1	0	5	0	3	0	4	0	1	1
MESURES PRÉVENTIVES	11	7	14	22	14	18	16	15	19	11
Les pouvoirs publics ont mis en place une procédure de divulgation des documents de l'interaction avec l'industrie du tabac et ses représentants. (Rec. 5.1)	5	1	1	5	2	4	5	5	3	3
Les pouvoirs publics ont formulé, adopté ou mis en œuvre un code de conduite à l'intention des fonctionnaires, prescrivant les normes à respecter dans leurs interactions avec l'industrie du tabac. (Rec. 4.2)	2	1	5	5	2	2	2	2	3	2
Les pouvoirs publics exigent que l'industrie du tabac soumette périodiquement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques. (Rec. 5.2)	2	2	2	2	3	3	5	2	5	2
Les pouvoirs publics disposent d'un programme/système/plan visant à sensibiliser systématiquement ses services aux politiques relatives aux lignes directrices de l'Article 5.3 de la CCLAT. (Rec. 1.1, 1.2)	1	1	4	5	5	4	2	1	5	2
Les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à interdire l'acceptation de toutes les formes de contributions/cadeaux de l'industrie du tabac (financières ou autres), y compris les offres d'aide, les projets de politique ou les invitations à des visites d'étude données ou offertes au gouvernement, à ses agences, aux fonctionnaires et à leurs proches. (Rec. 3.4)	1	2	2	5	2	5	2	5	3	2
TOTAL	44	34	61	58	62	41	50	54	30	54

	PNG	PRY	PER	PHL	POL	ROU	SEN	SVN	SLB	ZAF	ESP	LKA	SDN	SWE	CHE	TZA	THA	TUN	TUR	UGA	UKR
	8	10	7	6	3	10	10	2	9	7	5	5	10	9	10	6	6	9	10	4	6
	5	5	5	1	1	5	5	1	5	4	3	0	5	4	5	3	3	4	5	1	3
	3	5	2	5	2	5	5	1	4	3	2	5	5	5	5	3	3	5	5	3	3
	8	11	5	10	9	9	7	11	5	9	10	9	5	5	14	10	10	11	10	2	4
	5	5	5	5	1	5	5	5	5	5	5	1	5	5	4	5	5	5	5	0	1
	3	5	0	5	4	4	1	5	0	3	4	4	0	0	5	5	2	1	5	1	1
	0	1	0	0	4	0	1	1	0	1	1	4	0	0	5	0	3	5	0	1	2
	17	23	14	9	20	25	24	22	14	23	16	13	25	22	24	24	8	20	23	12	14
	5	5	3	1	5	5	5	2	3	5	3	3	5	5	5	5	3	4	5	5	3
	3	5	1	1	5	5	5	5	3	4	2	3	5	5	5	5	2	4	5	2	3
	2	3	5	5	4	5	5	5	3	4	2	3	5	5	5	4	1	2	3	1	2
	2	5	3	1	5	5	5	5	2	5	4	3	5	5	5	5	1	5	5	3	3
	5	5	2	1	1	5	4	5	3	5	5	1	5	2	4	5	1	5	5	1	3
	71	79	56	70	59	84	54	56	50	64	60	45	55	70	96	80	50	75	77	41	50

TABLEAU SOMMAIRE (Suite)

	GBR	USA	URY	VEN	VNM	YEM	ZMB
PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	6	15	4	8	8	4	15
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent toute offre d'aide faite par ou en collaboration avec l'industrie du tabac dans la définition ou la mise en œuvre de politiques de santé publique en matière de lutte antitabac. (Rec. 3.1)	1	5	1	3	3	1	5
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent les politiques ou législations élaborées par/en collaboration avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.4)	2	5	1	1	1	1	4
Les pouvoirs publics permettent/invitent un représentant de l'industrie du tabac à siéger au sein de son organisme inter-agences/comité multisectoriel/groupe consultatif qui élabore la politique de santé publique. (Rec. 4.8)	2	5	1	3	3	1	3
Les pouvoirs publics nomment ou autorisent des représentants de l'industrie du tabac (y compris les entreprises publiques du tabac) à faire partie de la délégation à des réunions de la COP ou de ses organes subsidiaires ou acceptent qu'ils parrainent les délégués. (Rec. 4.9 et 8.3)	1	0	1	1	1	1	3
ACTIVITÉS DE RSE DE L'INDUSTRIE DU TABAC	3	5	4	1	5	4	5
Le gouvernement (ses agences et ses représentants) accepte des contributions (financières ou autres) de l'industrie du tabac (y compris des contributions au chapitre de la RSE). (Rec. 6.4) Les agences gouvernementales ou leurs représentants approuvent, soutiennent, constituent des partenariats ou participent à des activités de l'industrie du tabac dites socialement responsables. (Rec. 6.2)	3	5	4	1	5	4	5
AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE DU TABAC	4	10	6	3	4	7	10
Les pouvoirs publics accèdent aux demandes de l'industrie du tabac visant à obtenir un délai plus long pour la mise en œuvre ou le report de la loi sur la lutte antitabac. (Rec. 7.1)	1	5	1	1	2	3	5
Les pouvoirs publics accordent des priviléges, des incitations, des exemptions fiscales ou avantages à l'industrie du tabac (Rec. 7.3)	3	5	5	2	2	4	5
FORMES D'INTERACTION NON NÉCESSAIRES	8	15	7	7	10	8	11
Les hauts fonctionnaires de l'État rencontrent/établissent des relations avec les compagnies de tabac, par exemple en participant à des activités sociales et autres événements parrainés ou organisés par les compagnies de tabac. (Rec. 2.1)	2	5	5	1	4	5	5
Les pouvoirs publics acceptent l'aide/les offres d'aide de l'industrie du tabac en matière d'application de la loi. (Rec. 3.1 et 4.3)	3	5	1	5	5	3	1
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou nouent des partenariats avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.1)	3	5	1	1	1	0	5

	GBR	USA	URY	VEN	VNM	YEM	ZMB
TRANSPARENCE	6	7	8	10	6	10	10
Les pouvoirs publics ne divulguent pas publiquement les informations sur les réunions/ interactions avec l'industrie du tabac dans les cas où ces interactions sont strictement nécessaires à la réglementation. (Rec. 2.2)	2	4	3	5	1	5	5
Les pouvoirs publics devraient exiger que des règles soient adoptées pour la communication d'informations ou l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression.	4	3	5	5	5	5	5
CONFLITS D'INTÉRÊTS	10	15	5	3	6	7	7
Les pouvoirs publics n'interdisent pas à l'industrie du tabac ou à toute entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts de verser des contributions aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes politiques et n'exigent pas la divulgation intégrale des détails de ces contributions. (Rec. 4.11)	5	5	3	1	1	5	5
Les hauts fonctionnaires de l'État à la retraite travaillent au sein de l'industrie du tabac. (Rec. 4.4)	3	5	1	1	0	0	1
Les responsables officiels en poste et leurs proches occupent des postes dans une entreprise du tabac, y compris des postes de consultants. (Rec. 4.5, 4.8 et 4.10)	2	5	1	1	5	2	1
MESURES PRÉVENTIVES	8	22	18	22	14	24	25
Les pouvoirs publics ont mis en place une procédure de divulgation des documents de l'interaction avec l'industrie du tabac et ses représentants. (Rec.5.1)	1	5	5	5	5	5	5
Les pouvoirs publics ont formulé, adopté ou mis en œuvre un code de conduite à l'intention des fonctionnaires, prescrivant les normes à respecter dans leurs interactions avec l'industrie du tabac. (Rec. 4.2)	1	5	5	5	2	5	5
Les pouvoirs publics exigent que l'industrie du tabac soumette périodiquement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques. (Rec. 5.2)	2	2	2	2	2	4	5
Les pouvoirs publics disposent d'un programme/système/plan visant à sensibiliser systématiquement ses services aux politiques relatives aux lignes directrices de l'Article 5.3 de la CCLAT. (Rec. 1.1, 1.2)	2	5	5	5	4	5	5
Les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à interdire l'acceptation de toutes les formes de contributions/cadeaux de l'industrie du tabac (financières ou autres), y compris les offres d'aide, les projets de politique ou les invitations à des visites d'étude données ou offertes au gouvernement, à ses agences, aux fonctionnaires et à leurs proches. (Rec. 3.4)	2	5	1	5	1	5	5
TOTAL	45	94	52	54	53	64	83

ANNEXES

ANNEXE I : EXEMPLES D'ÉCO-BLANCHIMENT PAR L'INDUSTRIE DU TABAC AU MOYEN DE CAMPAGNES DE « NETTOYAGE »

Les quelques exemples suivants de campagnes de « nettoyage » parrainées par l'industrie du tabac sont en réalité des activités de relations publiques qui transfèrent les coûts, normalisent le produit et présentent le risque d'avoir une influence sur les politiques.

PAYS	COMPAGNIE DE TABAC	ACTIVITÉ PARRAINÉE
Brésil	Philip Morris Brésil	En 2024, l'organisation à but non lucratif Instituto Limpa Brazil a fait la promotion de campagnes de ramassage de mégots de cigarettes parrainées par l'industrie dans le cadre de la Journée mondiale du nettoyage. ²⁷⁷
Bulgarie	Philip Morris Bulgarie	#ChangeThePicture est une campagne de RSE à long terme visant à réduire les déchets de mégots de cigarettes ²⁷⁸ et soutenue par les autorités municipales, ²⁷⁹ dont un maire local. ²⁸⁰
Canada	Rothmans, Benson and Hedges Inc.	« UNSMOKE Butt Blitz » est la plus grande campagne de nettoyage des mégots de cigarettes au Canada. Grâce à son partenariat avec TerraCycle, ²⁸¹ tous les mégots de cigarettes seront envoyés à ses installations pour être recyclés. ²⁸²
Colombie	PMI	Le lancement de la campagne « Bogotá n'est pas un cendrier » (« Bogotá no es un cenicero ») a eu lieu au « Parc de los Hippies » afin de sensibiliser les citoyens à jeter correctement les mégots de cigarettes. ²⁸³
Costa Rica	Philip Morris Costa Rica	La campagne « Le Costa Rica n'est pas un cendrier » (« Costa Rica no es un cenicero »), menée dans les municipalités d'Escazú, Tibás et San José (quartier Escalante), vise à installer des collecteurs de mégots de cigarettes dans les lieux publics et à envoyer les mégots collectés à un laboratoire de la Faculté de chimie de l'Université du Costa Rica. ²⁸⁴
République tchèque	Plusieurs fabricants de tabac	En 2024, le système collectif NEVAJGLUJ fondé par des fabricants de tabac a versé 78 millions de couronnes aux municipalités et villes tchèques dans le cadre d'un programme de REP pour couvrir les coûts liés au nettoyage des mégots de cigarettes. ²⁸⁵ NEVAJGLUJ est présidé par PMI CR.
Danemark	Plusieurs fabricants de tabac	En 2021, quatre municipalités ont collaboré avec l'industrie, par l'entremise du groupe environnemental Keep Denmark Clean (Hold Danmark Rent), pour développer de nouveaux cendriers/collecteurs de mégots de cigarettes. Leur objectif : réduire les déchets liés aux produits du tabac. ²⁸⁶
Fidji	BAT Fidji	À l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, le conseil municipal de Suva a collaboré avec BAT Fidji pour nettoyer son littoral. ²⁸⁷
France	PMI et BAT (via Alcome)	Alcome (financé par l'IT) a collaboré avec des ONG telles que Surfrider et Wings of the Ocean pour ramasser les mégots de cigarettes dans de nombreuses villes françaises. ²⁸⁸

PAYS	COMPAGNIE DE TABAC	ACTIVITÉ PARRAINÉE
Allemagne	PMI	À l'occasion de la Journée mondiale du nettoyage 2024, PMI a mené une opération de nettoyage de mégots de cigarettes en collaboration avec wirBerlin, dans le cadre du projet « Kippen-Buddies ». ²⁸⁹
Italie	BAT et JTI	Le ministère de l'Environnement s'est associé à la campagne « Piccoli gesti, grandi crimini » de BAT menée avec l'ONG Marevivo, ²⁹⁰ ainsi qu'à l'initiative anti-déchets « IoLaButtoli » de JTI. ²⁹¹
République de Corée	Philip Morris Corée	Le 5 juin 2024, le gouvernement local de Yangsan s'est joint à PMK lors d'une campagne de cueillette des déchets. ²⁹²
Mexique	Philip Morris Mexique	Dans le cadre de la Journée mondiale du nettoyage en janvier 2024, Para Bien o Para Mal a mené une opération de nettoyage des mégots de cigarettes sur les plages avec le soutien de la Direction de l'environnement et de l'écologie et la Direction de la jeunesse d'Isla Mujeres. ²⁹³
Philippines	JTI	Le 19 juin 2025, Balete LGU a collaboré avec l'usine JTI Batangas et des partenaires médiatiques lors du nettoyage du littoral de Poblacion Lakeshore, à Balete, Batangas. ²⁹⁴
Suisse	JTI	La « Journée du nettoyage » organisée par le Centre suisse de compétence contre le littering, avec le soutien de l'Office fédéral de l'environnement est, entre autres, parrainée par JTI. ²⁹⁵
Tunisie	PMI	La municipalité de Dar Chaaben El Fihri, en partenariat avec PMI et la Chambre de commerce et d'industrie Tuniso-Suisse, ont réalisé des opérations de nettoyage du réseau des égouts pour lutter contre les inondations et installer des Zigofiltres. ²⁹⁶
Royaume-Uni	Association des fabricants de tabac	Deux membres de la Chambre des Lords sont administrateurs de CleanStreets CIC, une organisation créée pour lutter contre les déchets liés au tabagisme et financée par l'Association des fabricants de tabac (TMA) et/ou ses membres. ²⁹⁷
États-Unis	Altria	Altria collabore avec Keep America Beautiful (KAB), une organisation nationale à but non lucratif qui se consacre à financer le nettoyage des plages, des parcs et des cours d'eau. KAB opère par l'intermédiaire de centaines de collectivités locales. ²⁹⁸
	Reynolds American, Santa Fe Natural Tobacco Co.	Ces compagnies soutiennent Keep America Beautiful et TerraCycle dans la collecte et le recyclage des mégots de cigarettes. ²⁹⁹

ANNEXE II : LES COLLABORATIONS AVEC L'INDUSTRIE DU TABAC SUR LE COMMERCE ILLICITE : DES INTERACTIONS QUI COMPROMETTENT LES RÈGLES RÉGISSANT LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Cette section répertorie les accords entre les gouvernements et l'industrie du tabac sur le commerce illicite (par exemple, leurs protocoles d'entente, les formations, les opérations conjointes) qui sont incompatibles avec l'article 5.3 et avec le Protocole visant à éliminer le commerce illicite des produits du tabac, lesquels interdisent de déléguer certaines de leurs obligations à l'industrie du tabac et exigent de limiter toute interaction à ce qui est strictement nécessaire.

PARTIE À LA CCLAT DE L'OMS	PARTIE AU PROTOCOLE VISANT À ÉLIMINER LE COMMERCE ILLICITE DES PRODUITS DU TABAC, OUI OU NON?		ENTENTE / FORMATION / APPLICATION DE LA LOI
Argentine	Non		En janvier 2024, le ministre de la Sécurité nationale a inauguré le Centre d'analyse du service des renseignements de la gendarmerie nationale à Puerto Iguazú, à la triple frontière, un centre financé par PMI qui vise à soutenir les forces de sécurité nationales et leurs enquêtes sur la contrebande. ³⁰⁰
Bosnie-Herzégovine	Non		La campagne « Stop à la contrebande » de la direction des impôts indirects, menée en collaboration avec l'Association des économistes SWOT, a été parrainée par l'IT, notamment PMI, BAT et JTI. ³⁰¹
Bulgarie	Non		Le directeur de l'Agence des douanes collabore avec l'industrie lors de leur réunion conjointe trimestrielle. ³⁰²
Tchad	Oui, depuis le 13 juin 2018		En novembre 2023, le directeur général des Douanes a visité les installations de la Manufacture des Cigarettes du Tchad (MCT) et a accepté le soutien de la MCT dans la lutte contre la contrebande. ³⁰³
Chili	Non		Début 2024, le sous-secrétariat à la prévention de la criminalité de la région de Tarapacá a participé à une session de formation organisée par BAT Chili sur la contrebande de tabac et l'identification des produits illégaux. ³⁰⁴
Colombie	Oui, signé le 21 février 2013		La Fédération nationale des départements (FND) a conclu une entente avec PMI jusqu'en 2028 pour mettre en œuvre plusieurs projets, notamment la formation et le soutien aux autorités dans le cadre d'opérations de lutte contre la contrebande de tabac. ^{305,306}
Géorgie	Non		En 2023, JTI a apporté son soutien à l'Agence du revenu et à l'Agence des douanes en organisant des sessions de formation pour le personnel et en offrant des chiens de détection et des drones pour identifier les produits de contrebande. ³⁰⁷
Indonésie	Non partie à la CCLAT de l'OMS		La Direction générale des douanes et des accises a collaboré avec Sampoerna pour identifier et authentifier les produits du tabac illicites, et mener ses enquêtes. ³⁰⁸

PARTIE À LA CCLAT DE L'OMS	PARTIE AU PROTOCOLE VISANT À ÉLIMINER LE COMMERCE ILLICITE DES PRODUITS DU TABAC, OUI OU NON?	ENTENTE / FORMATION / APPLICATION DE LA LOI
Israël	Oui, signé le 23 décembre 2013	La Fédération israélienne pour la propriété intellectuelle poursuit sa coopération avec Philip Morris afin de lutter contre le commerce illicite. ³⁰⁹
Italie	Non	Le corps des carabiniers, qui relève du ministère de la Défense, a renouvelé en mai 2024 son partenariat d'une durée de trois ans avec Philip Morris Italie en vue de l'application des lois. ³¹⁰
RDP Lao	Non	Le ministère de l'Industrie et du Commerce a conclu un protocole d'entente avec l'industrie du tabac afin de lutter contre la contrebande. ³¹¹
Liban	Non	La Régie, considérée comme une institution publique, dispose de sa propre unité de lutte contre la contrebande. Elle a organisé une formation sur la lutte contre la contrebande en collaboration avec JTI. ³¹²
Pays-Bas	Oui, depuis le 3 juillet 2020	Les douanes néerlandaises ont signé un protocole d'entente avec des groupes associés à l'industrie du tabac afin de lutter contre la fraude et la contrebande de produits du tabac. ³¹³
Afrique du Sud	Oui, signé le 10 janvier 2013	Le site web du SARS indique qu'il « travaille avec des experts de l'industrie du tabac pour mettre au point un moyen de détecter les cigarettes illégales ». ³¹⁴
Sri Lanka	Oui, depuis le 8 février 2016	Le gouvernement sollicite l'aide de la Ceylon Tobacco Company pour détruire les cigarettes illégales. ³¹⁵
États-Unis	Non signataire de la CCLAT	Dans le cadre du partenariat entre le ministère américain de la Sécurité intérieure et PMI, cette dernière a parrainé une formation de plusieurs semaines destinée aux forces de l'ordre locales et nationales directement impliquées dans l'application des lois sur le tabac. ³¹⁶
Ouganda	Non	L'Agence du Revenu de l'Ouganda a accepté une machine de destruction de cigarettes offerte par BAT, un don visant à soutenir la lutte nationale contre le commerce illicite de cigarettes. ³¹⁷
Venezuela	Non	Le gouvernement a collaboré avec l'industrie du tabac entre 2023 et 2025 pour lutter contre la contrebande. ³¹⁸
Vietnam	Non	Le gouvernement collabore avec l'industrie du tabac pour lutter contre la contrebande. ³¹⁹

ANNEXE III : VISITES D'ÉTUDE AUX INSTALLATIONS DE L'INDUSTRIE DU TABAC

PAYS	QUI A VISITÉ LES INSTALLATIONS DE L'IT	DÉTAILS SUR LA VISITE ET LES INSTALLATIONS
Brésil	Le gouverneur Eduardo Leite et des fonctionnaires du gouvernement de l'État	Visite au siège social de JTI au Japon lors d'une mission internationale en 2024. ³²⁰
	La sénatrice Soraya Thronicke et d'autres membres du parlement	En mai 2024, PMI a parrainé un voyage à Bologne, en Italie, afin de visiter les installations de PMI où sont fabriqués des produits de tabac chauffé. ³²¹
Danemark	Jeunes parlementaires	Un voyage parrainé en mai 2022 pour visiter le Cube, le centre de recherche de PMI à Neuchâtel,* en Suisse. ³²²
	Commentateur politique du BT, un grand journal danois	Un voyage parrainé par PMI pour visiter le Cube à Neuchâtel, en Suisse. ³²³
Finlande	Députés	En mai 2024, deux députés du Parti social-démocrate visite le Cube de PMI à Neuchâtel, en Suisse. ³²⁴
Koweït	Journaliste du Kuwait Times	Voyage commandité par PMI en novembre 2022 pour visiter le Cube à Neuchâtel, en Suisse. ³²⁵
Mozambique	Ministre de l'Économie	Le 9 juillet 2025, visite officielle du Cube de PMI à Neuchâtel, en Suisse, en marge de la soixante-sixième série de réunions des assemblées des États membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), qui s'est tenue à Genève. ³²⁶
Philippines	Journaliste	Voyage d'une semaine à Genève en juillet 2022. En plus de la visite du Cube à Neuchâtel, le voyage comprenait la découverte de « l'horlogerie, le fromage et le chocolat » ainsi qu'une excursion d'une journée à Annecy, ville frontalière et capitale française de la crème glacée. ³²⁷
Royaume-Uni	Lord Vaisey de Didcot	Séjour du 31 mars au 1er avril 2025 pour visiter le Cube de PMI à Neuchâtel, en Suisse. PMI a pris en charge les frais de vol et d'hébergement. ³²⁸
Au niveau mondial	Professionnels des médias, chercheurs	Participation à Technovation, un événement de PMI qui s'est tenu dans les installations du Cube à Neuchâtel, en Suisse, le 31 octobre 2023, ³²⁹ en décembre 2024 ³³⁰ et le 27 mai 2025. ³³¹

*Le Conseil d'État in corpore de Neuchâtel, c'est-à-dire l'ensemble du gouvernement cantonal, rencontre la direction de PMI à chaque année pour écouter ses propositions.³³²

ANNEXE IV : LES MISSIONS DIPLOMATIQUES IMPLIQUÉES DANS LA PROMOTION DU TABAC

PAYS	ACTIVITÉ DE PROMOTION DU TABAC
Bangladesh	Le 4 novembre 2024, une délégation dirigée par le directeur des affaires internationales de JT a rencontré le chargé d'affaires de l'ambassade du Bangladesh à Tokyo , qui a approuvé les activités de JT au Bangladesh et a souhaité voir ses activités s'y poursuivre. ³³³
Honduras	L'ambassadeur du Honduras, Mauricio Arturo Bueso, a visité le stand de l'Association fédérale de l'industrie du cigare lors du Festival d'été 2024 du groupe parlementaire allemand pour les petites et moyennes entreprises, un groupe de démocrates-chrétiens au Parlement fédéral. ³³⁴
	En Bolivie , le 5 juin 2024, l'ambassade du Japon a appuyé le projet YAKU parrainé par JTI, qui vise à fournir des infrastructures de base aux habitants des villes de La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. ³³⁵
	En juin 2024, l'ambassade du Japon au Cambodge a favorisé la signature d'un protocole d'entente entre JTI Cambodge et le ministère de l'Environnement afin de renforcer les efforts de conservation de l'environnement et le développement durable. ³³⁶
	En mars 2024, le PDG mondial de JT a inauguré un nouveau bureau de JTI au Caire et rencontré Oka Hiroshi, ambassadeur du Japon en Égypte , avec lequel il a discuté des étapes importantes franchies par l'entreprise sur le marché égyptien et exploré les futures opportunités d'investissement de JTI afin de consolider sa présence en Égypte. ³³⁷
Japon	En mai 2023, l'ambassadeur du Japon en Indonésie , Kanasugi Kenji, a assisté au lancement de l'initiative de RSE entre la Fondation Wahid et JTI Indonésie visant à créer un village de la paix dans la région de Banyuwangi, dans l'est de Java. ³³⁸
	Le 26 avril 2023, l'ambassadeur du Japon au Liban , Magoshi Masayuki, a donné son approbation au projet de système d'éclairage solaire financé par JTI au musée national Gibran à Bcharri. ³³⁹
	Le 6 février 2025, l'ambassadeur du Japon au Nicaragua a visité la manufacture de tabac Joya de Nicaragua à Esteli. ³⁴⁰
	Le 12 septembre 2024, l'ambassade du Japon a favorisé la signature d'un protocole d'entente entre le gouvernement de la Tanzanie et Japan Tobacco afin de soutenir les communautés dans les régions où les feuilles de tabac sont achetées. Le protocole d'accord a été signé par le vice-ministre d'Etat, au nom du gouvernement et du cabinet du Premier ministre, et par le PDG de JT. ³⁴¹

PAYS	ACTIVITÉ DE PROMOTION DU TABAC
République de Corée	<p>L'inauguration de la nouvelle usine KT&G au Kazakhstan a réuni le PDG de KT&G, Bang Kyung-man, le gouverneur de la région d'Almaty, Sultangaziev Marat Eleusizovich, et l'ambassadeur de Corée au Kazakhstan, Cho Tae-ick.³⁴²</p> <p>En février 2025, l'ambassadeur de Corée en Turquie, Yeon-doo Jeong, a assisté à la célébration de KT&G pour son usine turque, considérée comme « l'une des meilleures au niveau mondial » pour étendre ses opérations globales.³⁴³</p> <p>Le 24 septembre 2023, l'ambassadeur sud-coréen en Indonésie, Sang Deok Lee, et l'ambassadeur sud-coréen auprès de l'ASEAN, Jang Keun Lee, ont participé à l'événement de plogging organisé par KT&G à Jakarta pour célébrer le 50e anniversaire des relations diplomatiques entre l'Indonésie et la Corée.³⁴⁴</p>
Nicaragua	<p>L'ambassade du Nicaragua en Chine a participé en tant qu'invité d'honneur à un événement de promotion du cigare et du tabac à Pékin. À cette occasion, l'ambassade a lancé une invitation à participer au 12e Festival international du tabac Puro Sabor.³⁴⁵</p>
Royaume-Uni	<p>En février 2023, un représentant de l'ambassade britannique au Liban a assisté à l'inauguration d'une nouvelle chaîne de production de la Régie, le monopole d'État libanais du tabac. Des représentants de compagnies internationales de tabac ont également assisté à la cérémonie.³⁴⁶</p>

ANNEXE V : PRIX ET DISTINCTIONS DÉCERNÉES AUX FABRICANTS DE TABAC

PAYS	FONCTIONNAIRE/ MINISTÈRE	RÉCOMPENSE	COMPAGNIE
Bangladesh	Ministre du Commerce	Prix du meilleur rapport annuel ³⁴⁷	BAT Bangladesh
	Conseil national du Revenu (NBR)	Meilleur contribuable ³⁴⁸	BAT Bangladesh
	Les conseillers financiers et commerciaux	Prix ICMAB de la meilleure entreprise 2023 ³⁴⁹	BAT Bangladesh
Bulgarie	Président de la commission de l'Économie et de l'Innovation du Parlement	Lauréat de la campagne « 24 Chasa » « Business Honoris Causa » pour son soutien au développement des communautés locales ³⁵⁰	Philip Morris Bulgarie
Cambodge	Gouvernement royal du Cambodge	Prix Médaille d'or du respect des obligations fiscales en 2023; prix de reconnaissance à l'un des plus grands contribuables en 2024; ³⁵¹ exemption d'audit pendant deux ans	JTI Cambodge
République tchèque	Business for Society s'est associé à un représentant de la Commission européenne en République tchèque avec le parrainage du président tchèque	Prix TOP à la grande entreprise la plus responsable en 2024 ³⁵²	Philip Morris ČR a.s.
Indonésie	Gouvernement provincial de Java central	3e place du Prix RSE 2025 (secteur privé)	PT Nojorono Kudus ³⁵³
République de Corée	Reconnaissance du Président, via le ministre de la Justice	Mots de reconnaissance du Président lors de la remise des prix de la prévention de la criminalité 2023 ³⁵⁴	KT&G
Nigeria	L'Agence nationale d'application des normes et réglementations environnementales et le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles de l'Etat d'Oyo	Décembre 2024, Prix aux installations industrielles les mieux entretenues dans la catégorie des multinationales ³⁵⁵	BAT Nigeria
Pakistan	Premier ministre	Mars 2024, Prix au deuxième plus grand contribuable, toutes catégories d'impôts confondues ³⁵⁶	Pakistan Tobacco Company

PAYS	FONCTIONNAIRE/ MINISTÈRE	RÉCOMPENSE	COMPAGNIE
Tanzanie	Présidente Samia Suluhu Hassan	Remise du Prix au contribuable le plus respectueux des obligations fiscales dans le secteur manufacturier pour l'exercice 2023-2024, lors de la Journée de reconnaissance des contribuables ³⁵⁷	Tanzania Cigarette Company Plc
Thaïlande	Ministère des Finances	Prix ITA 2024, octroi d'une « note d'excellence » parmi 51 entreprises publiques ³⁵⁸	Autorité thaïlandaise du tabac
Turquie	Président	Premier exportateur	PMI pour 2022 ³⁵⁹ et JTI pour 2023 ³⁶⁰
Royaume-Uni	Ministère du Travail et des Retraites	Certification fondée sur l'équité	BAT utilise le terme « prix de reconnaissance » dans son matériel promotionnel et affirme : « Nous sommes fiers de conserver notre accréditation du gouvernement britannique "Leader de confiance en matière de handicaps" (niveau 3), valide jusqu'en 2026. » ³⁶¹

ANNEXE VI : LA DYNAMIQUE DES PORTES TOURNANTES ENTRE LA FONCTION PUBLIQUE ET L'INDUSTRIE

PAYS	GOUVERNEMENT		INDUSTRIE
Bangladesh	M. Shirajun Noor Chowdhury, secrétaire adjoint au ministère des Finances	<>	Nommé directeur non exécutif du conseil d'administration de BAT le 12 mai 2022 ³⁶²
Brésil	Alessandra Bastos Soares, a dirigé une division de l'Anvisa (2017-2020)	>	Consultante auprès de BAT Brésil depuis 2021 ³⁶³
République démocratique du Congo	Député au Parlement	<>	Directeur général de Shenimed, l'un des principaux distributeurs de cigarettes (affilié à JT) ³⁶⁴
Colombie	Joaquín Campo, ancien conseiller législatif au Congrès (2015-2019), conseiller auprès de la Direction de l'accès à la terre (2019-2020)	>	Co-gérant associé de la marque de cigarettes électroniques jetables GluCloud ³⁶⁵
	Juan Carlos R Piedrahita, ancien directeur de l'agence de renseignement, ancien directeur de l'agence antidrogue, ancien conseiller présidentiel pour la sécurité	>	Directeur des affaires juridiques et externes de BAT ³⁶⁶
	Claudia De Francisco, ancienne ministre des Communications	>	Directrice associée chez SEC Newgate Communications (anciennement Seclatam), ³⁶⁷ une compagnie de lobbying dont BAT est l'un des clients ³⁶⁸
Équateur	Nouvel ambassadeur de l'Équateur aux États-Unis, 2025 ³⁶⁹	<	Ancien directeur des affaires générales d'ITABSA, filiale de Philip Morris pour l'Équateur et le Pérou
Géorgie	M. Irakli Nadareishvili, vice-ministre de l'Économie et du Développement durable	<	Ancien directeur commercial d'Imperial Brands pour la Géorgie et la Moldavie (2013-2016) ³⁷⁰
Allemagne	Torsten Albig, Parti social-démocrate allemand (SPD), ancien ministre-président du Land de Schleswig-Holstein (2012-2017)	>	Chef des affaires extérieures chez PMI depuis 2023 ³⁷¹
Ghana	Herbert Krapa, vice-ministre de l'Énergie	<	Il a précédemment travaillé chez BAT Ghana ³⁷²
Israël	Maître Ilan Bombach, avocat proche du gouvernement et membre haut placé du parti Shas	>	Philip Morris ³⁷³

PAYS	GOUVERNEMENT	INDUSTRIE
Jamaïque	Représentant du Parti national populaire (PNP) pour St. Mary South East, ancien conseiller du ministre de la Sécurité nationale et directeur des politiques électorales et affaires parlementaires ³⁷⁴	< Christopher Brown, ancien directeur de Carreras, chef des affaires juridiques et externes pour 24 marchés dans les Caraïbes ³⁷⁵
Japon	Hauts fonctionnaires à la retraite ayant occupé des fonctions au sein du gouvernement	> Postes au sein du conseil d'administration de JT ³⁷⁶
Jordanie	Ministre du Commerce, réinstallé en septembre 2024	<> Poste de consultant chez PMI
Nouvelle-Zélande	M. Chris Bishop, ministre des Transports	< Ancien directeur des affaires générales de PMINZ (2011-2014) ³⁷⁷
	Apirana Dawson, ancien directeur des opérations et de la recherche, NZ First Party	> Directeur des affaires extérieures et des communications de PMINZ depuis mai 2025 ³⁷⁸
Pakistan	Ancien secrétaire principal du Premier ministre	> M. Nasir Mahmood Khan Khosa, Président du C.A. de PTC, 24 avril 2025 ³⁷⁹
	Ancien secrétaire à l'Eau et à l'Énergie, secrétaire au Commerce et secrétaire du Cabinet, entre autres fonctions de haut niveau	> M. Zafar Mahmood, ancien président du C.A. de PTC (2016-23 avril 2024) ³⁸⁰
	Muhammad Riaz, ancien membre du Conseil fédéral du revenu, du cabinet du Premier ministre et du secrétariat de l'Assemblée nationale ³⁸¹	> Administrateur indépendant, Pakistan Tobacco Company
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Ancien secrétaire adjoint (politique fiscale), division de la politique économique ³⁸²	> Directeur des affaires générales de BAT PNG
Paraguay	Juan Carlos Lopez Moreira, chef de cabinet de l'administration précédente	> Conseil d'administration de Palermo S.A. ³⁸³
	Wojciech Bronicki, ancien directeur du département des droits d'accise et des taxes sur les jeux, ministère des Finances ³⁸⁴	> Associé de BBGTAX, cabinet de conseil fiscal pour les fabricants de tabac ³⁸⁵
Pologne	Directrice du département des droits d'accise et des taxes sur les jeux, ministère des Finances ³⁸⁶	< Edyta Bialas-Giejbatow, ancienne associée du cabinet-conseil de Wojciech Bronicki

PAYS	GOUVERNEMENT	INDUSTRIE
Roumanie	Mihai Bundoï, ancien conseiller principal au ministère de la Santé	> Chef des affaires scientifiques et médicales de Philip Morris România (2022) ³⁸⁷
Slovénie	Gregor Krajc, ancien secrétaire d'État, et Jernej Pavlin, ancien agent des relations publiques du gouvernement	> Respectivement lobbyiste enregistré pour PMI ³⁸⁸ et lobbyiste pour JT ³⁸⁹
Afrique du Sud	Navi Pillay, ancienne juge suppléante de la Cour supérieure d'Afrique du Sud	> Membre du Conseil d'experts IMPACT de PMI depuis 2017 ³⁹⁰
Sri Lanka	Kushan D'Alwis, président du Bureau de l'unité nationale et de la réconciliation, membre du Conseil d'investissement et du Comité consultatif sur la stabilité du système financier de la Banque centrale ³⁹¹	<> Administrateur indépendant non exécutif, conseil d'administration de Ceylon Tobacco Company depuis le 20 avril 2022 ³⁹²
	Suresh Shah, nommé en septembre 2022 Chef de l'unité de restructuration des entreprises publiques au ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique	<> Au moment de sa nomination, il occupait le poste de président du C.A. de la Ceylon Tobacco Company ³⁹³
Suisse	Thomas Borer, ancien ambassadeur suisse	> Dirige aujourd'hui un cabinet de conseil, dont JUUL était l'un des clients ³⁹⁴
Tanzanie	Hon. Mohamed Chande Othman, ancien président de la Cour suprême de Tanzanie	> Nouveau président du conseil d'administration de TCC Plc à compter du 12 février 2025 ³⁹⁵
Thaïlande	Ancien secrétaire permanent du ministère de l'Agriculture	> Président de l'Autorité thaïlandaise du tabac (TOAT) ³⁹⁶ dont le C.A. inclut des hauts fonctionnaires à la retraite
Tunisie	Le ministre des Finances et trois fonctionnaires du ministère des Finances	<> Président du conseil d'administration de la RNTA ^{397,398} et trois fonctionnaires du ministère des Finances sont membres du C.A.
États-Unis	Jenny (Mary-Sumpter) Lapinski, ancienne conseillère en santé publique et sciences	> A rejoint Juul Labs en janvier 2025 pour diriger le bureau de lobbying fédéral ³⁹⁹
Uruguay	Eduardo Mezzera, ancien vice-ministre des Affaires étrangères, a occupé plusieurs fonctions au sein du Parti national qui est au pouvoir	> Le cabinet d'avocats de Mezzera serait à la tête des poursuites judiciaires intentées par les fabricants de tabac ⁴⁰⁰

PRINCIPAUX COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES PAR PAYS

1. Argentine : Fundación Interamericana del Corazón Argentina
2. Afrique du Sud : Dhamaravelli Moodley, consultant, National Council Against Smoking
3. Allemagne : Laura Graen, German Cancer Research Center
4. Bangladesh : PROGGA Knowledge for Progress
5. Belgique : Silke Cnockaert, Stefanie Vandevijvere, and Suzannah D'Hooghe (Sciensano)
6. Bolivie : Fundación InterAmericana del Corazón
7. Bosnie-Herzégovine : Progressive Reinforcement of Organizations and Individuals
8. Botswana : Anti-Tobacco Network
9. Brésil : ACT Health Promotion; Observatory for Monitoring TI Strategies, the Center for Studies on Tobacco and Health (CETAB); National School of Public Health (ENSP); Oswaldo Cruz Foundation (Fiocruz)
10. Brunei Darussalam : Ministère de la Santé
11. Bulgarie : Smoke-Free Life Coalition
12. Burkina Faso : Afrique contre le tabac
13. Cambodge : Cambodia Movement for Health
14. Cameroun : Coalition camerounaise contre le tabac
15. Canada : Action on Smoking & Health (ASH Canada)
16. Chili : Alianza ENT Chile
17. Chine : Consultant
18. Colombie : Red Papaz
19. Corée (République de) : Korea Center for Tobacco Control Research & Education
20. Costa Rica : Red Nacional Antitabaco
21. Côte d'Ivoire : Comité/Club Unesco Universitaire pour la lutte contre la drogue et autres pandémies
22. Danemark : Charlotta Pisinger; University of Southern Denmark; Tryg Foundation
23. Égypte : Cairo Association Against Smoking, Tuberculosis and Lung Diseases (CASTLE)
24. El Salvador : Centro para la Defensa del Consumidor
25. Équateur : Fundación Ecuatoriana de Salud Respiratoria (FESAR); Alianza Antitabaco; Alianza Juvenil Antitabaco; Corporate Accountability
26. Espagne : Institut Català d'Oncologia
27. États-Unis : Action on Smoking & Health
28. Éthiopie : Health Development & Anti-Malaria Association
29. Fidji : Fiji Cancer Society
30. Finlande : Action on Smoking and Health (ASH Finland)
31. France : Comité national contre le tabagisme (CNTC)
32. Gabon : Mouvement populaire pour la santé au Gabon
33. Géorgie : Tobacco Control Alliance, Georgia
34. Ghana : Vision for Accelerated Sustainable Development (VASD)
35. Guatemala : Departamento de Investigación, Unidad de Cirugía Cardiovascular
36. Honduras : Centro de Promoción en Salud y Asistencia Familiar
37. Hongrie : Consultant
38. Îles Salomon : Global Youth Leadership Nexus
39. Inde : Dialectics Services Pte Ltd; Partners in Change
40. Indonésie : Indonesia Health Policy Forum (RUKKI)
41. Irak : Center for Health Development, Baghdad
42. Iran (République islamique d') : Iranian Anti-Tobacco Association
43. Israël : Smoke Free Israel
44. Italie : Laboratory of Lifestyle Research, Department of Medical Epidemiology, Istituto di Ricerche Farmacologiche Mario Negri
45. Jamaïque : SDW Consulting Company; Jamaica Coalition for Tobacco Control
46. Japon : Japan Society for Tobacco Control
47. Jordanie : Global Alliance for Tobacco Control; Department of Medical Epidemiology and Biostatistics, Karolinska Institutet, Sweden; Cancer Control Office, King Hussein Cancer Center; Tobacco Free Jordan; National Jordanian Anti-Smoking Society; et al.

-
- 48.** Kazakhstan : For a Smoke-Free Kazakhstan (Salauat Astana)
- 49.** Kenya : Consumer Information Network
- 50.** Koweït : Lama El Kadi, consultante
- 51.** Liban : Lama El Kadi, consultante
- 52.** Madagascar : NY SAHY
- 53.** Malaisie : Women's Action for Tobacco Control and Health
- 54.** Malawi : Drug Fight Malawi
- 55.** Maldives : Maldives Cancer Research Foundation
- 56.** Maurice : Marie France Chan Sun, professeure agrégée, Université de Maurice
- 57.** Mexique : Salud Justa México
- 58.** Mongolie : Healthy City Association
- 59.** Monténégro : Stevo Muk, consultant
- 60.** Mozambique : Associação Moçambicana de Saúde Pública
- 61.** Myanmar : People's Health Foundation
- 62.** Népal : Health Rights & Tobacco Control Network
- 63.** Nicaragua : Consultants
- 64.** Nigeria : Corporate Accountability and Public Participation for Africa (CAPP)
- 65.** Norvège : Norwegian Cancer Society
- 66.** Nouvelle-Zélande/Aotearoa : Cancer Society of New Zealand
- 67.** Oman : Ruth Mabry, consultante
- 68.** Ouganda : Hellen Neima, consultante; Health Consumers' Organisation (UNHCO)
- 69.** Pakistan : Society for Alternative Media and Research
- 70.** Palaos : Coalition for a Tobacco Free Palau
- 71.** Panama : Facultad de Economía de la Universidad de Panamá
- 72.** Papouasie-Nouvelle-Guinée : Kia-Henry W. Nema, consultant
- 73.** Paraguay : Enfoque Territorial
- 74.** Pays-Bas : Trimbos Institute
- 75.** Pérou : Comisión Nacional de Lucha Antitabáquica (COLAT)
- 76.** Philippines : HealthJustice Philippines
- 77.** Pologne : Department of Public Health and Social Medicine, Medical University of Gdansk
- 78.** RDP Lao : Consultants
- 79.** République démocratique du Congo : Alliance congolaise contre le tabac (ACCT)
- 80.** République dominicaine : Alianza Dominicana Antitabaquismo
- 81.** République tchèque : Première faculté de médecine, Université Charles, Prague
- 82.** Roumanie : AER Pur Romania
- 83.** Royaume-Uni : Tobacco Control Research Group, University of Bath
- 84.** Sénégal : Ligue sénégalaise contre le tabac
- 85.** Slovénie : No Excuse Slovenia
- 86.** Soudan : Ikhlass Nimir, consultant
- 87.** Sri Lanka : Alcohol & Drug Information Centre
- 88.** Suède : A Non Smoking Generation
- 89.** Suisse : Association suisse pour la prévention du tabagisme
- 90.** Tanzanie : Tanzania Tobacco Control Forum
- 91.** Tchad : Association pour la Défense des Droits des Consommateurs (ADC)
- 92.** Thaïlande : Action on Smoking and Health Foundation
- 93.** Tunisie : Khaoula Sliti, responsable des politiques et du plaidoyer; Beder
- 94.** Turquie : Turkish National Coalition on Tobacco or Health
- 95.** Ukraine : Advocacy Center LIFE
- 96.** Uruguay : Organización Multidisciplinaria para la Integración Social (OMIS)
- 97.** Venezuela : Asociación Civil Tabaco o Salud
- 98.** Vietnam : HealthBridge Vietnam
- 99.** Yémen : Consultant
- 100.** Zambie : Tobacco-Free Association of Zambia (TOFAZA)

Nous tenons à remercier tout particulièrement nos collaborateurs du **Soudan**, **d'Ukraine** et du **Yémen** qui ont travaillé dans des conditions extrêmement difficiles pour produire leur rapport national.

NOTES

1. World Health Organization. Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. 2008. Available from: https://www.who.int/fctc/guidelines/article_5_3.pdf
2. Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2019. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thailand. 2019 Sep. Available from: <https://bit.ly/3x4yMvv>
3. Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2020. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thailand. 2020 Nov. Available from: <https://bit.ly/3kNOCs7>
4. Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2021. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thailand. 2021 Nov. Available from: <https://bit.ly/49aOIK2>
5. Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2023. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thailand. 2023 Nov. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/>
6. Assunta M., Dorotheo E. U. SEATCA Tobacco Industry Interference Index: a tool for measuring implementation of WHO Framework Convention on Tobacco Control Article 5.3, *Tob Control*. 2014. Available from: <https://tobaccocontrol.bmj.com/content/25/3/313>
7. Consultation list. Act amending the Tobacco Products Act etc. and various other acts. 2024 Feb 8. Available from: <https://prodstoragehoeringspo.blob.core.windows.net/ee603607-748a-4fab-852b-d37f9bf35382/H%C3%B8ringssliste.pdf>
8. Ministry of the Interior and Health. Commented Consultation Document. 2024 Sep 16. Available from: <https://www.ft.dk/samling/2024/l/lovforslag/L53/bilag/l/2915601/index.htm>
9. Tobaks Producenterne. Contacting the Health Committee (SUU) regarding requirements for standardization of the individual cigarette in L53 and related announcement. Tobacco Manufacturers. 2024 Oct 24. Available from: <https://www.ft.dk/samling/2024/l/lovforslag/L53/bilag/7/2925921/index.htm>
10. CodeBlue. Deputy minister shockingly admits tobacco and vape industry killed GEG proposal. 2024 Mar 14. Available from: <https://codeblue.galencentre.org/2024/03/deputy-minister-shockingly-admits-tobacco-vape-industry-killed-geg-proposal/>
11. Analizan iniciativa que regula venta de cigarrillos electrónicos. Congreso de la República de Guatemala. Available from: https://www.congreso.gob.gt/noticias_congreso/12968/2025/l
12. Transparency International Slovenia, Politična integriteta: med priporočili in prakso – Študija primera Slovenije. 2023. Available from: transparency.si
13. Zdravstveni portal, 'Tobačni zakon: KPK poslancem očita nekritično povzemanje navedb industrije.' 2019 Jun 18. Available from: zdravstveniportal.si
14. Zdravstveni portal. 'Tobačni zakon: KPK poslancem očita nekritično povzemanje navedb industrije.' 2019 Jun 18. Available from: zdravstveniportal.si
15. Vijesti. Nicotine snus is harmful, but there's no way it should be banned. 2025 May 31. Available from: https://www.vijesti.me/vijesti/ekonomija/760692/nikotinski-snus-stetan-ali-nikako-da-ga-zabrane?utm_campaign=vijesti_share_counter&utm_medium=app_ios&utm_source=vijesti_ios
16. Argentina Ministry of Health. Resolution 565/2023. 2023 Mar 23. Available from: <https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/283303/20230327>
17. Fernández, Belén. Massalin suspends a US \$300 million investment in Argentina after the government blocks heated-tobacco products. 2023 Mar 28: Available from: <https://www.cronista.com/negocios/massalin-suspende-inversion-de-us-300-millones-en-la-argentina-por-freno-del-gobierno-al-tabaco-calentado/>
18. Williams, Adam. Ex-minister leads latest bid to legalise and regulate e-cigarettes in Argentina. 2023 Apr 11. Available from: <https://ecigintelligence.com/ex-minister-leads-latest-bid-to-legalise-and-regulate-e-cigarettes-in-argentina/>
19. Thronicke, S. Projeto de Lei N° 5008, de 2023. In: Observatório Sobre as Estratégias da Indústria do Tabaco, Rio de Janeiro. 2025. Available from: <https://encurtador.com.br/Z6KMa>
20. Agência Senado. Soraya Thronicke defende regulamentação para cigarros eletrônicos no Brasil. In: Observatório Sobre as Estratégias da Indústria do Tabaco, Rio de Janeiro, 2025. Available from: <https://abre.ai/mOWI>
21. Scofield, L., Oliveira, R., Feifel, B. Como a bancada do fumo virou defensora dos "vapes" no Congresso. In: Observatório Sobre as Estratégias da Indústria do Tabaco, Rio de Janeiro. 2025. Available from: <https://abre.ai/mOXe>
22. Lichotti C. A senator on the wings of the Vape. Piaui. 2024 Dec 12. Available from: <https://piaui.folha.uol.com.br/senadora-soraya-thronicke-vape-viagem-philip-morris/>
23. ACT Promoção da Saúde, Oswaldo Cruz Foundation,

-
- Global Center for Good Governance in Tobacco Control. Tobacco Industry Interference Index Brazil 2025. Rio de Janeiro: ACT Promoção da Saúde, 2025
24. May 15, 2024, at a forum organized by El Tiempo and sponsored by British American Tobacco, Senator José David Name invited the tobacco industry to join technical committee. He downplayed the risks of e-cigarettes, cigarettes, arguing they are different from traditional tobacco because they do not contain tar. He praised BAT's Corporate Affairs Director for his role in shaping Law 2354. 2025 Mar 18. *Control de Vapeadores: ¿Qué viene con la aprobación de la ley 2354 que regula estos artefactos?* [Video]. Available from: <https://www.youtube.com/live/JpURdbv2-s0>
 25. Échele Cabeza. X (formerly Twitter). Available from: <https://x.com/echelecabeza/status/1828470904126402667>
 26. Congreso Visible. "Por medio del cual se modifica el artículo 49 de la Constitución Política de Colombia, se regulariza el cannabis de uso adulto y se dictan otras disposiciones (Cannabis de uso adulto)." Available from: [https://congresovisible.uniandes.edu.co/proyectos-de-ley/por-medio-del-cual-se-modifica-el-articulo-49-de-la-constitucion-politica-de-colombia-se-regulariza-el-cannabis-de-uso-adulto-y-se-dicantan-otras-disposiciones-cannabis-de-uso-adulto/13003/](https://congresovisible.uniandes.edu.co/proyectos-de-ley/por-medio-del-cual-se-modifica-el-articulo-49-de-la-constitucion-politica-de-colombia-se-regulariza-el-cannabis-de-uso-adulto-y-se-dicantan-otras-disposiciones-cannabis-de-uso-adulto/)
 27. SpyDa. Ghana News Online. Industry interference in the passage of excise tax on tobacco products in Ghana was real. 2023 Nov 15. Available from: <https://ghananewsonline.com.gh/industry-interference-in-the-passage-of-excise-tax-on-tobacco-products-in-ghana-was-real/>
 28. Environews. Health: ILDI presents the first results of the study on the interference of the tobacco industry in the fight in the DRC. 2023 Oct 27. Available from: <https://environews-rdc.net/2023/10/27/sante-ildi-presente-les-liers-resultats-de-letude-sur-lingerence-de-lindustrie-du-tabac-dans-la-lutte-en-rdc/#:~:text=C%E2%80%99est%20dans%20le%20but%20d%E2%80%99attirer,%C2%BB%20Indique%20edit%20document>
 29. Ministry of Finance: Shenimed Calls on Government to Get Involved in Fighting Smuggling. MartinInfos.net. 2019 Oct 31. Available from: Ministry of Finance: Shenimed Calls on Government to Get Involved in Fighting Smuggling
 30. Jeunes Patriotes Congolais's Post. National Assembly Office Speaker Election: Hon. Mwanza Hamissi Singoma is set to be the next successor to VK. 2025 Sep 27. Available from: (20+) Élection du président du bureau à... - Jeunes Patriotes Congolais | Facebook
 31. Talatala. Singoma Mwanza Hamisi. Available from: MP Singoma Mwanza Hamisi
 32. Republik. "There are simply too many excesses today." 2019 Oct 07. Available from: <https://www.republik.ch/2019/10/07/es-gibt-heute-einfach-zu-viele-exzesse>
 33. Registre des accrédités. Bundesgesetz über die Bundesversammlung vom 13. Dezember 2002 (Parlamentsgesetz), 2025 Sep 11. Available from: <https://www.parlament.ch/centers/documents/de/zutrittsberechtigte-nr.pdf>
 34. The Swiss Parliament – The Federal Assembly. National Council- Markus Ritter. Available from: <https://www.parlament.ch/en/biografie/markus-ritter/4052>
 35. Tobacco Tactics. Cigarette filters. 2025 Apr 23. Available from: <https://www.tobaccotactics.org/article/cigarette-filters/>
 36. The Parliament Politics. New campaign aims to eradicate the most common form of plastic rubbish in the world. 2025 Feb 07. Available from: <https://parliamentnews.co.uk/new-campaign-aims-to-eradicate-the-most-common-form-of-plastic-rubbish-in-the-world>
 37. Conservatives. Labour reject Caroline's plan to improve our sea and beaches. 2025 Mar 26. Available from: <https://www.caroline4gospot.co.uk/news/labour-reject-carolines-plan-improve-our-sea-and-beaches>
 38. The Republic of Uganda. Tobacco Control Act 2015: Section 20 (1) and (2). Available from: <https://assets.tobaccocontrollaws.org/uploads/legislation/Uganda/Uganda-TCA-native.pdf>
 39. Committee on Finance, Planning and Economic Development. Programme for Finalisation of Tax Amendment Bills 2025, 22-30 April 2025. No url available.
 40. Namkwahe J. Tanzania: New Tobacco Control Act on the offing. AllAfrica. 2017 May 31. Available from: <https://allafrica.com/stories/201706010060.html>
 41. TOFAZA. Zambia Tobacco Industry Interference Index 2023. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/country/ZM>
 42. Soko L. Economic interests and industry lobbying hinder passage of Zambia's tobacco control legislation despite health crisis. Makanday. 2024 Aug 9. Available from: <https://makanday.org/economic-interests-and-industry-lobbying-hinder-passage-of-zambias-tobacco-control-legislation-despite-health-crisis/>
 43. National Parliament of Papua New Guinea. Tobacco Control Act 2016. Available from: <https://www.parliament.gov.pg/index.php/bills-and-legislation/view/tobacco-control-act-2016>

-
44. Nema KH. Papua New Guinea Tobacco Industry Interference Index 2025. 2025 Jun. Available from: <https://globaltobaccoindex.org>
45. Meeting between the Minister of Economy and the private entrepreneurs of Bolivia and the national chamber of industry where CITSA and Kortabaco are members of both institutions. 2024 Feb 19. Available from: <https://bit.ly/4kpUm73>
46. Garron A.K., Del Barco E.O. Bolivia Tobacco Industry Interference Index 2025. Inter-Americana del Corazón, Bolivia. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/country/BO>
47. Association of Progressive Reinforcement of Organisations and Individuals. Bosnia and Herzegovina Tobacco Industry Interference Index 2025. 2025 Mar. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/country/BA>
48. La Política Online. Government to deputies: "We have to pass the tobacco issue; we must deliver for Massalin." 2024 Aug 03. Available from: <https://www.lapolitica-online.com/politica/el-gobierno-a-los-diputados-hay-que-aprobar-lo-del-tabaco-tenemos-que-cumplir-con-massalin/>
49. El Movimiento. Tobacco company Massalin places its former executives in Milei's government to benefit itself. 2024 Aug 1. Available from: <https://www.elmovimiento.ar/nota-la-tabacalera-massalin-coloca-a-sus-ex-directivos-en-el-gobierno-de-milei-para-beneficiarse-64878>
50. Tbilisi Tobacco. Raw materials and blending. Retrieved June 21, 2025. Available from: <https://tbilisitobacco.ge>
51. Amendments on "Tax Code", N 4203-XIVMS-XMP, 29/05/2024. Legislative Herald of Georgia. Retrieved June 20, 2025. Available from: <https://matsne.gov.ge/ka/document/view/6177582?publication=0>
52. Official reference of the proposals, opinions and objections, received and published on the internet website of the Ministry of finances, on Strategy.bg, and on the portal of the civil consultations, on Draft Act amending and supplementing the Excise Duties and Tax Warehouses Act. Available from: <https://www.minfin.bg/upload/56497/Spravka%2B-%2BZID%2B-%2BZADS.pdf>
53. Victory for the airports authority: Tax exemption on duty-free cigarettes will be fully abolished only in 2028. Zvi Zarhia, Calcalist. 2024 Mar 04. Available from: https://www.calcalist.co.il/local_news/article/hk5na4xpt
54. Nati Tucker. Another 100 million shekels hostage: Gafni does not approve the tax on duty-free cigarettes. TheMarker. 2024 Jun 18. Another NIS 100 Million Hostage: Gafni Refuses to Approve the Duty Free Tax on Cigarettes - News Items - TheMarker
55. Podatki.gov.pl Cooperation Program. Available from: <https://www.podatki.gov.pl/program-wspoldzialania/>
56. Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche. Analysis of the fiscal and medical impact of increasing excise taxes on tobacco products in Ukraine. 2024. Available from: <https://wiiw.ac.at/analysis-of-the-fiscal-and-health-impact-of-increasing-tobacco-excise-taxes-in-ukraine-ukrainian-version-analiz-fiskal-nogo-ta-medichnogo-vplivu-pidvischennja-akciziv-na-tjutjunovi-virobi-v-ukraini-dlp-6996.pdf>
57. Ministry of Public Health. Al-Abyad during the launch of the national campaign to raise awareness against cancer. 2024 Feb 04. Available from: Abiad & Halabi Launch The National Cancer Awareness Campaign
58. Regie Lebanon. Mawlawi's visit to the Regie: pledging state support for its farmer-centric approach. 2024 Feb 11. Available from: <https://www.regie.com.lb/article/798/mawlawis-visit-to-the-regie-pledging-state-support/en>
59. Paie Tunisie : Fiche de Paie - Bulletin de Paie - Conventions Collectives 2021 - Publications. Available from: <https://paie-tunisie.com/412/fr/210/publications/la-loi-de-finances-2021-en-tunisie-principales-dispositions>
60. Chile Ministry of Finance. Audiencias - Año 2023 - Nicolás Bohme. Available from: <https://www.leylobby.gob.cl/instituciones/AE001/audiencias/2023/456005/620566>
61. Chile Ministry of Finance. Audiencias - Año 2023 - Estefanny Artus. Available from: <https://www.leylobby.gob.cl/instituciones/AE001/audiencias/2023/567414/620568>
62. Chile Ministry of Finance. Audiencias - Año 2024 - Diego Riquelme. Available from: <https://www.leylobby.gob.cl/instituciones/AE001/audiencias/2024/456295/697244>
63. USDA. Report Name: Turkey increases special consumption tax on alcoholic drinks and tobacco products. 2022 Jan 07. Available from: https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Turkey%20Increases%20Special%20Consumption%20Tax%20on%20Alcoholic%20Drinks%20and%20Tobacco%20Products%20_Ankar Turkey_01-03-2022.pdf
64. Türkiye Today. Cigarette prices set to rise sharply in Türkiye. 2025 Jul 02. Available from: <https://www.turkiyetoday.com/business/cigarette-prices-set-to-rise-sharply-in-turkiye-3203737>
65. Ankara. Turkish tax authority fine tobacco firm 181 mln. Daily News. 2024 Aug 04. Available from: <https://www.hurriyetdailynews.com/turkiye-fines-tobacco-firm-180-mln-for-tax-evasion-199170>

-
66. Business correspondent. Bidi workers hold human chain, demand fair price, lower tariff. The Daily Observer. 2023 May 08. Available from: <https://tinyurl.com/yuyjsyak>
67. IDLC Securities Ltd. Bangladesh Budget Review FY25. 2024 Jun 09. Pg 24. Available from: http://idlc.com/securities/public/upload/research_report/pdfs/a1018455ed0c-c765e14c25c75101f708cdc270cec810969eac2bfeb1d-33c1b2d.pdf
68. Madrigal, L. Ministra protesta por posible eliminación de impuesto a vapeadores que el gobierno recauda pero no le paga a la CCSS. Delfino CR. 2025, Apr 23. Available from: https://delfino.cr/2025/04/ministra-protesta-por-posible-eliminacion-de-impuesto-a-vapeadores-que-el-gobierno-recauda-pero-no-le-paga-a-la-ccss?utm_source=Notificacion&utm_medium=WA
69. Arley A. Munive llama «lobista de tabacalera» a diputada Cynthia Córdoba. Noticias Columbia. 2025 Apr 28. Available from: <https://columbia.co.cr/munive-llama-lobista-de-tabacalera-a-diputada-cynthia-cordoba/>
70. Law on "Tobacco Control", 4059-RS. Legislative Herald of Georgia. 2010 Dec 15. Available from: <https://matsne.gov.ge/document/view/1160150?publication=17>
71. Business Ombudsman of Georgia. Official Letter to the Chair of the Parliament of Georgia N 00000173, 2024 Jun 06. (No url available)
72. Parliament of Georgia. Legislative documents for the draft amendment N 07-3/456/10, 2024 Jun 19. Available from: <https://parliament.ge/legislation/28842>
73. Medvešek M. Slovenia's tobacco embarrassment before the EU: reprimands are flying from Brussels due to incompetent officials of the Ministry of Health! Reporter. 2023 Nov 06. Available from: <https://reportersi.clanek/slovenija/tobacna-blamaza-slovenije-pred-eu-zaradi-nesposobnih-uradnikov-ministrstva-za-zdravje-letijo-opomini-iz-bruslja-1091692>
74. Sundheds-Aeldreministeriet. Ministry of Interior and Health. Annotated Consultation on draft. 2020 Dec 01. Available from: <https://prodstoragehoeringspo.blob.core.windows.net/46c7d778-9b5f-42be-a5a6-adaf43fa4c595/H%C3%B8ringsnotat%20ifm.%20bekendt%20relse%20om%20standardisering%20af%20tobakspakker.pdf>
75. Sisounonth O. Laos to enforce strict penalties on tobacco companies failing to comply with new graphic warning regulations. The Laotian Times. 2025 Aug 03. Available from: <https://seatca.org/laos-to-enforce-strict-penalties-on-tobacco-companies-failing-to-comply-with-new-graphic-warning-regulations/#:~:text=These%20packaging%20rules%2C%20which%20officially,that%20deadline%20has%20long%20passed.>
76. Global Center for Good Governance in Tobacco Control. E-cigarette ban & regulation: Global Status as of May 2025. GGTC Fact Sheet. Available from: https://files.ggtc.world/uploads/2025-06-04/14-12-37-389180/E-cigarette%20FactSheet%202025_v3.pdf
77. Bernama. Market closed to vape investments. Sarawak Tribune. 2025 May 07. Available from: <https://www.sarawaktribune.com/market-closed-to-vape-investments/>
78. The President's Office. Press Release: President ratifies 1st Amendment to Tobacco Control Act. 2024 Nov 13. Available from: <https://presidency.gov.mv/Press/Article/32159>
79. Sun. Maldives bans smoking for post-2007 generation starting Nov. 2025 May 21. Available from: <https://en.sun.mv/96605>
80. Critica.com.pa. Ban on electronic cigarettes declared unconstitutional. 2024 May 20. Available from: <https://surl.li/iknrfy>
81. Financial Capital. They accept a lawsuit of unconstitutionality against Law 315 that prohibits the use of electronic cigarettes in Panama. 2023 Sep 21. Available from: <https://surl.li/faskgf>
82. 2FIRSTS. Philip Morris International obtains Mexico's first electronic cigarette sales protection order. 2023 Jun 01. Available from: <https://www.2firsts.com/news/philip-morris-international-obtains-mexicos-first-electronic-cigarette-sales-protection-order>
83. AMLO's government will challenge Philip Morris's injunction over vape sales. 2023 May 26. Available from: <https://www.youtube.com/watch?v=85lFee96LZs>
84. Philip Morris AB. Remissvar – Justerad skatt på tobak och nikotin. 2023 Feb. Available from: <https://www.regeringen.se/contentassets/d7ac63cbd5804783b75fc8ee554ee886/philip-morris-ab.pdf>
85. Kristerssonulf. Post on Instagram. 2023 Sep 07. Available from: <https://www.instagram.com/p/Cw3FINssizl/>
86. Dagens Nyheter. The government fights for white snus in Brussels: "Our way of life". 2025 PR 30. Available from: <https://www.dn.se/varlden/regeringen-tar-strid-for-det-vita-snuset-i-bryssel-vart-satt-att-leva/>
87. Snusforumet. Swedish MEP Jessica Polfjärd: Europe needs more snus, not more bans. 2025 May 12. Available from: <https://snusforumet.se/en/swedish-mep-jessica-polfjard-europe-needs-more-snus-not-more-bans/>
88. Koninklijk Besluit van 7 november 2022 betreffende de vergoedingen voor bepaalde prestaties in het kader van het elektronische beheer van het geneesmiddelenvoorschrift, Belgisch Staatsblad. 2022 Nov 21. Available from: https://etaamb.openjustice.be/nl/koninklijk-besluit-van-07-november-2022_n2022034085.html

89. Office of the Chancellor of Justice. Minister jeopardises the appropriateness of legislative drafting of the Tobacco Act. 2025 Apr 30. Available from: <https://oikeuskansleri.fi/-/ministeri-vaaransi-tupakkalain-lainvalmistelun-asianmuksuuden>
90. Knesset. Restriction of Advertising and Marketing of Tobacco Products (Amendment No.7) 5779-2019. Available from: <https://main.knesset.gov.il/Activity/Legislation/Laws/Pages/LawBill.aspx?t=lawsuggestionssearch&lawitemid=2020202>
91. WHO Framework Convention on Tobacco Control. Guidelines for implementation of Article 13 Tobacco Advertising, Promotions and Sponsorship. Available from: <https://fctc.who.int/publications/m/item/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>
92. Global Center for Good Governance in Tobacco Control. How tobacco industry interference hinders the UN sustainable development goals. 2020 Sep 01. Available from: <https://ggtc.world/knowledge/sustainability-and-human-rights/how-tobacco-industry-interference-hinders-the-un-sustainable-development-goals>
93. Sy D.K.Tobacco industry accountability for marine pollution: country and global estimates. *Tobacco Control*. 2024 Nov 28. Available from: <https://tobaccocontrol.bmj.com/content/33/e2/e1.full>
94. WHO. Statement on behalf of WHO, including the Secretariat of the WHO Framework Convention on Tobacco Control (WHO FCTC), an entity hosted by WHO. 2024 Apr 22. Available from: https://resolutions.unep.org/inres/uploads/full_who_statement_inc_22.4.24.pdf
95. WHO. FCTC/COP10(14) Decision: Implementation of Article 18 of the WHO FCTC. 2024 Feb 10. Available from: <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/377118/fctc-cop-10-14-en.pdf?sequence=1>
96. Clean Streets CIC. 2025. Available from: <https://cleansstreetscic.co.uk/who-we-are/>
97. Rodríguez Yuleni, Milenio, They clean the beach in Islas Mujeres and remove 30,000 cigarette butts. 2024 Nov 01. Available from: <https://www.milenio.com/estados/limpi-an-playa-en-islas-mujeres-retiran-30-mil-colillas-de-cigarr>
98. OVAM. "SUP-richtlijn", z.d. Available from: <https://ovam.vlaanderen.be/sup-richtlijn>
99. Cimabel. "Cimabel | Zwerfvuil", 21 Jun 2022. Available from: <https://cimabel.be/standpunten/zwerfvuil/>
100. Hold Danmark Rent. Together we keep Denmark clean. Available from: <https://www.holddanmarkrent.dk/>
101. Boeglin P. Cigarette butts in nature: during its round tables, Bern gives the floor above all to tobacco manufacturers. *Le Temps*. 2024 Apr 09. Available from: <https://www.letemps.ch/suisse/megots-dans-la-nature-durant-ses-tables rondes berne donne surtout la parole aux fabricants de tabac>
102. Symposium: Tobacco extended producer responsibility: The next tobacco corporate social responsibility (CSR). World Conference on Tobacco Control 2025. Available from: <https://wctc2025.abstractserver.com/program/#/details/sessions/109>
103. Global Center for Good Governance in Tobacco Control. Finland: Making Tobacco Extended Producer Responsibility (EPR) Align with Article 5.3. 2025 Sep 22. Available from: <https://ggtc.world/knowledge/environment-sustainability-and-human-rights/finland-making-tobacco-epr-align-with-article-53>
104. SUOMENASH. Act amending the Waste Act. Section 6 Other definitions. 2025 May 26. Available from: <https://suomenash.fi/lausunnot/2025/luonnos-hallituksen-esitykseksi-eduskunnalle-laaksi-jatelaan-muuttamisesta/>
105. "A Tragic Discovery: How Carcinogenic Recycled Products saved South Korea from Tobacco EPR." Symposium: Tobacco extended producer responsibility: The next tobacco corporate social responsibility (CSR). World Conference on Tobacco Control 2025. Available from: <https://wctc2025.abstractserver.com/program/#/details/sessions/109>
106. Global Center for Good Governance in Tobacco Control. Tobacco Industry Corporate Social Responsibility (CSR), Extended Producer Responsibility (EPR) and Environmental, Social & Governance (ESG) Activities in Digital Media. 2025 Aug 22 Available from: https://files.ggtc.world/uploads/2025-07-14/15-10-50-948413/CSR_GTI%20version.pdf
107. PTC Annual Report 2024 (p. 13). Sustainability Highlights. Available from: <https://www.ptc.com.pk/content/dam/endmarkets/pk/en/download/investors-and-reporting/corporate-reporting/PTC-Annual-Report-2024.pdf>
108. Ceylon Tobacco Company PLC. Annual Report 2023. Available from: <https://bitly.cx/ZEBp>
109. Projet madagasikarantsika Available from : https://web.facebook.com/photo.php?fbid=1183809577080166&set=pb.100063534048533.-2207520000&type=3&locale=id_ID
110. Cruz, S. Em reunião da Abema no Rio de Janeiro, presidente do Naturatins destaca a iniciativa Floresta Viva do BNDES. In: Observatório Sobre as Estratégias da Indústria do Tabaco, Rio de Janeiro. 2025. Available from: <https://abre.ai/mQ79>
111. Ministry of Environment and Natural Resources. We continue to create alliances to reforest Esteli. 2023 Mar 22. Available from: <https://goo.su/OHUIjk>

-
- I12. Ministry of Forestry April 2023 Newsletter. Available from: https://www.forestry.gov.fj/docs/news1/april%20issue_1.pdf
- I13. Réseau RSE Zambie. Le CSRNZ et le CEEC collaborent pour amplifier l'impact social, économique et environnemental. 26 février 2025. Disponible à l'adresse : <https://csrzambia.org/category/impact/>
- I14. Japan Tobacco. Investissement communautaire (2015 à 2024). Disponible à l'adresse : https://www.jt.com/sustainability/community_investment/index.html
- I15. Kumar R. BAT Fiji awards 500 star farmers more than \$70,000 worth of farming equipment. Fijivillage. Available from: <https://bitly.cx/gfwDY>
- I16. Moala to boost income with new greenhouse and seedlings from BAT and Agriculture Ministry. Available from: <https://bitly.cx/IEYlk>
- I17. DPM Zahid launches national expansion of BAT Malaysia's "Beyond Benih" programme. Focus Malaysia. 2023 Aug 11. Available from: <https://focusmalaysia.my/dpm-zahid-launches-national-expansion-of-bat-malaysias-beyond-benih-programme/>
- I18. Surya Nepal. ASHA - Subsoiling Program. Available from: <https://www.snpl.com.np/csr/asha>
- I19. Director. Sidama Regional State Health and Drug Authority. Letter addressed to Hawassa branch of JTI – Stop the activity. [Q/G/F18/61/71] 2024 Dec 24. (Only hard copy available)
- I20. Cabalza D. DSWD hit for accepting tobacco firm's donations. The Inquirer. 2024 Aug 12. Available from: <https://newsinfo.inquirer.net/1971731/dswd-hit-for-accepting-to-bacco-firms-donations>
- I21. Lisa Marcos fb. Post: Turnover of 4 mobile laboratory clinics & and a water station to the DS. 2025 Mar 21. Available from: <https://www.facebook.com/watch/?v=2200398483690370>
- I22. Jaymalin M. DOH secretary under fire for posing with tobacco execs. PhilStar. 2025 Mar 25. Available from: <https://www.philstar.com/headlines/2025/03/25/2430858/doh-secretary-under-fire-posing-tobacco-execs>
- I23. BAT Bangladesh. Annual Report 2024, p. 213; see BATB donated to Bangladesh Labour Welfare Foundation. Available from: <https://tinyurl.com/3hxrx76k>
- I24. Smith A. Letter from cigarette distributor to MPs about scholarships irks minister. Jamaica Observer. 2023 Jul 06. Available from: <https://www.jamaicaobserver.com/2023/07/06/letter-from-cigarette-distributor-to-mps-about-scholarships-irks-minister/>
- I25. Zambia Ministry of Health. Investment Case for Tobacco Control in Zambia. 2019 Mar. UNDP. Available from: <https://files.acquia.undp.org/public/migration/zm/f6d0c8dbf67305a3bbf50fdb248e3a8e52832b27d-08195c9e56ad810b9dea8b1.pdf> Pages 9 and 38
- I126. UPND Zambia. 2024 Mar 23. Available from: <https://www.facebook.com/OfficialUPNDZambia/posts/government-emphasizes-partnerships-in-national-development-as-jti-hands-over-cla/735335722116748/>
- I127. Khmer Times. JTI Cambodia and Ministry of Environment sign MoU to strengthen environmental conservation and sustainable development. 2024 Jun 28. Available from: https://www.khmertimeskh.com/501514253/jti-cambodia-and-ministry-of-environment-sign-mou-to-strengthen-environmental-conservation-and-sustainable-development/#google_vignette
- I128. STOP. Issue Brief: How Tobacco Industry Interference Hinders the UN Sustainable Development Goals. 2020 Sep. Available from: [https://files.ggtc.world/uploads/2023-01-19/12-10-40-482136/How%20TII%20hinders%20the%20UN%20SDGs%20\(2020\).pdf](https://files.ggtc.world/uploads/2023-01-19/12-10-40-482136/How%20TII%20hinders%20the%20UN%20SDGs%20(2020).pdf)
- I129. ANF. Results of the YAKU project, which improves access to water and sanitation, are celebrated. 2024 Jun 05. Available from: <https://www.noticiasfides.com/and/celebran-resultados-del-proyecto-yaku-que-mejora-el-acceso-al-agua-y-saneamiento>
- I130. Ayman al-Mikhlaifi thanks the Hael Saeed Anam Group for its support of Taiz clubs. Alayyam. 2022 May 17. Available from: <https://www.alayyam.info/news/90CNAXM5-MLOM5T-7A00>
- I131. Michalopoulos S. Commission intends to revise tax on tobacco and alternative substances. EURACTIV. 2025 May 27. Available from: Commission to revise tax on tobacco and alternative substances - EURACTIV UK
- I132. Parliament of Zambia. Act 10 of 2022-Tobacco Act. Available from: <https://www.parliament.gov.zm/sites/default/files/documents/acts/Tobacco%20Act.pdf>
- I133. Carreras. Rapport annuel 2023, avril à décembre (p. 33 et 57-58). Disponible à l'adresse suivante : https://www.carrerasja.com/content/dam/endmarkets/jm/en/download/investors-and-reporting/results-and-reporting/annual-reports/2023_Annual_Report_-_April_to_December.pdf
- I134. This account is based on stakeholder consultation from a former BAT staffer obtained by Kia-Henry W. Nema, consultant, Papua New Guinea.
- I135. Kahn T. Business and labour push for tobacco bill to go back to Nedlac: Business Day; 2024 Sep 04. Available from: <https://www.businesslive.co.za/bd/national/health/2024-09-04-business-and-labour-push-for-tobacco-bill-to-go-back-to-nedlac/>

-
136. Kahn T. Tobacco bill to go to Nedlac for review. Nedlac task team expected to hold its first meeting on the bill next week.: Business Day; 2024 Nov 07. Available from: <https://www.businesslive.co.za/bd/national/health/2024-11-07-tobacco-bill-to-go-to-nedlac-for-review/>
137. Banda M. Participants at public hearing allegedly 'paid to oppose' proposed new anti-smoking law: Daily Maverick; 2024. Available from: <https://www.dailymaverick.co.za/article/2024-11-10-participants-at-public-hearing-allegedly-paid-to-oppose-proposed-new-anti-smoking-law/>
138. Córdoba, D. Sala IV da dos meses a Ministerio de Salud para reglamentar ley de uso de vapeadores. CR Hoy. 2014 Jun 21. Available from: <https://www.crhoy.com/nacionales/sala-iv-da-dos-meses-a-ministerio-de-salud-para-reglamentar-ley-de-uso-de-vapeadores/>
139. Philip Morris. Tobacco manufacturers appeal to the Council of State against the ban on the sale of nicotine pouches – HBVL 2023. Available from: <https://www.pmi.com/markets/belgium/nl/media-nieuws/>
140. De Specialist. "Tabaksreuzen Naar Raad van State Tegen Verkoopverbod Nicotinezakjes." 2023 May 24. Available from: https://www.despecialist.eu/nl/nieuws/tabaksreuzen-naar-raad-van-state-tegen-verkoopverbod-nicotinezakjes.html?utm_source=chatgpt.com
141. Ruth Hill. RNZ. 2024 Government delayed vape rules to suit retailers, campaigners say. 2025 Mar 19. Available from: <https://www.rnz.co.nz/news/political/513021/government-delayed-vape-rules-to-suit-retailers-campaigners-say>
142. Rijksoverheid. Addenda RIVM bij twee rapporten smaakverbod e-sigaretten. 2023. Available from: https://www.tweedekamer.nl/kamerstukken/brieven_regering/detail?id=2023Z11943&did=2023D28411
143. Ceylon Tobacco v. National Authority on Tobacco and Alcohol. Court of Appeal of Sri Lanka. 2023 Nov 27. Available from: <https://www.tobaccocontrollaws.org/litigation/decisions/ceylon-tobacco-v-national-authority-on-tobacco-and-alcohol>
144. Minister of Health Thailand. Ministerial Regulation. 2024 Nov 21. Available from: <https://assets.tobaccocontrollaws.org/uploads/legislation/Thailand/Thailand-Min.-Reg.-on-Contents.pdf>
145. Tobacco Asia. Thailand limits tobacco components and byproducts. 2024 Jul 16. Available from: <https://www.tobaccoasia.com/news/thailand-limits-tobacco-components-and-byproducts/>
146. Clason, Lauren. "FDA Delays Menthol Ban Following Lobbying War." Roll Call. 2023 Dec 06. Available from: <https://rollcall.com/2023/12/06/fda-delays-menthol-ban-following-lobbying-war/>
147. Network for Public Health Law. Three federal tobacco regulatory measures up for change in 2025. NetworkforPHL.org. Available from: <https://www.networkforphl.org/news-insights/three-federal-tobacco-regulatory-measures-up-for-change-in-2025/>
148. European Commission. Tobacco. Available from: https://agriculture.ec.europa.eu/farming/crop-productions-and-plant-based-products/tobacco_en
149. Africa Press. Samia insists on food security. 2022 May 20. Available from: <https://www.africa-press.net/tanzania/all-news/samia-insists-on-food-security>
150. Tobacco Reporter. Tanzanian Tobacco Growing. 2025 Feb 12. Available from: <https://tobaccoreporter.com/2025/02/12/tanzanian-tobacco-skyrocketing/>
151. Official Gazette Philippines. M. Budgetary Support to Government Corporations – Other. 2023 Dec 25. Available from: <https://www.dbm.gov.ph/wp-content/uploads/GAA/GAA2024/Volumel/BSGC/M.pdf>
152. Department of Agriculture. P100-M production grant for tobacco farmers readied for nationwide distribution. 2024 Dec 04. Available from: <https://www.da.gov.ph/p100-m-production-grant-for-tobacco-farmers-readied-for-nationwide-distribution/>
153. Ministry of Justice and Human Rights. National Law No 19800/1972 National Executive Power. 1972 Aug 23. Available from: <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/verNorma.do?id=17440>
154. Tobaccotaxation. National Study: Bulgaria. 2023 Jan. Available from: <https://www.economicsforhealth.org/files/research/825/300-bulgariatobaccoreport-2023.pdf>
155. SEATCA. Indonesia: Use of revenue: Financing of tobacco control. Available from: <https://tobaccotax.seatca.org/indonesia/>
156. Regie Libanaise de Tabacs et Tombacs. Seklawi expects treasury revenues from the sector to exceed "one thousand billion L.L. at the end of 2022." 2022 Dec 19. Available from: <https://www.rltt.com.lb/Article/668/seklawi-expects-treasury-revenues-from-the-sector/en>
157. Malawi Revenue Authority. Tax reduction on tobacco sales excites farmers." 2022 Feb 22. Available from: <https://www.mra.mw/news/tax-reduction-on-tobacco-sales-excites-farmers#:~:text=by%3A%20Funsani%20Scander,Tax%20reduction%20on%20tobacco%20sales%20excites%20farmers,February%202022%C2%20Minister%20of%20Finance%20Honourable%20Sosten%20Gwengwe%20announced%20the%20reduction,-say-ing%20it%20is>
158. Government of Montenegro. 2021 Oct 14. Available from: <https://www.gov.me/clanak/zavrsena-realizacija-agrobudzetske-mjere-direktna-placanja-za-proizvodnju-duvana>

-
159. Republic Act No. 7171. An Act to promote the development of the farmer in the Virginia tobacco producing provinces. 1991 Jul 22. Available from: https://www.nta.da.gov.ph/laws_ra7171.html.
160. Republic Act No. 9334. An Act increasing the excise tax rates imposed on alcohol and tobacco product. 2004 Jul 26. Available from: https://lawphil.net/statutes/repacts/ra2004/ra_9334_2004.html#:~:text=of%20this%20Code.,Any%20person%20who%20willfully%20aids%20or%20abets%20in%20the%20commission,SEC
161. Government of Poland. List of beneficiaries-2023. 2023 Dec 19. Available from: <https://www.gov.pl/web/nfosigw/lista-beneficjentow-2023>
162. Government of Poland. List of beneficiaries-2024. 2024 Mar 22. Available from: <https://www.gov.pl/web/nfosigw/lista-beneficjentow-2024>
163. Government of Poland. Results of the 2024 call. 2024 Dec 24. Available from: <https://www.gov.pl/web/nfosigw/wyniki-naboru-2024>
164. Chivu, M. and Stanciu, S. The tobacco market in Romania: decline of cultivation, rise of processing. Scientific Papers Series Management and Economic Engineering in Agriculture and Rural Development, 25(1), pp. 123–130. 2025. <https://www.researchgate.net>
165. Aspen Institute Romania. Tobacco landscape and taxation Romania. 2025 Apr 15. Available from: <https://aspeninstitute.ro/tobacco-landscape-and-taxation-in-romania/>
166. Friedli D. Swiss tobacco: The herb that no one needs. NZZ. 2019 Jun 08. Available from: <https://www.nzz.ch/schweiz/schweizer-raucher-subventionieren-unbrauchbar-en-tabak-ld.1795458>
167. SwissTabac Cooperative. Résumé définitif des surfaces effectivement plantées en tabac pour 2024. Available from: <https://swisstabac.ch/wp-content/uploads/SURFACES-DEFINITIVES-2024.pdf>
168. Africa Press. Samia insists on food security. 2022 May 20. Available from: <https://www.africa-press.net/tanzania/all-news/samia-insists-on-food-security>
169. U.S. Congress, Congressional Research Service. R48167: Tobacco: Economic Overview of the U.S. Industry. Available from: <https://www.congress.gov/crs-product/R48167>
170. Ministry of Agriculture. Main taxes on agriculture and fiscal benefits. 2021 Jun. Available from: https://www.gub.uy/ministerio-ganaderia-agricultura-pesca/sites/ministerio-ganaderia-agricultura-pesca/files/documentos/publicaciones/Impuestos%20en%20el%20agro%20y%20beneficios%20fiscales_publicar.pdf
171. Garcia Delgado B. Rural smokers in the Department of Artigas: analysis of their reality. 2022. Available from: <https://www.colibri.udelar.edu.uy/jspui/handle/20.500.1/2008/32466>
172. Sun. Maldives bans smoking for post-2007 generation starting Nov. 2025 May 21. Available from: <https://en.sun.mv/96605>
173. International Air Transport Association. Duty free. Available from: <https://www.iatatravelcentre.com/>
174. Brunei Darussalam National Single Window. Passenger Concession. Customs Import Duties (Amendment) Order 2010. Available from: <https://bdnsw.mofe.gov.bn/Pages/PassengerConcessions.aspx>
175. Trade Ministry, Yolcu Muafiyetleri. 2022 Dec 01. Available from: <https://ticaret.gov.tr/gumruk-islemleri/sikca-soru-lan-sorular/bireysel/yolcu-muafiyetleri>
176. Regie Lebanon. The President of the Republic receives Saklawi. 2025 Mar 04. Available from: <http://bit.ly/4md-dWDX>
177. Regie Lebanon. Minister of Finance reviews the achievements of the Regie's anti-smuggling body. 2024 Jun 03. Available from: <https://www.regie.com.lb/article/852/minister-of-finance-reviews-the-achievements-of-th/en>
178. Regie Lebanon. Berri was briefed by Saklawi on the Regie's financial results and its procedures for purchasing crops and protecting tobacco farmers. 2025 Mar 19. Available from: <http://bit.ly/4gFTjWo>
179. Commission activite. Assembly of the Representatives of the People Portal Web. 2025 May. Available from: <https://www.arp.tn/commission/fixe/activite/20>
180. Ministry of Industry and Trade. The Deputy Minister of Industry participates in the launch of Kamran Industry and Investment Jordan-manufactured products for sale in the capital Aden. 2023 Sep 16. Available from: <https://moit-ye.com/?p=278579>
181. Asabor, I. BAT Nigeria unveils 1.4MW grid-tied solar panel system at celebration of factory's 20th anniversary. Independent Nigeria. 2024 Feb 06. Available from: <https://independent.ng/bat-nigeria-unveils-1-4mw-grid-tied-solar-panel-system-at-celebration-of-factorys-20th-anniversary/>
182. TrendsNAfrica. Philip Morris to Re-start Buying Tobacco from Tanzania. 2024 Feb 25. Available from: <https://trendsnafrica.com/philip-morris-to-re-start-buying-tobacco-from-tanzania/>
183. President's Official website. President Kassym-Jomart Tokayev held a number of bilateral meetings. 2025 Jun 24. Available from: <https://akorda.kz/ru/prezident-kasym-zhomart-tokaev-provel-ryad-dvustoron-nih-vstrech-2454646>

-
184. Nine O'Clock. Prime Minister Marcel Ciolacu's speech at the event marking the 30th anniversary of Philip Morris in Romania. Nine O'Clock 2023 Sep 05. Available from: <https://www.nineoclock.ro/2023/09/05/pm-ciolacu-philip-morris-has-brought-over-usd-600-million-to-romania-s-economy/>
185. Government of Romania. Press release: Prime Minister Marcel Ciolacu attended the event marking the 30th anniversary of Philip Morris's activity in Romania. 2023 Sep 05. Available from: <https://www.gov.ro/en/news/prime-minister-marcel-ciolacu-attended-the-event-marking-the-30th-anniversary-of-philip-morris-s-activity-in-romania>
186. Department of Agriculture. Inauguration of PMI Facility in Batangas. 2024 Apr 16. Available from: <https://www.da.gov.ph/gallery/inauguration-of-pmi-facility-in-batangas-april-15-2024/>
187. Wijayanto W. Speaker of the House of Representatives Puan Maharani proud to visit the Kretek Girl in bojonegoro. Suara Merdeka. 2024 Jan 20. Available from: <https://www.suaramerdeka.com/nasional/0411581832/ketua-dpr-puan-maharani-bangga-bisa-sambangi-gadis-kretek-di-bojonegoro>
188. Jordanian House of Representatives. Labor MPs visit several companies in Naour district. 2024 Feb 13. Available from: <http://bit.ly/46pQluV>
189. Wijayanto N. Sampoerna opens SKT production facilities in Tegal and Blitar; absorbs 3,500 workers. SINDOnews.com. 2024 Dec 17. Available from: <https://ekbis.sin-donews.com/read/1504321/34/sampoerna-buka-fasilitas-produksi-skt-di-tegal-dan-blitar-serap-3500-pekerja-jatim>
190. Davies R. BAT subsidiary lobbies Pakistan to allow export of cigarettes to Sudan. The Guardian. 2024 Jun 07. Available from: <https://www.theguardian.com/business/article/2024/jun/07/bat-subsidiary-lobbies-pakistan-to-allow-export-of-cigarettes-to-sudan>
191. Haider M. \$20.5m export deal from Sudan fails to get government's nod. 2024 Nov 08. Available from: <https://www.thenews.com.pk/print/1248701-20-5m-export-deal-from-sudan-fails-to-get-government-s-nod>
192. UN Treaty Collection. Protocol to Eliminate Illicit Trade in Tobacco Products. 2012 Nov 12. Available from: https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IX-4-a&chapter=9&clang=_en
193. Health Development and Anti-Malaria Association. Ethiopia Tobacco Industry Interference Index 2025. 2025 Jul. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/country/ET>
194. Chronicles. Carabinieri and Philip Morris renew agreement for security and legality. Quotidiano Sanità. 2024 May 30. Available from: <http://bit.ly/4l7DBgR>
195. Philip Morris International. PMI partners with U.S. Department of Homeland Security on combating illicit trade. 2021 Jan 29. Available from: <https://www.pmi.com/investor-relations/press-releases-and-events/press-releases-overview/press-release-details/?newsId=23131>
196. Japan Tobacco International. JTI in Georgia. Available from: <https://www.jti.com/europe/georgia>
197. Tobacco Reporter. BAT donates cigarette destruction machine. 2022. Available from: <https://tobaccoreporter.com/2022/12/01/bat-donates-cigarette-destruction-machine-to-uganda/>
198. Chaminda Perera. Daily News. Customs destroy Rs. 748 million worth counterfeit cigarettes. 2023 Aug 12. Available from: <https://bitly.cxdx5W>
199. Davies R, Chapman M. Tory peer proposed delay on heated tobacco ban after Philip Morris visit. The Guardian. 2025 Jun 01 Available from: <https://www.theguardian.com/business/2025/jun/01/tory-peer-delay-tobacco-ban-philip-morris-visit-lord-vaizey?utm>
200. UK Parliament. MPs and Lords. Lord Vaizey of Didcot. Available from: <https://members.parliament.uk/member/1580/registeredinterests>
201. Frihedsbrevet. 2022. Available from: <https://frihedsbrevet.dk/ryg-og-rejs-ungdomspolitikere-var-paa-studietur-i-schweiz-koebt-og-betalt-af-tobaksgigant/>
202. Mads Brugger. Facebook post. 2022 Jul 06. Available from: https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=10160289233866543&id=687296542&_rdr
203. Neihum A. NAOF to launch investigation into tobacco companies' lobbying. 2025 May 21. Available from: <https://www.mtvuutiset.fi/artikkeli/vtv-aloittaa-selvityksen-tupakkayhtioiden-lobaamisesta/9159840>
204. Red PaPaz. X (formerly Twitter). Available from: <https://x.com/RedPaPaz/status/1760851634425380935>
205. Noticias Uno. X (formerly Twitter). Available from: <https://x.com/NoticiasUno/status/1764631880455147937>
206. Lichotti C. A Senator on the wings of the vape. Piaui. 12 Dec 2024. Available from: <https://piaui.folha.uol.com.br/senadora-soraya-thronicke-vape-viagem-philip-morris/>
207. Instagram. Eduardo Leite - [reunião com a Japan Tobacco International]. In: Observatório Sobre as Estratégias da Indústria do Tabaco, Rio de Janeiro. 2025. Available from: <https://abre.ai/mRfp>

-
208. Club of Mozambique. Mozambique: Minister of the Economy visits Philip Morris International in Lausanne. 2025 Jul 11. Available from: <https://clubofmozambique.com/news/mozambique-minister-of-the-economy-visits-philip-morris-international-in-lausanne-286720/>
209. CMCT de la OMS. COP6(14) Protección de las políticas de salud pública en materia de control del tabaco frente a los intereses comerciales y otros intereses creados de la industria tabacalera. 18 de octubre de 2014. Disponible en: [https://apps.who.int/gb/fctc/PDF/cop6/FCTC_COP6\(14\)-en.pdf](https://apps.who.int/gb/fctc/PDF/cop6/FCTC_COP6(14)-en.pdf)
210. Department of Health and Social Care. Tobacco industry: guidance for UK overseas posts. UK Government. 2014 Mar 06. Available from: <https://www.gov.uk/government/publications/tobacco-industry-guidance-for-uk-overseas-posts>
211. Executive Order 13193 of January 18, 2001 Federal Leadership on Global Tobacco Control and Prevention, Federal Register; Vol. 66, No. 15, <https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/FR-2001-01-23/pdf/01-2139.pdf>
212. Khmer Times, JTI Cambodia and Ministry of Environment sign MoU to strengthen environmental conservation and sustainable development, issued on 2024 Jun 28. Available from: https://www.khmertimeskh.com/501514253/jti-cambodia-and-ministry-of-environment-sign-mou-to-strengthen-environmental-conservation-and-sustainable-development/#google_vignette
213. Tanzania and Japan Tobacco sign MoU. Available from: <https://rb.gy/smucc3>
214. Daily News Egypt. JT Group opens new office in Cairo. 4 Mar 2024. Available from: <https://www.dailynewsegyp.com/2024/03/04/jt-group-opens-new-office-in-cairo/>
215. No K-M. KT&G completes Kazakhstan plant to accelerate growth in Eurasia. 23 Apr 2025. Available from: <https://www.koreaherald.com/article/10471952>
216. PR Newswire. KT&G successfully hosts a joint Indonesian-Korean plogging event to celebrate the 50th anniversary of diplomatic ties between Indonesia and South Korea. 2023 Sep 26. Available from: <https://www.prnewswire.com/apac/news-releases/ktg-successfully-hosts-a-joint-indonesian-korean-plogging-event-to-celebrate-the-50th-anniversary-of-diplomatic-ties-between-indonesia-and-south-korea-301938872.html>
217. Available at: <https://www.facebook.com/Bangladesh-EmbassyTokyo/posts/this-morning-04-november-2024-a-delegation-led-by-mr-ryohei-sugata-director-in-te/974884134676331/>
218. Khmer Times, JTI Cambodia and Ministry of Environment sign MoU to strengthen environmental conservation and sustainable development, issued on 2024 Jun 28. Available from: https://www.khmertimeskh.com/501514253/jti-cambodia-and-ministry-of-environment-sign-mou-to-strengthen-environmental-conservation-and-sustainable-development/#google_vignette
219. BAT Bangladesh wins ICAB National Awards; Daily Bangladesh Post. 2023 Nov 01. Available from: <https://tinyurl.com/ykfz7djs>
220. TOAT. Annual Report 2024. Available from: [https://Thaitobacco.or.th/2025/01/0075953.html/](https://Thaitobacco.or.th/2025/01/0075953.html)
221. U.S. House of Representatives. "Lobbying Disclosure." Lobbying Disclosure Act. Available from: <https://lobbying-disclosure.house.gov/>
222. Action on Smoking & Health. "U.S. Tobacco Lobbyist and Lobbying Firm Registration Tracker." ASH.org. Available from: <https://ash.org/tobacco-money/>
223. Lobbypedia. Lobby register Germany. Available from: https://lobbypedia.de/wiki/Lobbyregister_Deutschlandhttps://www.bundestag.de/resource/blob/871508/1a4600db0b29dcab356f0b937a23add9/Handbuch.pdf
224. Government of Canada. Health Canada Tobacco Control Directorate and tobacco and vaping industry meetings. Available from: <https://www.canada.ca/en/health-canada/services/health-concerns/tobacco/meeting-summaries-tobacco-vaping-industry.html>
225. The Senate of Mexico. Lobbyist Register-Third Year of Exercise of the LXV Legislature. Available from: https://www.senado.gob.mx/65/padron_de_cabilderos
226. Chamber of Deputies. Lobbyist Registry. Available from: <https://www.diputados.gob.mx/cabilderos/inicio.htm>
227. Komisija za preprečevanje korupcije, Poročilo o izvajajuju Zakona o integriteti in preprečevanju korupcije – področje lobiranja za leto 2023 (KPK, 2024). Available from: <https://www.kpk-rs.si/storage/uploads/1195cf4e-16c9-43fa-a72f-b870243da2c7/lobiranje2023.pdf#:~:text=Na%20podlagi%2058,ga%20kot%20registrirani%20lobisti%20opravljali>
228. Tweede Kamer. Lobbyisten. 2025. Disponible à l'adresse : https://www.tweedeekamer.nl/contact_en_bezoek/lobbyisten
229. Tweede Kamer. Lobbyistenregister. 2025. Available from: https://www.tweedeekamer.nl/sites/default/files/2025-04/Lobbyistenregister_04-04-2025.pdf
230. Congreso de la República. Available from: <https://acortar.link/yMPbAE>
231. African Global Health. AFRICAN GLOBAL HEALTH – AGH. Published 2025. Available from: <https://www.africanglobalhealth.com/>

-
232. Global State of Tobacco Harm Reduction. Smoking, vaping, HTP, NRT and snus in Botswana — Global State of Tobacco Harm Reduction. 2025. Available from: <https://gsthr.org/countries/profile/bwa/>
233. Vance A. Tobacco lobbyist guest at Ministers' swearing-in ceremony. The Post. 2024 Jan 25. Available from: <https://www.thepost.co.nz/politics/350158370/tobacco-lobbyist-guest-ministers-swearing-ceremony>
234. Botswana Government. Tobacco Control Act no. 19, 2021. Available from: <https://assets.tobaccocontrollaws.org/uploads/legislation/Botswana/Botswana-TC-Act-2021-national.pdf>
235. Federal Republic of Nigeria. Tobacco Control Act 2015. 2015 Jun 10. Available from: <https://assets.tobaccocontrollaws.org/uploads/legislation/Nigeria/Nigeria-TCA-native.pdf>
236. Parliament of Ukraine. Law of Ukraine "On measures to prevent and reduce the use of tobacco products and their harmful effects on public health." Available from: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2899-15#Text>
237. Regulation of Election Expenditure Act, No. 3 of 2023. Published as a Supplement to Part II of the Gazette of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka of January 27, 2023. Available from: <https://bitly.c/OoSAE>
238. OpenSecrets. Altria Group PAC Contributions to Federal Candidates, 2023–2024. OpenSecrets.org. Available from: <https://www.opensecrets.org/political-action-committees-pacs/C00089136/candidate-recipients/2024>
239. OpenSecrets. Philip Morris International: Summary. OpenSecrets.org. Available from: <https://www.opensecrets.org/orgs/philip-morris-international/summary?id=D000055403>
240. Hamish Rutherford. Stuff.. Hutt South candidate down-plays his tobacco past. 2014. Available from: <https://www.stuff.co.nz/dominion-post/news/10074746/Hutt-South-candidate-downplays-his-tobacco-past>
241. El Peruano. Normas Legales. 2024 Nov 12. Available from: <https://wb2server.congreso.gob.pe/spley-portal-service/archivo/MjMyMTM1/pdf>
242. Ministry of Health. Tobacco Control Act, 2021. Published 2021. Available from: <https://botswanalaws.com/consolidated-statutes/acts-on-notice/tobacco-control-act-2>
243. Republique Du Tchad. Decree 1523/PR/MSP/2019. Available from: <https://assets.tobaccocontrollaws.org/uploads/legislation/Chad/Chad-Decree-No.-1523-national.pdf>
244. Lao People's Democratic Republic. Tobacco Control Law No. 240. 2021 Dec 29. Available from: <https://seatca.org/dmddocuments/Lao%20PDR%20Amended%20Tobacco%20Control%20Law%202021.pdf>
245. Uganda. Tobacco Control Act 2015. [Part VIII 25 (4)] 2015 Nov 18. Available from: <https://assets.tobaccocontrollaws.org/uploads/legislation/Uganda/Uganda-TCA-national.pdf>
246. Federal Democratic Republic of Ethiopia. Food and Medicine Administration Proclamation No. 1112/2019. 2019 Feb 28. Available from: <https://assets.tobaccocontrollaws.org/uploads/legislation/Ethiopia/Ethiopia-2019-Proclamation-native.pdf>
247. Government of Canada. Interacting with the tobacco industry - Guidance for Federal Public Service Representatives and Employees. 2024 Nov. Available from: <https://www.canada.ca/en/health-canada/services/publications/healthy-living/interacting-tobacco-industry-guidance.html>
248. Tweede Kamer. Gedragscode Integriteit Rijk. 2019. Available from: <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/richtlijnen/2017/12/01/gedragscode-integriteit-rijk-gir>
249. The Republic of Uganda. The Tobacco Control Act, 2015. Available from: https://health.go.ug/sites/default/files/Uganda_Tobacco_Control_Act_0.pdf
250. The Ministry of Health, 2021, The Tobacco Control Act, 2020. Available from: <https://www.moh.gov.jm/wp-content/uploads/2021/09/The-Tobacco-Control-Act-2020.pdf>
251. Ministry of Health, Nutrition & Indigenous Medicine, National Authority on Tobacco & Alcohol, World Health Organization Sri Lanka. Sri Lanka national guidelines on protection of public policies from commercial and other vested interests of the tobacco industry. 2019. Available from: <https://bitly.c/LHsB>
252. Cabalza D. DSWD hit for accepting tobacco firm's donations. Inquirer. 2024 Aug 12. Available from: <https://newsinfo.inquirer.net/1971731/dswd-hit-for-accepting-tobacco-firms-donations>
253. Instagram. Lizamarco: Wrap up video. 2025 Mar 22. Available from: <https://www.instagram.com/lizamarco/reel/DHdlwzOvuOZ/>
254. Lazaro F. Usec. Savellano seeks hike on country's tobacco production for export. National tobacco Administration. 2023 Sep 06. Available from: <https://www.nta.da.gov.ph/usec-savellano-seeks-hike-on-countrys-tobacco-production-for-export-2/>
255. Joseph. NTA to boost marketing plan on local tobacco products. National Tobacco Administration. 2024 Dec 04. Available from: <https://www.nta.da.gov.ph/nta-to-boost-marketing-plan-on-local-tobacco-products/>
256. Banal A. DOH vows to reject all tobacco industry donations Sun Star. 2025 Apr 4. Available from: <https://www.sunstar.com.ph/manila/doh-vows-to-reject-all-tobacco-industry-donations>

-
257. WHO FCTC. 2025 Ethiopia. 2025 Jul 16. Available from: https://extranet.who.int/fctcapps/sites/default/files/2025-07/WHOFCTC2025_Ethiopia%20%28AFR%29.pdf
258. WHO FCTC. 2025 Iran (Islamic Republic of). 2025 Jul 17. Available from: https://extranet.who.int/fctcapps/sites/default/files/2025-07/WHOFCTC2025_Iran%20%28Islamic%20Republic%20of%29%20%28EMR%29.pdf
259. U.K. HM Revenue and Customs. Transparency data: HMRC officials' meetings with tobacco stakeholders. Available from: <https://www.gov.uk/government/publications/hmrc-officials-meetings-with-tobacco-stakeholders-april-to-june-2025>
260. U.K. Department for Environment Food and Rural Affairs. Smoking related litter roundtable meeting. 2020 Sep 28. Available from: <https://www.gov.uk/government/publications/defra-engagement-with-the-tobacco-industry-on-litter/smoking-related-litter-roundtable-meeting-2-sep-2020>
261. El Diner. Ito Bisonó highlights the growth and diversification of Dominican tobacco. 2024 Oct 15. Available from: <https://tinyurl.com/Ito-Bisono-Tobacco>
262. La Informacion. President Abinader leads the inauguration of the new Palma Tobacco factory in Tamboril. 2025 Jul 1. Available from: <https://tinyurl.com/Tobacco-Inauguration>
263. Del Cruz I. Tobacco financing reactivates production in Dajabón and Santiago Rodríguez. Diario Libre. 2025 Feb 10. Available from: <https://tinyurl.com/Tobacco-Production-Dajabon>
264. Kemendag. Deputy Minister of Trade receives a visit from the leadership of PT HM Sampoerna Tbk. Kemendag.go.id. 2024 Nov 12. Available from: <https://www.kemendag.go.id/index.php/berita/foto/wamendag-menerima-kunjungan-pimpinan-pt-hm-sampoerna-tbk>
265. Perfil. Amid rising taxes, a multinational tobacco company lobbies for a law tailored to its needs. 2023 Dec 19. Available from: <https://www.perfil.com/noticias/politica/en-medio-suba-impuestos-tabacalera-multinacional-hace-lobby-tener-ley-a-su-medida.phtml>
266. El Ciudadano. Writing with one hand and erasing with the elbow: Massalin's double standard that suffocates SMEs. 2023 Nov 12. Available from: <https://www.elciudadanoweb.com/escribir-con-la-mano-y-borrar-con-el-co-do-massalin-y-su-doble-estandar-para-asfixiar-a-las-pymes/>
267. Diario Con Vos. Tobacco companies denounce the "Lord of Tobacco," the Argentine businessman taking over the industry. 2024 Mar 14. Available from: <https://www.diarioconvos.com/2024/03/14/las-tabacaleras-denuncian-al-señor-del-tabaco-el-empresario-argentino-que-se-esta-quedando-con-la-industria/>
268. Niebieskikwiat N. Javier Milei travels to Davos tomorrow to discuss Libertarian plan and attract investments. Clarín. 2024 Jan 15. Available from: https://www.clarin.com/economia/javier-milei-viaja-manana-davos-hablara-plan-libertario-captar-inversiones_0_0kRjtVWy0c.html
269. Vazquez B. Behind the scenes of the key meeting in Davos that could secure Javier Milei \$300 million in investments. Clarín. 2024 Jan 17. Available from: https://www.clarin.com/politica/trastienda-detras-reunion-clave-davos-puede-asegurar-javier-milei-inversion-us-300-millones_0_IPjEtDTy26.html
270. Reklai L. Palau completely bans e-cigarettes. Island Times. 2023 Mar 31. Available from: <https://islandtimes.org/palau-completely-bans-e-cigarettes/>
271. Espiner G. NZ First Minister Casey Costello orders 50% cut to excise tax on heated tobacco products. RNZ. 2024 Jul 18. Available from: <https://www.rnz.co.nz/news/in-depth/522429/nz-first-minister-casey-costello-orders-50-percent-cut-to-excise-tax-on-heated-tobacco-products>
272. Espiner G. 2024 "Most benefit" of government's tobacco tax cuts will go to tobacco company Philip Morris, officials told Casey Costello. RNZ. 2024 Sep 30. Available from: <https://www.rnz.co.nz/news/in-depth/529387/most-benefit-of-government-s-tobacco-tax-cuts-will-go-to-tobacco-company-philip-morris-officials-told-casey-costello>
273. Vance A. Tobacco lobbyist guest at Ministers' swearing-in ceremony. The Post. 2024 Jan 25. Available from: <https://www.thepost.co.nz/politics/350158370/tobacco-lobbyist-guest-ministers-swearing-ceremony>
274. Regional Observatory for Development Planning. Nicaragua's National Plan for Combating Poverty and Human Development 2022-2026. Available from: <https://goo.su/Z6ISQzx>
275. Palacios A. Tobacco Festival in Estelí 2024:Tribute and Tradition. 2024 Jul 10. Available from: <https://goo.su/0KhiBl>
276. Sandino N. Estelí shines with a spectacular closing of the 2025 Puro Sabor Festival. el 19 digital.com. 2025 Jan 24. Available from: <https://goo.su/ByEa>
277. Ciclovivo. Mutirões de limpeza ocorrem em mil cidades brasileiras. In: Observatório Sobre as Estratégias da Indústria do Tabaco. Rio de Janeiro. 2025. Available from: <https://abre.ai/mRa>.
278. Barbov I. Every third person throws away their cigarette butts on the street or on the beach (with photos). BNR90 2022 Jun 12. Available from: <https://bnr.bg/varna/post/101661020/vseki-treti-chovek-si-izhvarla-cigarenite-fasove-na-ulicata-ili-na-plaja>
279. Philip Morris International. Using creativity to promote positive change in post-consumer waste in Bulgaria. 2024

- Jan 17. Available from: <https://www.pmi.com/sustainability/case-studies-and-market-stories/using-creativity-to-encourage-positive-change-on-post-consumer-waste-in-bulgaria>
280. Dechev S. The official traveling exhibition #ChangeThePicture by Philip Morris Bulgaria is in Haskovo. Haskovo Municipality. 2024 Apr 24. Available from: <https://www.haskovo.bg/bg/novini/izlozhbata-promenikartinkata-na-fil-ip-moris-balgariya-v-haskovo>
281. TerraCycle. UNSMOKE. Available from: https://www.terracycle.com/en-CA/brigades/cigarette-waste-en-ca?srslt-id=AfmBOOrjbE5Nws6TziqTa_4kJODCgHRMqSm8wa-Jucetyl2eHVVwqAgo2
282. A Greener Future. Press release: A greener future and Unsmoke Canada launch ambitious 'Unsmoke Butt blitz' to tackle cigarette litter across Canada. 2025 Mar 31. Available from: A Greener Future and Unsmoke Canada Launch 2025 UNSMOKE Butt Blitz to Tackle Cigarette Litter — A Greener Future
283. Mayor's Office of Bogotá. Más de 90 mil colillas dejaron de arrojarse en las calles de Bogotá. 2023 Oct 25. Available from: <https://bogota.gov.co/mi-ciudad/habitat/mas-de-90-mil-colillas-dejaron-de-arrojarse-en-la-calles-de-bogota#:~:text=La%20iniciativa%20Bogotá%20No%20Es,otros%2035%20dispositivos%20en%20los.>
284. May, S. Alianza público-privada lanza campaña "Escazú no es un cenicero". Delfino CR. 2024 Feb 23. Available from: <https://delfino.cr/2024/02/alianza-publico-privada-lanza-campana-escazu-no-es-un-cenicero>
285. NEVAJGLUJ. Do you already have a NEVAJGLUJ sticker? And could we see it? 2025 Jul 18. Available from: <https://nevajgluj.cz/>
286. Andersen I. H. Municipalities take targeted action against cigarette butts. NB Kommune. 2021 Mar 26. Available from: <https://www.nb-kommune.dk/2021/03/26/kommuner-saetter-maalrettet-ind-over-for-cigaretskod>
287. Suva City Council post. 2025 Jun 05. Available from: <https://www.facebook.com/scc.suvacitycouncil/posts/pfbid0VF6b6GAsRWUdahsU25GT6g8la6QEZ-PzS2I6Wt06nZxIGdn32XtSo2f3T9dcMZk6sl?rdid=Ojr-Crr0dpZJ43Ubj>
288. Le Gall A. Mégothon 2025: the hunt for polluting cigarette butts is on. RadioFrance. 2025 May 21. Available from: <https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/le-billet-sciences/megothon-2025-la-chasse-aux-megots-pollueurs-est-lancee-2673935>
289. Philip Morris International. PMI cleans up Berlin. 2024 Sep 23. Available from: <https://smokersplanet.de/pmi-raeumt-berlin-auf/>
290. Marevivo. Petit geste, grands crimes. 2025. Disponible sur : <https://bit.ly/3U7Hzel>
291. Io la butto li. Imaginez un monde sans déchets sauvages. 2025. Disponible à l'adresse : <https://bit.ly/4lR8qay>
292. Philip Morris International. Travailler ensemble pour réduire les déchets sauvages. 5 juin 2024. Disponible à l'adresse : <https://www.pmi.com/sustainability/case-studies-and-market-stories/working-together-to-reduce-litter>
293. Rodríguez Y. Beach cleanup in Islas Mujeres and removal of 30,000 cigarette butts. Milenio. 2024 Nov 01. Available from: <https://www.milenio.com/estados/limpian-playa-en-islas-mujeres-retiran-30-mil-colillas-de-cigarro>
294. Dyaryo Veritas. Facebook post. 2025 Jun 19. Available from: <https://www.facebook.com/DyaryoVeritasBatangas/posts/all-in-for-the-people-the-planet-jti-philippines-is-all-in-with-its-commitment-t/1277025764430941/>
295. IGSU. Swiss Centre of Excellence Against Littering. Available from: <https://www.igsu.ch/de/ueber-igsu/ueber-igsu/>
296. Philip Morris International. Battle against urban flooding in Tunisia. Available from: <https://www.pmi.com/sustainability/case-studies-and-market-stories/working-together-to-reduce-litter>
297. Clean Streets CIC. Who we are. Available from: <https://cleanstreetscic.co.uk/who-we-are/>
298. Keep America Beautiful. Altria Case Study 2023: Cigarette Litter Prevention Program. August 2023. Available from: <https://kab.org/wp-content/uploads/2023/08/Altria-Case-Study-2023.pdf>.
299. Reynolds American. How the Reynolds American Organization is tackling butt litter. 2024 May 29. Available from: <https://www.reynoldsamerican.com/news/how-the-reynolds-american-organization-is-tackling-butt-litter/>
300. PMI Impact. Second Funding Round. 2025 Jan 17. Available from: <https://www.pmi-impact.com/funding/second-fundinground/>
301. Bosnia and Herzegovina Indirect – Indirect Taxation Authority. Public campaign "STOP SMUGGLING" 2022 May 30. Available from: <https://www.uino.gov.ba/portal/bs/novosti/javna-kampanja-stop-svercu/#:~:text=Uprava%20za%20indirektno%20oporezivanje%20zapo%C4%8Dela%20je%20javnu%20kampanju,dojava%20na%20tvorenju%20liniju%20080%2002%2006%2007.>
302. Custom Agency. The management of the Customs Agency and representatives of the tobacco industry discussed the optimization of work and the fight against the gray sector. 2024 Mar 27. Available from: <https://customs.bg/wps/portal/agency/media-center/news-details/27-03-rabotna-sreshata>

-
303. DGDDI Tchad. Visit to Manufacture des Cigarettes du Tchad. 2023 Nov 09. Available from: <https://www.facebook.com/share/v/1BvmUb6576/>
304. Edicion Cero. The Tarapacá Crime Prevention Under-secretariat and British American Tobacco led training to prevent smuggling and other illicit activities in the tobacco industry. 2024 Mar 02. Available from: <https://edicioncero.cl/2024/03/subsecretaria-prevencion-del-delito-tara-paca-y-british-american-tobacco-encabezaron-capacitacion-para-prevenir-el-contrabando-y-otros-illicitos-en-industria-tabacalera/>
305. FDN. "Subdirección Administrativa y Financiera". (s.f.). Available from: <https://bit.ly/406oLwy>
306. Cuestión Pública. "De (P)MI para Fede(departamentos): los 155 millones de dólares poco vigilados". 2021 Dec 13. Available from: <https://bit.ly/3KYo5Fa>
307. Japan Tobacco International. JTI in Georgia. Available from: <https://www.jti.com/europe/georgia>
308. Sampoerna invest in new kretek cigarette factories for economic growth. The Jakarta Post. 2024 Dec 17. Available from: <https://www.thejakartapost.com/front-row/2024/12/17/sampoerna-invest-in-new-kretek-cigarette-factories-for-economic-growth.html>
309. Philip Morris International. The result: a dramatic increase of more than NIS 1 billion in state revenues. Available from: <https://www.pmi.com/our-business/illicit-trade-prevention/blog/israel-s-covid-19-measures-have-a-promising-impact-on-illicit-cigarette-trade-hebrew>
310. Chronicles. Carabinieri and Phil Morris renew agreement for security and legality. Quotidiano Sanità. 2024 May 30. Available from: <http://bit.ly/4I7DBgR>
311. WHO FCTC. Needs assessment for implementation of WHO Framework Convention on Tobacco Control in Lao PDR. Convention Secretariat. 2015 Feb. Available from: <https://fctc.who.int/publications/m/item/lao-people-s-democratic-republic-needs-assessment>
312. Regie Lebanon. The Regie reinforces its anti-smuggling body in collaboration with JTI. 2023 Aug 27. Available from: <https://www.regie.com.lb/article/746/the-regie-reinforces-its-anti-smuggling-body-in-co/en>
313. Rijksoverheid. Annexe au protocole d'accord entre les douanes, SSI et VNK sur la coopération dans la lutte contre la contrefaçon et le commerce de produits du tabac illégaux et contrefaçons. Disponible à l'adresse : [https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/rozen/documenten/publicaties/2011/06/16/annex-bij-mou-tussen-douane-ssi-en-vnk-over-samenwerking-bestrijding-smokkel-van-en-handel-in-illegale-en-nagemaakte-tabaksproducten](https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/roken/documenten/publicaties/2011/06/16/annex-bij-mou-tussen-douane-ssi-en-vnk-over-samenwerking-bestrijding-smokkel-van-en-handel-in-illegale-en-nagemaakte-tabaksproducten)
314. SARS. SARS tax crime initiatives: South African Revenue Services. Available from: <https://www.sars.gov.za/targeting-tax-crime/sars-tax-crime-initiatives/>
315. Faizer Shaheid. The Morning. Cigarettes et alcool illicites : la longue bataille continue. 19 janvier 2025. Disponible à l'adresse : <https://bitly.cx/BWZOK>
316. Philip Morris International. PMI s'associe au département américain de la Sécurité intérieure pour lutter contre le commerce illicite. 29 janvier 2021. Disponible à l'adresse : <https://www.pmi.com/media-center/press-releases/press-details?newsId=23131>
317. Tobacco Reporter. BAT donates cigarette destruction machine. 2022. Available from: <https://tobaccoreporter.com/2022/12/01/bat-donates-cigarette-destruction-machine-to-uganda/>
318. EFE. La industria de cigarrillos en Venezuela, en combate contra el contrabando. 2024 Apr 01. Available from: <https://efe.com/economia/2024-04-01/la-industria-de-cigarrillos-en-venezuela-en-combate-contra-el-contrabando/>
319. Ministry of Finance Vietnam. 2015 Dec 03. Available from: <https://thuvienphapluat.vn/van-ban/Thuong-mai/Circular-No-19-2015-TT-BTC-initiatives-against-contraband-cigarettes-counterfeit-tobacco-production-trading-301561.aspx>
320. Instagram. Eduardo Leite - [reunião com a Japan Tobacco International]. In: Observatório Sobre as Estratégias da Indústria do Tabaco, Rio de Janeiro. 2025. Available from: <https://abre.ai/mRfp>
321. Lichotti C. A Senator on the wings of the vape. Piaui. 2024 Dec 12. Available from: <https://piaui.folha.uol.com.br/senadora-soraya-thronicke-vape-viagem-philip-morris/>
322. Frihedsbrevet. 2022. Available from: <https://frihedsbrevet.dk/ryg-og-rejs-ungdomspolitikere-var-paa-studietur-i-schweiz-koebt-og-betalt-af-tobaksgigant/>
323. Ekstra Bladet, 2023. Available from: <https://ekstrabladet.dk/nyheder/samfund/joachim-b.-olsen-smurt-af-tobaksgigant/9951863>
324. Lehtonen M. SDP MPs embarked on a tobacco giant's lobbying trip—This is how the duo explains the trip. Iltalehti. 2025 Feb 12. Available from: <https://www.iltalehti.fi/politiikka/a/7387f4af-566a-4915-80d5-3e0bdacc11b>
325. Omar F. Philip Morris International eyes a 'smoke-free future.' Sharqetrade. 2022 Nov 03. Available from: <https://www.sharqetrade.com/en/news--events/marketing-news/philip-morris-international-eyes-a-%E2%80%99smoke-free-future%E2%80%99>
326. Club of Mozambique. Mozambique: Minister of the Economy visits Philip Morris International in Lausanne. 2025 Jul 11. Available from: <https://clubofmozambique.com/news/>

- mozambique-minister-of-the-economy-visits-philip-morris-international-in-lausanne-286720/
327. De Leon I. The Cube at Neuchâtel, watch-making, cheese, and chocolates! 2022 Jul 16. Available from: <https://mb.com.ph/2022/7/16/the-cube-at-neuchatel-watch-making-cheese-and-chocolates>
328. UK Parliament. MPs and Lords. Lord Vaizey of Didcot. Available from: <https://members.parliament.uk/member/1580/registeredinterests>
329. Leadership. Only innovation can eliminate smoking – Experts. 2023 Oct 21. Available from: <https://leadership.ng/only-innovation-can-eliminate-smoking-experts/>
330. Mediasystems. Media Systems XTECHNOVATION: Towards Smoke-Free Future. 2024 Oct 10. Available from: <https://mediasystems.am/event/media-systems-at-technovation-towards-smoke-free-future/>
331. Mediasystems. Media Systems at TECHNOVATION: Smoke Free Future, Switzerland. 2025 May 27. Available from: <https://mediasystems.am/event/media-systems-on-technovation-2025-smoke-free-future/>
332. Bilan. Philip Morris et Neuchâtel, soixante ans d'un lien privilégié. 18 Dec 2024. Available from: https://avenue.argusdatainsights.ch/Article/AvenuePDFClip?artikel-Hash=le120e12057c4f94a0079d1c2f33ce33_BF03C-0015B652C93A2AB14305117A771&artikelDateiId=431939701
333. Embassy of Bangladesh, Tokyo. Fb post. 2024 Nov 04. Available from: <https://www.facebook.com/BangladeshEmbassyTokyo/posts/this-morning-04-november-2024-a-delegation-led-by-mr-ryohei-sugata-director-in-te/974884134676331/>
334. Bundesverband der Zigarrenindustrie's post on facebook. 2024 Jul 04. Available from: https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=890445019794536&id=100064871373102&r_id=ZwlhWZwyMd2DjW5Y
335. ANF. Results of the YAKU project, which improves access to water and sanitation, are celebrated. 5 Jun 2024. Available from: <https://www.noticiasfides.com/and/celebran-resultados-del-proyecto-yaku-que-mejora-el-acceso-al-agua-y-saneamiento>
336. Khmer Times. JTI Cambodia and Ministry of Environment sign MoU to strengthen environmental conservation and sustainable development, issued on June 28, 2024. Available from: https://www.khmertimeskh.com/501514253/jti-cambodia-and-ministry-of-environment-sign-mou-to-strengthen-environmental-conservation-and-sustainable-development/#google_vignette
337. Daily News Egypt. JT Group opens new office in Cairo. 2024 Mar 04. Available from: <https://www.dailynsegypt.com/2024/03/04/jt-group-opens-new-office-in-cairo/>
338. Peace Village. Wahid Foundation and Japan Tobacco International Indonesia develop Peace Village in Banyuwangi to build community resilience. 2023 May 31. Available from: <https://peacevillage.id/detailpost/wahid-foundation-dan-japan-tobacco-international-indonesia-kembangkan-desa-damai-di-banyuwangi-untuk-bangun-ketahanan-masyarakat>
339. Nidaa Al Watan. The Gibran National Committee launched a solar-powered lighting system project. 2023 Apr 26. Available from: <http://bit.ly/46itvEC>
340. Post on X (formerly Twitter). 2025 Feb 06. Available from: <https://goo.su/Sqb>
341. Embassy of the United Republic of Tanzania, Tokyo. Tanzania and Japan Tobacco sign MoU. 2023 Sep 13. Available from: <https://rb.gy/smucc3>
342. No K-M. KT&G completes Kazakhstan plant to accelerate growth in Eurasia. 2025 Apr 23. Available from: <https://www.koreaherald.com/article/10471952>
343. Rossel S. KT&G drives global expansion. Tobacco Asia. 2025 Feb 05. Available from: <https://www.tobaccoasia.com/news/kt-g-drives-global-expansion/>
344. PR Newswire. KT&G successfully hosts a joint Indonesian-Korean plogging event to celebrate the 50th anniversary of diplomatic ties between Indonesia and South Korea. 2023 Sep 26. Available from: <https://www.prnewswire.com/apac/news-releases/ktg-successfully-hosts-a-joint-indonesian-korean-plogging-event-to-celebrate-the-50th-anniversary-of-diplomatic-ties-between-indonesia-and-south-korea-301938872.html>
345. El 19 digital. The Nicaraguan Embassy participates in a tobacco promotion event in the People's Republic of China. 2025 Mar 13. Available from: <https://goo.su/jRHj>
346. RLTT. Mikati sponsored the inauguration of the Regie's production line and the launching of "application of barcoded stamps". 2023 Feb 26. Available from: Mikati sponsored the inauguration of the Regie's production line and the launching of "application of barcoded stamps"
347. BAT Bangladesh wins ICAB National Awards; Daily Bangladesh Post. 2023 Nov 01. Available from: <https://tinyurl.com/ykfz7djs>
348. BAT Bangladesh honoured as one of top taxpayers for 10th consecutive year. Daily Star. 2023 Dec 24. Available from: <https://tinyurl.com/mw48k5v6>.
349. ICMAB honoured BATB Best Corporate Award 2023. Dhaka Tribune. 2024 Dec 04. Available from: <https://www.dhakatribune.com/business/367115/bat-bangladesh-awarded-for-corporate-governance>

-
350. Winners of the “24 Hours” “Business Honoris Causa” campaign. Philip Morris Bulgaria OOD. Available from: <https://epicenter.bg/article/lnzh--Petar-Kanev-vrachi-priz-v-nagradite--Biznes-honoris-kauza-/379821/4/0>
351. Khmer Times. JTI Cambodia and Ministry of Environment sign MoU to strengthen environmental conservation and sustainable development. 2024 Jun 28. Available from: https://www.khmertimeskh.com/501514253/jti-cambodia-and-ministry-of-environment-sign-mou-to-strengthen-environmental-conservation-and-sustainable-development/#google_vignette
352. Philip Morris ČR a.s. (2025) Board of Directors' Report on Business Activities of the Company for the Year 2024. Available from: https://www.pmi.com/resources/docs/default-source/czech-market/investor-relations-en/annual-meeting-2025/06_board-of-directors-report-on-business-acivities-of-the-company-for-the-year-2024.pdf
353. Kontan. Applying the Principles of TJSN, Nojorono Kudus Rengkuh CSR Award from the Central Java Provincial Government. 2025 Mar 18. Available from: Applying the Principles of TJSN, Nojorono Kudus Rengkuh CSR Award from the Central Java Provincial Government
354. Park S. KT&G wins the Presidential Citation at the ‘2023 Crime Prevention Awards’ hosted by the Ministry of Justice. DailyNews24. 2023 Nov 28. Available from: https://www.dtnews24.com/news/articleView.html?idx_no=759992
355. Adewumi, B. BAT Nigeria wins ‘Best-Kept Industrial Premises’ award for environmental excellence. Tribune Online. 2024 Dec 02. Available from: <https://tribuneonlineeng.com/bat-nigeria-wins-best-kept-industrial-premises-award-for-environmental-excellence/>
356. Express Tribune. BAT threatens to exit over tax hikes. 2024 May 29. Available from: <https://tribune.com.pk/story/2468753/bat-threatens-to-exit-over-tax-hikes>
357. Tanzania Revenue Authority. 2025 Jan 24. H. E. Dr Samia Suluhu Hassan presents awards to outstanding taxpayers for the year 2023/2024. Available from: <https://bitly.cj/Jhbev>
358. TAOT. Annual Report 2024. Available from: <https://Thaitobacco.or.th/2025/01/0075953.html/>
359. TIM Turkiye Exporters Assembly. Top 1000 Exporters of Turkiye; p. 325. Available from: https://tim.org.tr/files/downloads/lhracat1000/2022/TOP_1000_2022.pdf
360. TIM Turkiye Exporters Assembly. Top 1000 Exporters of Turkiye 2023; p. 208-9. Available from: https://tim.org.tr/files/downloads/lhracat1000/2023/TOP_1000_2023.pdf
361. BAT. February 2025. Available from: https://www.bat.com/content/dam/batcom/global/main-nav/investors-and-reporting/reporting/combined-annual-and-sustainability-report/BAT_Annual_Report_Form_20-F_2024.pdf
362. BAT Bangladesh. BATB website: Mr Shirajun Noor Chowdhury. Available from: <https://web.archive.org/web/20241211201245/https://www.batbangladesh.com/who-we-are/profiles-of-the-directors/mr-shirajun-noor-chowdary>
363. Ferrari H. Use of unknown vapes is “allowed”, says former director of Anvisa. In: Observatório Sobre as Estratégias da Indústria do Tabaco, Rio de Janeiro, 2025. Available from: <https://abre.ai/mRJR>
364. Mangaza S. Health: ILDI continues its fight to establish tobacco taxation in the DRC. Enviro News. 2023 Oct 13. Available from: <https://environews-rdc.net/2023/10/13/sante-ildi-poursuit-son-combat-pour-asseoir-la-taxation-du-tabac-en-rdc/>
365. Joaquín Campo. LinkedIn. Available from: <https://www.linkedin.com/in/joaquin-campo-20a3b4181/?originalSubdomain=co>
366. Juan Carlos Restrepo Piedrahita. LinkedIn. Available from: <https://www.linkedin.com/in/juan-carlos-restrepo-piedrahit-4640b14a/>
367. Claudia de Francisco. Secnewgate Colombia. Available from: <https://www.secnewgate.co/meet-the-team-2/?lang=es>
368. Claudia de Francisco. Secnewgate Colombia. Available from: <https://www.secnewgate.co/meet-the-team-2/?lang=es>
369. El Comercio. Daniel Noboa appointed Ecuador's new ambassador to the United States. March 21, 2025. Available from: bit.ly/4irbMQ9
370. Ministry of Economy and Sustainable Development of Georgia. Irakli Nadareishvili, Deputy Minister Economy and Sustainable Development. Available from: https://www.economy.ge/?page=deputy-ministers&deputy=73&f-name=Irakli_Nadareishvili
371. Politik & Kommunikation. Albig takes over External Affairs at Philip Morris. 2023 Sep 01. Available from: <https://www.politik-kommunikation.de/personalwechsel/albig-uebernimmt-external-affairs-bei-philip-morris/>
372. Herbert Krupa. LinkedIn. Available from: <https://www.linkedin.com/in/herbert-krupa-b9b0a4217/details/experience/>
373. Siegel-Itzkovich J. Israel’s Health Ministry files smoking report five months late. The Jerusalem Post. 2023 Sep 12. Available from: <https://www.jpost.com/health-and-wellness/article-758631>
374. The Jamaica Observer. PNP caretaker calls for Audi-

- tor General probe into \$244m Annotto Bay Coastal project. Available from: <https://www.jamaicaobserver.com/2025/05/20/pnp-caretaker-calls-auditor-general-probe-244m-annotto-bay-coastal-project/>
375. Jamaica Stock Exchange, 2016, Carreras Limited (CAR) – Leadership Team Appointments. 2025 April 18. Available from: <https://www.jamstockex.com/carreras-limited-car-leadership-team-appointments/>
376. Japan Tobacco Inc. Integrated Report 2023, pages 116–119. Available from: https://cdn.metrio.net/clients/jti/indicators-assets/overview/Integrated%20Report2023_ENG.pdf
377. Hamish Rutherford. Stuff. 2014. Hutt South candidate downplays his tobacco past. Available from: <https://www.stuff.co.nz/dominion-post/news/10074746/Hutt-South-candidate-downplays-his-tobacco-past>
378. Api Dawson LinkedIn. 2025. Available from: <https://nz.linkedin.com/in/api-dawson>
379. Pakistan Tobacco Company. Available from: <https://www.ptc.com.pk/en/who-we-are/governance/nasir-mahmood-khan-khos>
380. MarketScreener. Zafar Mahmood. Available from: <https://www.marketscreener.com/insider/ZAFAR-MAHMOOD-AINTB9/>
381. Pakistan Tobacco Company. Annual Report 2024. Available from: <https://www.ptc.com.pk/content/dam/endmarkets/pk/en/download/investors-and-reporting/corporate-reporting/PTC-Annual-Report-2024.pdf>
382. Lucas Alkan-Head of Corporate and Regulatory Affairs. LinkedIn. Available from: <https://pg.linkedin.com/in/lucas-alkan-3032b1287>
383. Juan Carlos Lopez Moreira. Palermo S.A. Available from: <https://www.cerneco.org.py/socios/palermo-s-a/>
384. Bronicki Wojciech. LinkedIn. Available from: https://www.linkedin.com/in/bronicki-wojciech-b4249094/?original_referrer=https%3A%2F%2Fwww%2Egoogle%2Ecom%2F&originalSubdomain=pl
385. BBGTAX. Available from: <https://bbgtax.pl/#portfolio>
386. Edyta Bialas-Giejbatow. LinkedIn. Available from: <https://www.linkedin.com/in/edyta-bia%C5%82as-giejbatow-735428218/>
387. Gologan, A. O companie din industria tutunului se implică activ în cercetare. Au ca obiectiv înlocuirea tigărilor cu alternative mai puțin dăunătoare. Mediafax, 2022 14 Oct. Available from: <https://www.mediafax.ro/social/o-companie-din-industria-tutunului-se-implicaactiv-in-cercetare-au-ca-obiectiv-inlocuirea-tigarilor-cu-alternative-mai-putin-daunatoare-21240339>
388. Gospodarska zbornica Slovenije (GZS), 'Stalna in občasná delovna telesa' (GZS). Available from: https://www.gzs.si/podjetnisko_trgovska_zbornica/vsebina/O-nas/Organizirnost/Stalna-in-ob%C4%8Dasna-delovna-telesa#:~:text=6
389. Mladina. 'V naročju tobačnega lobija.' 2017 Mar 03. Available from: <https://www.mladina.si/180000/v-narocju-tobacnego-lobija/#:~:text=Biv%C5%A1i%20piarovec%20SDS%20jernej%20Pavlin,je%20zaposilil%20pri%20Japan%20Tobacc>
390. PMI IMPACT. Expert Council. Available from: <https://www.pmi-impact.com/apply/expert/>
391. Board of Investment of Sri Lanka. Annual Report. 2022. Available from: <https://bitly.cz/fhEw>
392. Ceylon Tobacco Company. Kushan D'Alwis Independent Non-Executive Director. Available from: <https://bitly.cz/wmHfr>
393. Ishara Gamage. Ceylon Today. Suresh Shah to head proposed SOE restructuring Unit. 2022 Sep 10. Available from: <https://bitly.cz/PAeE9>
394. Dr. Borer & Partner. Available from: <https://www.drborerpartner.com/>
395. Hon. Mohamed Chande Otman. LinkedIn. Available from: https://www.linkedin.com/posts/tcc-plc_tcctanzania-rasili-maliyatanzania-activity-7297880830025093121-defh
396. TAOT Board. Available from: <https://www.thaitobacco.or.th/board-toat/>
397. The National Tobacco and Match Board. Legal Form. Available from: <http://www.rnta.tn/fr/forme-juridique>
398. Order of the Minister of Finance of 31 December 2024, appointing a director to the Board of Directors of the National Tobacco and Match Board. Available from: Official Journal Number 2025-002 <https://www.9anoun.com/fr/kb/jorts/jort-2025-002-6f0c7/arrete-de-la-ministre-des-finances-du-31-decembre-2024-portant-nomination-d-un-administrateur-au-conseil-d-administration-de-la-regie-nationale-des-tabacs-et-des-allumettes-21-f5624bd89fb8509d583e8a236f896f95>
399. Linskey, Annie. Juul turns to Trump alum to lead D.C. office. Politico Influence. 2025 Jan 17. Available from: <https://www.politico.com/newsletters/politico-influence/2025/01/17/juul-turns-to-trump-alum-to-lead-dc-office-00199141>
400. Ministerio De Salud Publica 2020. Available from: <https://www.gub.uy/ministerio-salud-publica/sites/ministerio-salud-publica/files/2020-08/Acceo%20a%20la%20informaci%C3%B3n%20DR%20RODOLFO%20MEZZERA.pdf>



Global Center for
Good Governance
in Tobacco Control



A GLOBAL
TOBACCO
INDUSTRY
WATCHDOG

www.globaltobaccoindex.org
www.exposetobacco.org